



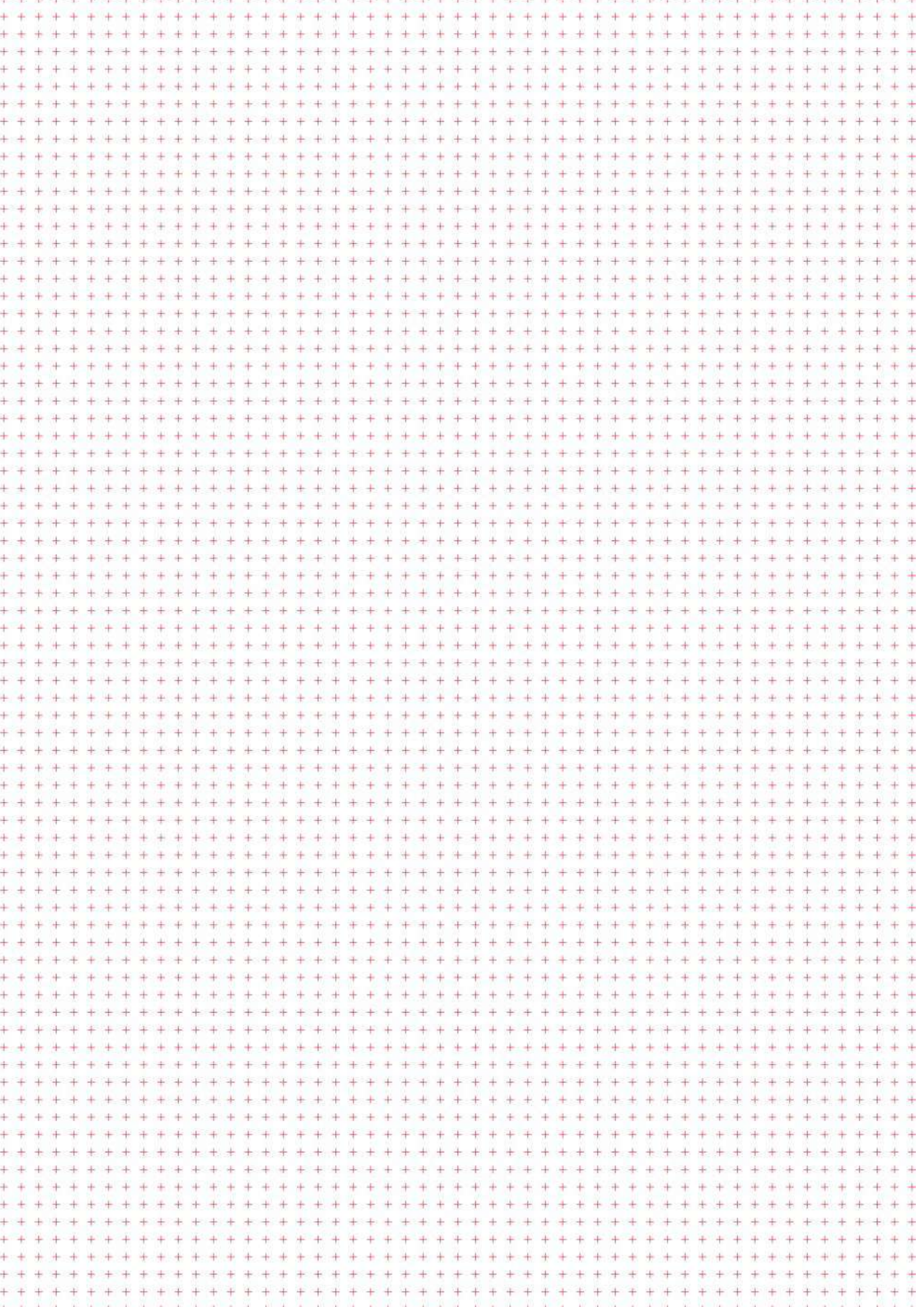
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



POPSU territoires

**LA RECHERCHE
PAR L'ACTION
DANS LES
TERRITOIRES**





Révéler les territoires
par l'étude de cas



Dominique Faure

*Ministre déléguée
chargée des Collectivités territoriales
et de la Ruralité*



MOBILISER LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LES RURALITÉS POUR CONSTRUIRE LES SOLUTIONS DE DEMAIN

Chaînon essentiels de la structure territoriale française, les ruralités sont marquées par une grande diversité : productives, agricoles, accueillantes ou montagneuses et bien souvent attractives. Elles ont mille visages et contribuent toutes, à leur manière, à la construction de la France de demain.

Cette diversité de territoires fait la force de nos ruralités et de notre pays. Face à l'urgence écologique et à l'impérieux besoin de cohésion entre les territoires, je suis convaincue que ces différences sont force d'innovation et de complémentarité entre les territoires : elles permettent la construction de solutions nouvelles, adaptées aux enjeux locaux, et, bien souvent, s'affranchissent des cadres de pensée d'hier pour inventer des solutions nouvelles.

Les enjeux sont immenses et les voies de la transition multiples : la recherche scientifique se mobilise au plus près des élus de nos territoires ruraux. Ces scientifiques travaillent main dans la main avec toutes les forces vives des territoires, les acteurs économiques, sociaux et toute la société civile, pour écrire l'avenir de nos ruralités.

Dans cette perspective, POPSU Territoires est une invitation à changer le regard : par l'analyse, la recherche, la réflexion sur le temps long et de manière collective, le programme contribue à écrire de nouvelles histoires sur les petites villes et les ruralités, mais contribue aussi à repérer les innovations engagées par les territoires afin de les reproduire dans d'autres territoires et à documenter cette diversité féconde.

Il invite à penser les complémentarités, pour considérer les territoires dans leurs interrelations plutôt que dans ce qui les oppose. POPSU, c'est aussi cela : le pari que les territoires sont d'abord et avant tout en relation les uns avec les autres. Il soutient la coopération entre les territoires et les engagements mutuels au service du bien-être de tous.

POPSU, LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'ACTION

POPSU, UNE PLATEFORME DE DÉBATS ACTEURS-CHERCHEURS- ÉLUS

Lieu de convergence des milieux de la recherche et de ceux qui font et gouvernent les villes, la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines – POPSU – croise les savoirs scientifiques et l'expertise opérationnelle pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions associés aux villes et aux territoires. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies sur les territoires et en assure la diffusion auprès de publics divers : professionnels, académiques, grand public. Elle se décline en deux programmes : POPSU Métropoles et POPSU Territoires. POPSU réunit plus de 450 chercheurs et constitue le principal programme de recherche sur les questions urbaines au plan national.

UN OBJECTIF : ACCOMPAGNER L'ACTION PUBLIQUE LOCALE

La mobilisation d'équipes de recherche sur le terrain et sur le temps long favorise le « pas de côté » pour les acteurs des territoires : délestés pour un temps des contraintes du quotidien et des questions réglementaires, les débats visent à construire des analyses collectives des territoires, et ainsi faciliter l'émergence de perspectives communes. La prise de distance et la mise en contexte proposée par la recherche alimente les réflexions des élus, des acteurs sur leurs propres pratiques, fait émerger de nouveaux projets et idées.

UNE COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE MOBILISÉE



51

PETITES VILLES
DE MOINS DE 20 000 HABITANTS

23

SYSTÈMES
TERRITORIAUX



65

ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE RECHERCHE



90

UNITÉS DE RECHERCHES



450

CHERCHEURS MOBILISÉS



POPSU TERRITOIRES, UN PROGRAMME AU SERVICE DES PETITES VILLES

CONSTRUIRE DE NOUVEAUX RÉCITS PAR ET POUR LES PETITES VILLES

Les petites villes sont des chaînons essentiels de l'armature urbaine française. Aux côtés des territoires ruraux, elles constituent la réalité quotidienne de nombreux ménages. Dans ce rôle structurant, elles souffrent souvent d'un manque d'ingénierie, peuvent présenter des signes de fragilité, et montre de besoins spécifiques, au coeur du programme national Petites Villes de Demain. POPSU Territoires contribue à révéler et à identifier les besoins, trajectoires, histoires et enjeux spécifiques auxquels sont confrontées les petites villes pour enrichir le récit national des complémentarités territoriales.

ÉCOUTER, APPRENDRE, EXPÉRIMENTER

Le programme POPSU Territoires se donne trois objectifs :

1. Mieux comprendre les processus, les situations, les mouvements auxquels sont confrontés petites villes et territoires ruraux, ainsi que leurs implications pour la construction des politiques publiques.
2. Participer à l'action publique locale pour nourrir les réflexions stratégiques des élus locaux ;
3. Diffuser les résultats et les grands enseignements produits dans le cadre des projets à travers des médias variés et à destination du grand public : films documentaires, collection d'ouvrages, notes pour décideurs, événements dans les petites villes, etc..

LA MÉTHODE

POPSU TERRITOIRES

LES SÉMINAIRES DE CO-CONSTRUCTION POUR DÉBATTRE ET AVANCER ENSEMBLE

Les séminaires de co-construction sont une étape importante des travaux menés dans le cadre de POPSU Territoires : visant à mettre en discussion les premiers résultats de l'enquête avec les acteurs locaux (élus communaux et intercommunaux, praticiens, services déconcentrés...) ils visent à nourrir l'action publique aux échelles locale et nationale. Ces événements sont organisés en collaboration avec les communes partenaires au programme et accueillis localement : marqués par des temps de débats et de restitution publique, ils sont aussi rythmés par des visites et des temps conviviaux, permettant de renforcer la communauté scientifique et professionnelle constitué autour des programmes POPSU Territoires et Métropoles.

POPSU, LA JEUNE RECHERCHE AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

Les plateformes POPSU Territoires ont a cœur d'impliquer la jeune recherche aux côtés des territoires.

D'une part, de nombreux jeunes chercheurs, du doctorat au post-doctorat, sont mobilisés à la fois dans la production de savoirs académiques et dans la médiation avec les acteurs locaux. En parallèle, les enquêtes sur le terrain impliquent souvent des ateliers étudiants, au niveau du master : dispositif à la fois pédagogique et opérationnel les ateliers étudiants proposent une première expérience d'ingénierie territoriale embarquée, en situation de commande réelle, mais aussi permettent de tester de nouvelles idées pour le développement des territoires.

LES ACTEURS LOCAUX



L'État



Les élus
et les collectivités
territoriales



Les chercheurs



Les acteurs
de la vie locale



Construire un projet de recherche-action pour analyser les cas pertinents par rapport à l'actualité des territoires et de la recherche :

Les élus, acteurs et chercheurs définissent, à partir des préoccupations spécifiques aux territoires et du fil rouge sur les mutations des territoires, des questionnements de recherche.



Produire un travail d'enquête préalable sur le cas d'études :

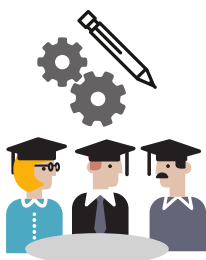
L'équipe de recherche effectue un travail d'enquête préalable pour rassembler une base de matériaux de recherche (éléments de contexte, archives, entretiens) et de proposer des analyses.



Mettre en place un séminaire de co-production des résultats de l'enquête dans la ville, associant élus, chercheurs et praticiens :

Temps fort de la démarche POPSU Territoires, ce séminaire permet de co-construire l'étude de cas entre chercheurs et décideurs.

La mise en débat des premiers résultats de recherche sera confrontée au regard des habitants, afin de nourrir l'action publique locale.



Rédiger l'étude de cas et une note pour décideurs, puis permettre un travail collectif de montée en généralité :

Suite aux retours lors du séminaire de coproduction, les chercheurs rédigent l'étude de cas afin de transformer une analyse de terrain en diagnostic à destination des décideurs. Les projets pourront donner lieu à la parution d'un ouvrage intégré à la collection des *Carnets de territoires* aux éditions Autrement.



Mettre en place un évènement de clôture, associant élus, chercheurs et praticiens :

Ce séminaire permet de clôturer les travaux menés avec une présentation locale des résultats du projet, à partir des livrables (*Carnet de territoires*, film, podcast...) produits au cours du programme.

UN CENTRE DE RESSOURCES SUR L'ACTION PUBLIQUE DANS LES TERRITOIRES

Acteur du lien entre la recherche et l'action, POPSU Territoires développe des ressources pour nourrir les décisions des élus et de tous les acteurs des territoires : ouvrages, films, reportages, etc.



Les Carnets de territoires rassemblent les connaissances produites par les plateformes du programme POPSU Territoires. Chaque carnet illustre une étude de cas et aborde les éléments du terrain, les hypothèses de recherche et les résultats, tout en rendant compte des échos que ces résultats peuvent avoir avec des phénomènes nationaux ou des cas proches. Conçus sous la forme de livrets largement illustrés, les carnets visent à rendre accessible au plus grand nombre les réflexions contemporaines sur les enjeux du territoire.



Les Conférences POPSU, collection de courts ouvrages qui mettent en débat les sujets liés aux mutations urbaines et territoriales, et visent à rapprocher les connaissances scientifiques de la pratique opérationnelle. Cette collection reprend en verbatim les conférences de chercheurs et d'acteurs, prononcés à l'occasion de séminaires, de colloques et d'entretiens, pour les faire connaître au grand public. Quatre opus sont aujourd'hui disponibles en ligne : *Pour un nouveau récit territorial*, O. Bouba-Olga, *Les petites et moyennes villes, territoires émergents de l'action publique*, S. Fol, *L'expertise territoriale dans tous ses états*, H. Reigner.



« **Portraits de petites villes** », films documentaires co-produits avec l'agence CAPA, proposent une restitution originale de recherches menées dans le cadre du programme : rassemblant des entretiens avec les habitants, les élus, les techniciens, les chercheurs, ils documentent les dynamiques des territoires et les résultats des projets de recherche.

Ils sont accessibles en ligne sur la plateforme Youtube Puca-Popsu.



Les reportages photographiques réalisés dans les plateformes POPSU Territoires visent à documenter la diversité des paysages, des formes urbaines, des activités et des modes de vie en France. Ce vaste fonds photographique illustre la collection des *Carnets de territoires*, et alimente une série d'expositions locales et nationales. Les reportages sont disponibles sur la photothèque du Ministère de la Transition Écologique - TERRA.



Des rencontres POPSU ouvertes à tous sont organisées régulièrement dans les territoires. Elles ont pour objet de mettre en visibilité les plateformes locales, en rassemblant l'ensemble de leurs membres et de leurs partenaires (élus, services, tiers parties prenantes, chercheurs, etc.). Elles constituent aussi une scène d'échange où les travaux de recherche sont appropriés et mis en discussion, afin d'en coconstruire et d'en approfondir les résultats. Au plan national, plusieurs événements sont organisés pour croiser les regards sur les dynamiques de touchant les petites villes.



« **Dans la France des petites villes** » est une série de podcast réalisée par Binge Audio dédiée aux récits et trajectoires des petites villes françaises, en partenariat avec le programme Petites Villes de Demain de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires.

Toutes ces productions sont accessibles librement sur le site popsu.archi.fr

POPSU TRANSITIONS

DE L'URGENCE ÉCOLOGIQUE À LA COHÉSION DES TERRITOIRES



La Plateforme d'observation
des projets et stratégies
urbaines (POPSU)
se compose de deux
programmes frères :
aux côtés du programme
POPSU Territoires
se construit le programme
POPSU Transitions,
qui vise à documenter
les sentiers de transition
des territoires
métropolitains.

ARPEINTER LES SENTIERS DES TRANSITIONS DANS UN MONDE INCERTAIN

Tandis que l'urgence climatique oblige à la mise en œuvre de politiques ambitieuses, les territoires urbains sont engagés dans des trajectoires de transition et de cohésion. Celles-ci posent d'abord un enjeu de transformation qui croise ruptures radicales et évolutions douces. Il s'agit donc de décrire ces mutations, de les expliquer et de les comprendre pour mieux les construire. La crise sanitaire a montré que ces changements se déploient dans un contexte d'incertitude permanente dans tous les domaines d'action.

L'essoufflement de l'impératif d'attractivité et l'injonction à la concurrence territoriale, le renforcement des inégalités socio-spatiales, le contexte sanitaire et la crise de la participation contraignent les politiques publiques à inventer de nouveaux modèles. Le nouveau programme POPSU Transitions poursuivra l'objectif de documenter à des fins d'action les contributions territoriales à la trajectoire nationale des transformations et de la planification écologique.



APPRÉHENDER LA PLURALITÉ DES TRANSITIONS AU SERVICE DE LA COHÉSION

Le programme POPSU Transitions articulera les enjeux de cohésion territoriale et de transition écologique. Cette dernière sera appréhendée de manière plurielle et systémique en combinant :

- La question sociale, pour lutter contre les inégalités et agir sur la cohésion sociale ;
- La question économique, pour dépasser l'impératif d'attractivité et penser les enjeux de re-localisation et de réindustrialisation décarbonée ;
- La question culturelle, pour bâtir des visions du monde et de nouveaux récits territoriaux ;
- La question numérique, pour orienter la révolution technologique au service de son accès au plus grand nombre ;
- La question politique, pour mettre en place les conditions de la démocratie permanente ;
- La question démographique, pour associer étroitement la « génération climat » aux défis d'aujourd'hui et aux décisions de demain.

PAROLES D'ACTEURS



Sandra Marsaud
Députée de Charente
Membre de la Commission
Affaires Économiques de
l'Assemblée Nationale

POUR UN RENOUVEAU DE L'ACTION PUBLIQUE DANS LES PETITES VILLES

POPSU Territoires met en valeur les spécificités des petites villes, et renouvelle leurs stratégies et leurs outils. En réunissant chercheurs, praticiens et élus, il s'agit non seulement d'enrichir les connaissances sur les petites villes et les ruralités, dans toute leur diversité, mais surtout d'accompagner les décisions des élus et des praticiens qui y interviennent, tout en contribuant au débat général sur les mutations de l'organisation territoriale française.



Les villes petites et moyennes reviennent sur le devant des scènes de recherche et de l'action publique, à travers la revitalisation des centres bourgs, le renouveau économique ou encore le levier que représentent les espaces naturels. Parfois confrontées à un manque d'infrastructures, d'équipements, avec une accessibilité moins aisée, et une utilisation du numérique parcellaire, les petites villes recèlent néanmoins de nombreux atouts : la qualité de vie (par leur attractivité touristique, leur patrimoine, leurs petits commerces qui résistent), un tissu local avec des élus investis et des citoyens créatifs, mais aussi des industries innovantes insérées dans la mondialisation.

Pour saisir le rôle de ces petites villes dans l'élaboration et l'animation des politiques publiques, une diversité de regards est essentielle. Au-delà de modèles d'analyse appliqués « par le haut » à ces petites villes qui pâtissent d'une ingénierie territoriale moindre, une observation à la loupe s'impose.

C'est tout le sens de la démarche proposée par la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines qui permet un regard pluridisciplinaire et un potentiel de remise en cause des grilles de lecture par une analyse croisée des résultats entre chercheurs, élus et praticiens, particu-



lièrement stimulante. La diversité des livrables proposés, y compris sous forme artistique, encourage une réflexion plus prospective qui montre les conditions de réussite des initiatives portées par ces territoires.

Si de nombreux outils réglementaires existent pour revitaliser les petites villes et les penser comme véritables actrices de l'armature urbaine, ils doivent être davantage ancrés dans les territoires et mieux utilisés.

+++
**Une diversité
de regards
et de livrables
pour assumer
les spécificités
des petites villes**

+++

Un nouveau regard pour chaque territoire s'impose alors, afin d'en saisir l'identité et d'en assumer les spécificités. Car c'est bien la valeur ajoutée de POPSU Territoires que de parvenir à impulser une synergie locale, un enthousiasme commun autour des projets et, in fine, un effet programme bénéfique aux territoires. Au-delà d'une ambition d'exhaustivité sur toutes les petites villes françaises, la transversalité révélée dans les thématiques couvertes sur ces vingt territoires (place des mobilités décarbonées, territoires numériques, densification vertueuse...) et leur traitement original, éclairent également l'action des parlementaires, en suggérant de nouvelles articulations entre les dispositifs d'action publique.



Jean-Marc Offner
Président du Conseil
Stratégique POPSU

ANALYSER LES PETITES VILLES PAR L'ÉTUDE DE CAS

La Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines pose un défi : développer de la recherche-action dans les petites villes. C'est le sens de l'appel national de POPSU Territoires, qui a conduit à la sélection d'équipes susceptibles d'apporter un éclairage local sur des enjeux territoriaux complexes. La méthode POPSU propose en effet une co-construction, entre élus, référents techniques et chercheurs, des savoirs permettant de comprendre situations et fabriques des territoires. Les chercheurs, munis de leur grille d'analyse et de leurs connaissances d'autres terrains, les confrontent à la sagacité des acteurs locaux, qui deviennent alors coproducteurs de la recherche. En retour, ils peuvent adapter voire renouveler leurs outils méthodologiques, par les échanges avec les habitants et des dispositifs originaux de médiation, en particulier artistiques. Ce « circuit court » entre recherche et action fait alors émerger des réponses originales aux politiques du terrain, tout en actualisant la boîte à outils de l'observation territoriale.

Alors que les métropoles d'un côté et les espaces ruraux de l'autre ont souvent été sous les

+++
**Développer
les « circuits courts »
entre recherche
et action
via l'étude de cas**

+++

projecteurs de l'action publique, les petites villes se trouvent aussi à leur manière au cœur des dynamiques contemporaines : vieillissement de la population, gestion foncière et densification, préoccupations patrimoniales, maillage des services à l'heure du numérique, rapport à la métropolisation et à la globalisation...

Les villes participant à POPSU Territoires représentent autant de cas hétérogènes confrontés à des mutations structurelles comme à des chemins de dépendances, issus de l'histoire et des stratégies des acteurs locaux. Elles sont autant de singularités dans la manière d'appréhender les transitions économiques, industrielles, sociétales et environnementales. Au-delà de la diffusion de bonnes pratiques, de modèles préconçus, cette recherche-action décentralisée vise à décortiquer des situations territoriales et des modes d'actions qui permettent de reconnaître la spécificité des systèmes territoriaux et de servir l'action publique locale.

Moins dotés en ingénierie, ces territoires s'avèrent en revanche riches d'une créativité locale productive, d'un entrepreneuriat politique et associatif vigoureux. Un modèle de décryptage adapté est ainsi suggéré : l'étude de cas. Car la valeur ajoutée de cette recherche-action réside dans le caractère assumé de l'unicité des cas étudiés, pour construire des outils en fonction de la spécificité des territoires, contrairement à des formes d'expertise classiques plus descendantes. A l'opposé d'une démarche englobante et distanciée, est proposée ici une observation à la loupe, dans le détail des situations pour rechercher des relations de cause à effet explicatives des processus, en mobilisant les acteurs chemin faisant. Les études de cas se font alors cas d'école grâce à une intelligence collective qui permet la convergence des résultats et la négociation avec les acteurs autour d'un nouveau récit territorial.



H el ene Reigner

Responsable scientifique du
programme POPSU Territoires,
Professeure des Universités
Institut d'Urbanisme et
d'Aménagement Régional,
Aix-Marseille Université

L'AMBITIEUSE MODESTIE DES RECHERCHES POPSU TERRITOIRES

L'action publique locale et nationale est confrontée aujourd'hui à un défi, celui de penser et de construire des « transitions », à la fois environnementale, sociale et économique. Faire émerger des politiques alternatives implique de faire collectivement quelques « pas de côté » et de nous défaire de quelques dogmes qui façonnent les politiques publiques¹. La recherche en sciences humaines et sociales peut contribuer à ce renouvellement, à cette inflexion des cadrages des enjeux, étape nécessaire pour envisager de nouveaux outils d'action publique.

Ces dernières décennies, l'idée de la concentration, notamment métropolitaine, des ressources, des équipements, des emplois s'est imposée à la fois comme un fait économique et comme une voie privilégiée de l'action publique.

Dans ce contexte, le programme POPSU Territoires propose de déplacer le regard vers les petites villes et les territoires ruraux. L'hypothèse est faite que ce maillage territorial est un atout, que ces territoires peuvent être des écosystèmes pour expérimenter de nouvelles formes d'action publique socialement et environnementalement plus soutenables.

+++
**Repenser les modalités
de production
de la connaissance
tout autant que leur(s)
utilité(s) sociale(s)**
+++

Le pari est fait, dans la démarche POPSU Territoires, de rapprocher les mondes de l'action op eracionnelle et de la recherche. Il est escompt e de ces frottements qu'ils soient éclairants pour chacun.e. S'éclairer mutuellement, être  clair e autrement, un joli pari, un pari nécessaire, pour faire émerger de l'action publique et collective porteuses d'alternatives.

Avec 17 nouveaux projets, lauréats de la 4^e saison POPSU Territoires en mars 2023, le programme compte désormais une cinquantaine de plateformes acteurs-chercheurs dans autant de petites villes françaises. La recherche-action n'est pas une pratique neuve au sein des sciences humaines en sociales. Elle semble toutefois marquée par un certain renouvellement. De fait, les équipes de recherche engagées dans POPSU Territoires sont soucieuses de repenser les modalités de production de la connaissance tout autant que leur(s) utilité(s) sociale(s). Les interactions recherche-action ne sont pas naturelles. Elle sont à construire à toutes les étapes des projets de recherche : outiller les acteurs en grille de lecture théorique appropriable, être le tiers qui fait bouger les lignes de la dispute, récolter des données « invisibles » grâce à des innovations méthodologiques, donner à voir la connaissance produite pour la mettre en discussion, renouveler les supports de la valorisation de la recherche pour accélerer sa diffusion. Autant de modalités d'une recherche non surplombante, ouverte, médiatrice et modeste dans son rapport aux acteurs des territoires. Autant de modalités d'une recherche engagée et ambitieuse du point de vue de son utilité sociale pour participer au besoin urgent de renouvellement des politiques et stratégies territoriales dans un monde en transition.

¹ *Anachronismes urbains*, J.M. Offner, Presses de Sciences Po (2020).



POPSU TERRITOIRES, OPÉRATEUR DE RECHERCHE **PROGRAMME** **PETITES VILLES DE DEMAIN**

Le programme « Territoires » de la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines (POPSU) contribue à mobiliser le monde universitaire au plus près des petites villes et des territoires ruraux. À ce titre, il s'inscrit dans l'offre de services du programme *Petites villes de demain*, piloté par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), en partenariat avec la Banque des territoires (Groupe Caisse des dépôts), et contribue directement aux actions du *Club Petites villes de demain* avec un triple objectif :

1. Comprendre

Mobiliser des équipes de recherche pour analyser l'action publique dans les petites villes et les territoires ruraux par des appels à projets.

2. Débattre

Produire des scènes de débats et de réflexions collectives entre chercheurs, élus, acteurs et experts dans le cadre des Cercles Thématiques organisés pour le Club Petites villes de demain.

3. Inventer

Construire, tester et alimenter des réflexions innovantes pour le Lab' des petites villes, centre de ressources sur les petites villes et territoires ruraux à destination de tous : chercheurs, élus, concepteurs, grand public, etc. Le Lab constitue un lieu de traduction de l'expertise de la recherche vers des formats, médias, outils utiles aux acteurs et élus des territoires.





FRANCE RURALITÉS, UN PLAN AMBITIEUX POUR LES TERRITOIRES RURAUX AUTOUR DE 4 AXES

Aujourd'hui, les territoires ruraux sont placés dans des positions différentes pour faire face aux enjeux contemporains et aux grandes transitions économiques, numériques et écologiques. France ruralités se construit sur une conviction profonde : l'action publique doit s'adapter aux spécificités des ruralités pour leur permettre de faire face à ces enjeux et de participer pleinement aux objectifs nationaux en matière de transitions.

Pour formuler une réponse globale et adaptée aux besoins des territoires ruraux, France ruralités agit sur tous les plans :

- il apporte des solutions d'ingénierie aux communes rurales pour les aider à porter les projets d'investissements et d'équipements attendus par leurs habitants ;
- il donne aux collectivités les moyens d'assurer l'entretien et la valorisation des aménités rurales, qui font la richesse naturelle et écologique de la ruralité ;
- il agit enfin dans tous les domaines de la vie quotidienne des Français pour leur apporter des solutions en matière de logement, de mobilités ou encore de sécurité ;
- il dote ces territoires d'outils pour renforcer leur attractivité économique et attirer des professionnels de santé et des services à la personne.

- PROJETS DES SESSIONS PRÉCÉDENTES
- NOUVEAUX LAURÉATS



PAS DE ZONES BLANCHES POUR LA MATIÈRE GRISE !

51 TERRITOIRES
ENGAGÉS DANS DES
PROJETS DE
RECHERCHE-ACTION



NORD OUEST





ROSCOFF

GUINGAMP

BRETAGNE

QUIBERON

NOZAY

PAYS DE LA LOIRE

VITRÉ

CAUMONT
-SUR-AURE

VIRE
NORMANDIE

NORMANDIE

LONGUENÉE
EN ANJOU



LAURÉAT 2021

GUINGAMP



Guingamp constitue un cas, qui tend à se généraliser, de petite ville qui connaît de manière continue une lente érosion démographique, marquée à la fois par le vieillissement de sa population, une faible attractivité et un solde naturel négatif. Corollaire de cette situation, le centre-ville est marqué par des signes de ce délaissement : la vacance des logements y est en forte progression, une partie des bâtiments du centre-ancien connaît des problématiques structurelles et infrastructurelles accentuant l'effet repoussoir auprès des nouveaux ménages. Le parc de logements existant est ainsi de moins en moins attractif ni adapté à la demande conduisant à accentuer la vacance et le développement de logements indignes ou dégradés.

Les enjeux de l'habitat indigne dans une petite ville décroissante

Telle que définie par la loi du 25 mars 2009, la notion d'indignité regroupe un ensemble de situations d'habitat présentant un risque pour la santé ou la sécurité des occupants ou des tiers. Constituant une réalité qui concerne aujourd'hui 900 000 à 1 300 000 personnes en France (Fondation Abbé Pierre, 2020), l'habitat indigne se concentre dans les centres anciens des grandes agglomérations mais n'épargne pas le reste du territoire, parfois de manière plus invisible : petites villes, bourgs anciens, espaces ruraux éloignés (rapport DIHAL, 2013). La commune de Guingamp, qui a perdu 25% de sa population en 40 ans compte aujourd'hui environ 13% de logements potentiellement indignes. Face aux impacts sanitaires et sociaux du mal logement, l'État et l'ensemble des acteurs locaux se mobilisent à travers la création d'une diversité de dispositifs censés lutter contre l'habitat insalubre.



6 895 habitants
2 022 hab./km²
Côtes d'Armor (22)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Philippe Le Goff
Maire de Guingamp

PROFESSIONNELS

Delphine Aillaud
Architecte DPLG, urbaniste
et PAST en aménagement
Jean-Pascal Josselin
Urbaniste, directeur de
l'IAUR

CHERCHEURS

Solène Gaudin
Responsable scientifique,
Université Rennes 2
ESO-Rennes
Antonin Margier
Responsable scientifique,
Université Rennes 2
ESO-Rennes
Jean-François Inserguet
Université Rennes 2 - ESO-
Rennes
Yankel Fijalkow
ENSA Paris Val-de-Seine -
LAVUE
Bruno Maresca
Ancien directeur de
recherche au CREDOC
Viviane André
Centre de recherche sur
l'habitat - LAVUE
Hélène Belanger
Université du Québec à
Montréal

EN SAVOIR PLUS



Podcast, *Guingamp, le défi du logement*, Dans la
France des petites villes, Petites Villes de demain
(ANCT) / POPSU

Pour une adaptation des dispositifs de lutte contre l'habitat indigne aux enjeux locaux

La communauté d'agglomération de Guingamp mène depuis de nombreuses années des actions de lutte contre l'habitat indigne incitatives envers les propriétaires et les porteurs de projet : OPAH-copropriétés (2013) et PIC « Énergie & Adaptation » (2015). À ce volet incitatif s'ajoute un volet coercitif ciblé sur le centre-ville qui vise à intervenir sur les immeubles les plus dégradés en situation de blocage : Opération de Restauration immobilière (ORI) et opérations de recyclage foncier. Ces dispositifs nationaux, souvent lourds et complexes, s'avèrent dans les faits rarement adaptés à l'ingénierie locale et difficilement mobilisables par les acteurs locaux, et certains défis restent prégnants sur le territoire de Guingamp (forte vacance résidentielle et commerciale). En effet, contrairement aux grandes villes où la lutte contre l'habitat indigne se présente dans un contexte de forte pression foncière et immobilière, les spécificités des petites villes en déprise nécessitent de repenser l'intervention des pouvoirs publics à l'échelle locale.

Une approche interdisciplinaire de l'habitat indigne

Dans la perspective d'identifier les ressorts de l'émergence de l'habitat indigne dans le contexte spécifique d'une petite ville en décroissance (vieillesse de la population, vacance préoccupante et insalubrité de logements) ainsi que l'évolution des formes de vulnérabilité résidentielle, ce programme associe les expertises des chercheurs de plusieurs disciplines (géographie-aménagement, sociologie, droit, architecture) et d'étudiants de master. Des entretiens et des focus groups seront ainsi réalisés avec des responsables politiques et des acteurs de l'aménagement, des commerçants et des habitants. En partenariat avec les acteurs du territoire, ce programme vise ainsi à proposer des pistes d'intervention pour intégrer la lutte contre l'habitat indigne dans la cadre d'un projet intégré de territoire.



LAURÉAT 2023

QUIBERON

QUIBERON
INFINIMENT PRESQU'ILE



À travers le cas de Quiberon, l'étude se penchera sur les enjeux de l'accès au logement pour tous et les solutions proposées par les pouvoirs publics pour proposer cet accès au logement pour tous au sein des communes littorales bretonnes. L'étude cherchera aussi à analyser les mobilisations des locaux face à cette difficulté à se loger et visera aussi à identifier les effets des recompositions démographiques et territoriales post-covid sur ces communes littorales fortement touchées aujourd'hui par une hausse spectaculaire des prix de l'immobilier.

Un territoire sous tension

La commune de Quiberon se caractérise par un taux important de résidence secondaire (66 %) et une population vieillissante (50,4 % de plus de 60 ans). Depuis 2008, la part des plus de 60 ans est passée de 40,1 % à 50,4 %. Quiberon fait

partie de la communauté de communes AQTA (Auray Quiberon Terre Atlantique), où la problématique autour du logement est érigée comme une priorité, avec comme principal enjeu : « Comment permettre à chacun de se loger ? ». Une Maison du Logement a aussi été créée avec pour objectif d'en faire le seul interlocuteur/guichet du territoire pour les questions relatives au logement. Quiberon et AQTA sont reconnus à l'échelle du territoire morbihannais pour être en pointe sur ces questions du logement. Ce projet vise à travailler spécifiquement sur la question de l'accessibilité au logement pour les primo-accédants, les jeunes (jeunes actifs comme saisonniers), et les catégories populaires sur la commune de Quiberon.

Urbanisme et leviers d'actions

Ce premier axe vise à tout d'abord faire le point sur les différents dispositifs existants (à la fois en termes d'urbanisme mais aussi de fiscalité) pour permettre aux collectivités de proposer du logement entrant en adéquation avec la demande en logement accessible, que ce soit



4 658 habitants
527,5 hab./km²
Morbihan (56)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Patrick Le Rou
Maire de Quiberon
Philippe Le Ray
Président d'AQTA

PRATICIENS

Maryline Domalain
Responsable du pôle
Aménagement, urbanisme
et déplacement à la mairie
de Quiberon
Nicolas Jacquet
Responsable du service
Aménagement habitant à
AQTA
Jean-Matthieu Houppé
Chef du service Urbanisme,
habitat, construction à la
DDTM 56

CHERCHEURS

Brieuc Bisson
Responsable scientifique,
PRAG Université Rennes 2,
UMR ESO
Solène Gaudin
MCF Université Rennes 2,
UMR ESO
Olivier David
PU Université Rennes 2,
UMR ESO
Silvère Tribout
MCF Université Rennes 2,
UMR ESO
Jean-François Inserguet
MCF Université Rennes 2,
Institut du droit public et de
la Science Politique
Frédéric Richard
MCF Université de Limoges,
GEOLAB
Ronan Le Délézir
MCF Université de Bretagne
Sud, Laboratoire
Géoarchitecture
Franck David
PRAG Université de
Bretagne Sud
Marion Florez
Ater Université Rennes 2,
UMR ESO
Julien Torchin
Ater Sorbonne Université,
UMR ESO

en locatif ou en accession à la propriété, au sein du territoire de Quiberon. D'un point de vue prospectif cet axe vise aussi à réfléchir à des possibilités et des outils novateurs pour intégrer des dispositifs plus solidaires dans les politiques de logement (collectivité directement impliquée dans les démarches de prêt etc.), voire à réfléchir au bien-fondé de la création de « zones tendues » sur les espaces littoraux, qui seraient non plus fondées sur la tension en termes de nombre de logements disponibles mais sur la tension liée spécifiquement au coût du foncier.

Recompositions post-Covid, dynamiques sociales et politiques autour de la gentrification

Il s'agit dans ce second axe de se demander comment les dynamiques liées aux effets post-covid recomposent ces territoires ? Quelles sont les nouvelles dynamiques démographiques ? Jusqu'ici ces changements, liés entre autres aux différents confinements, sont difficiles à saisir d'un point de vue statistique car ils n'entraînent pas nécessairement de changement de résidence principale. Un des enjeux de ce projet

est donc de travailler sur des indicateurs pour saisir ces changements. Le projet vise également à analyser la manière dont ces mutations liées au processus de gentrification littorale et à ses manifestations sont perçues par les populations locales. Et notamment à poser la question des mobilisations des acteurs locaux face à cette tension.



LAURÉAT 2020

ROSCOFF



CNRS • SORBONNE UNIVERSITÉ
Station Biologique
de Roscoff

À travers un projet de parc scientifique prenant appui sur la valorisation de l'activité de recherche de la Station Biologique de Roscoff (CNRS - Sorbonne Université), le PETR du Pays de Morlaix et les trois intercommunalités qui le composent (Morlaix Communauté, Haut-Léon Communauté, Communauté de communes du Pays de Landivisiau) réfléchissent à un développement territorial basé sur la science. La petite ville de Roscoff (Haut-Léon Communauté) et ses acteurs se retrouvent ainsi au cœur d'une réflexion sur les contours à donner à un projet de territoire cherchant à négocier son avenir au sein d'un plus vaste système agro-industriel régionalisé.

La science, levier de renouveau économique pour les petites villes

Quelles peuvent être les places occupées par une petite ville dans la production de connaissances scientifiques ? La science peut-elle contribuer au développement de l'activité économique locale ? Ce projet vise à comprendre l'évolution des fonctions orchestrées par une petite ville dans la production et la valorisation de connaissances scientifiques à différentes échelles. La ville de Roscoff, dont la Station Biologique constitue un des principaux et plus anciens centres français et européen en biologie et écologie marine, servira de focale à cette démarche. Naturellement inscrite dans une diversité de partenariats et de réseaux, la Station s'est néanmoins longtemps concentrée sur ses seules missions de recherche fondamentale. Désormais, scientifiques et développeurs locaux interrogent les différents rôles que pourrait jouer cette institution en matière de développement territorial. En effet, des start-up essaimées du laboratoire naissent, des collaborations industrielles se développent et des acteurs économiques locaux sollicitent de manière



3 404 habitants
549,9 hab./km²
Finistère (29)

ÉLUS

Jacques Edern
Président de la communauté de commune du Haut-Léon
Odile Thubert Montagne
Maire de Roscoff

PROFESSIONNELS

Catherine Boyen
Directrice de la Station Biologique de Roscoff
Joy Toupet
Chargée de mission Parc innovation Blue Valley, Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays de Morlaix

CHERCHEURS

Josselin Tallec
Responsable scientifique, Université Grenoble Alpes - PACTE
Bastien Bernela
Université de Poitiers - CRIEF
Flavie Ferchaud
Université Paris-Est-Marne-la-Vallée - LAB'URBA
Marie Ferru
Université de Poitiers - CRIEF
Marion Maisonobe
Panthéon Sorbonne - Géographie-Cités

EN SAVOIR PLUS

 **Film, Petite ville à la pointe de la science, La série documentaire POPSU, 2021**

croissante l'expertise de la Station. Ainsi, depuis 2014, les acteurs scientifiques et politiques travaillent de concert à la préfiguration du premier parc scientifique de l'hexagone dédié aux biotechnologies marines. Les petites villes peuvent alors constituer des « centralités d'innovation ».

Une inscription multiscale de la production scientifique

L'évolution récente de l'activité scientifique du site (ex : des publications, des programmes de recherche) et la valorisation économique de ses résultats (ex : des brevets, des collaborations industrielles) seront mises en perspective. Puis, en mobilisant une méthode mixte où dialogueront traitements quantitatifs de données et conduite d'entretiens, une analyse géographique longitudinale des relations scientifiques et industrielles du site sera réalisée. Des interdépendances mondialisées et organisées autour de la petite ville de Roscoff se dessineront alors, l'intérêt étant de comprendre l'émergence et l'évolution de relations pouvant constituer des ressources utiles au développement économique. Dans un

second temps, la traduction de ces composantes de la vie sociale locale dans des dispositifs d'aménagement sera plus particulièrement investie. Le dimensionnement matériel (quelles infrastructures déployer et pour qui ?) mais également immatériel (quels services et outils développer ?) du parc scientifique constituera le principal point d'ancrage d'un projet jetant les bases d'une réflexion sur les modalités d'accompagnement de nouveaux sentiers de développement d'un territoire amené comme dépendant de l'activité touristique et de l'industrie agro-alimentaire. L'étude de ce segment original de l'activité quotidienne des petites villes pourra ainsi esquisser quelques pistes de réflexions sur les conditions du développement d'une petite ville pensée en relation avec les « autres » territoires.



LAURÉAT 2020

VITRÉ



Vitré, commune de 18 000 habitants, présente un cas devenu rare de petite ville dont la prospérité socio-économique est basée sur une activité industrielle diversifiée et en croissance relativement continue depuis plusieurs décennies, contrastant avec l'image généralement renvoyée par les autres villes de cette strate urbaine en France. Elle affiche en effet le 4^e taux de chômage le plus bas de France (5 % contre 9 % en France métropolitaine) ; comment expliquer cet îlot de prospérité ?

Une success story industrielle

Le cumul d'indicateurs favorables fait de Vitré un cas d'espèce, avec un quasi plein emploi obtenu par la forte densité d'emplois secondaires qui seraient a priori induits par l'industrie. Cette logique d'inversion des formes habituelles de développement des petites villes généralement tenues par l'économie résidentielle réhabilite

certains pans de l'« industrie industrialisante ». Dans le cas de Vitré, cette singularité est notamment observable par une diminution du poids pris par la sphère présentielle alors que l'emploi augmente. L'étude identifiera les ressorts de ce succès industriel au-delà des facteurs classiques habituellement énoncés pour en rendre compte (comme la situation sur l'axe Rennes-Paris bien desservi par l'autoroute et le rail) qui ne sauraient suffire à expliquer le réveil d'une petite cité dont la population a longtemps stagné suite à la perte de ses fonctions traditionnelles de garnison et de sous-préfecture dans les années 1920. Malgré l'essor des industries agro-alimentaires lié au développement de l'agriculture intensive en Bretagne après-guerre, Vitré était encore donnée pour perdue en 1976 par la CFDT du fait de l'effondrement de son industrie ancienne du cuir, de la chaussure et du textile.

Les ressorts de cette « anomalie » territoriale

Comment appréhender les ressorts de cette « anomalie » territoriale et ses éventuelles capa-



18 037 habitants
487,1 hab./km²
Ille-et-Vilaine (35)

Programme
Action cœur de ville

cités d'adaptation aux évolutions de la conjoncture économique ? Évoluant à la croisée d'ancrages locaux et d'organisations industrielles mondialisées, quelles sont les logiques spatiales qui animent ce territoire « industriel » ? Il s'agit ainsi d'analyser les formes des systèmes d'acteurs territoriaux, de leurs actions et des dynamiques relationnelles qui pourront nous donner à voir les liens entre les intérêts des acteurs industriels et institutionnels à différentes échelles spatiales. Il sera également question d'interroger le rapport à la métropolisation de ce territoire, horizon d'interprétation des recompositions socio-économiques à partir duquel s'est construit l'essentiel des récentes orientations spatiales des politiques industrielles et des réformes institutionnelles des pouvoirs locaux. Le projet identifiera les relations avec les dynamiques de métropolisation voisines (Rennes, Laval) et s'interrogera sur les effets de débordement et les stratégies de concurrence dans les orientations politiques de développement.

ÉLUS

Isabelle Le Callennec
Maire de Vitré


PROFESSIONNELS

Clara Marchal
Chef de projet mission
Cœur de Ville, Commune
de Vitré
David Moy
Directeur général des
services techniques,
Commune de Vitré

CHERCHEURS

Benoît Montabone
Responsable scientifique,
Université Rennes 2 - ESO-
Rennes
Hélène Bailleul
Université Rennes 2 - ESO-
Rennes
Guy Baudelle
Université Rennes 2 - ESO-
Rennes
Magali Hardouin
Université Rennes 2 - ESO-
Rennes
Arnaud Lepetit
Université Rennes 2 - ESO-
Rennes
Agnès Lemoine
Université Rennes 2

EN SAVOIR PLUS

 **Film, *Peut-on parler d'un modèle vitréen ?*, La série documentaire POPSU, 2020**



Reportage, par Arnaud Bouissou, disponible sur TERRA, 2023



Carnet de territoires, *La réussite industrielle des petites villes Vitre (Ille-et-Vilaine), le territoire sans modèle* (titre provisoire), Autrement, Automne 2023

Retracer de façon longitudinale l'attractivité de Vitré

À partir d'un travail d'archives, d'enquêtes et d'entretiens, l'étude cherchera à comprendre ce qui a fait l'attractivité du territoire de Vitré dans les 40 dernières années. On s'interrogera sur la durabilité du modèle et sa vulnérabilité face aux éventuelles évolutions politiques. En complément une étude sur le parc immobilier et l'accessibilité de Vitré seront également menées ; des ateliers d'étudiants interrogeront l'offre de formation sur le territoire et des scénarios prospectifs sur le tournant numérique de l'économie.



LAURÉAT 2021

CAUMONT-SUR-AURE



Caumont-sur-Aure est une commune nouvelle fondée en 2017, qui regroupe environ 2 400 habitants. Située à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de l'agglomération de Caen, elle offre une micro-centralité à la population locale tout en s'inscrivant dans l'attraction de plusieurs centres urbains proches. En partenariat avec l'intercommunalité Pré Bocage Intercom, Caumont est simultanément éligible aux programmes Petites Villes de Demain et POPSU-Territoires Petites villes et campagnes au cœur d'un nouveau récit territorial. L'objectif de l'équipe de recherche-action (UMR ESO, DDTM du Calvados) est de faire converger ces deux dispositifs afin que la requalification physique des espaces soit valorisée par une mobilisation citoyenne et inclusive.

Une commune nouvelle dans un contexte rural vulnérable et vieillissant

Une part importante de la population de Caumont est peu motorisée et dispose de faibles revenus. À la fois peu mobiles et peu solvables, ces ménages apparaissent doublement captifs et sont, en conséquence, d'autant plus dépendants de l'offre locale de services et d'équipements. Ces indicateurs défavorables sont identifiés par l'équipe municipale qui poursuit l'objectif de multiplier les « lieux sociaux ». Après avoir bouclé le projet d'une Maison citoyenne qui agrégera un ensemble d'offres (médiathèque, musée numérique 'Micro-Folie', relais-assistance maternelle, espaces de rencontres, Maison France-Service), est envisagée l'installation d'un pôle de santé. La collectivité engage aussi un projet de requalification des espaces publics afin de valoriser la centralité du bourg historique, d'y faciliter les flux piétons et les interactions sociales. En outre, est projeté le déplacement du marché hebdomadaire, ce qui permettra de rassembler commerces ambulants et offre sédentaire et libèrera une halle, ultérieurement transformée en espace culturel et artistique.



2358 habitants
59 hab./km²
Calvados (14)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Christophe Le Boulanger
Maire de Caumont-sur-Aure
Roger Mahé
Conseiller municipal

PROFESSIONNELS

Sophie Lardilleux
Responsable de la
Délégation Territoriale des
Bocages (DDTM du
Calvados), référente locale
de l'Agence Nationale
de la Cohésion des
Territoires
Stéphane Héard
Chargé de mission « Études
» à la DDTM du Calvados
Géraldine Martin
Responsable du service
Aménagement
de la DDTM du Calvados, en
charge de
l'accompagnement local du
programme Petites Villes de
Demain

CHERCHEURS

Pierre Bergel
Responsable scientifique,
Université de Caen-
Normandie - UMR ESO
Alice Rouyer
Université de Caen-
Normandie - UMR ESO
Dima El Khouri-Tannous
Université de Caen-
Normandie - UMR ESO

Utilité de la recherche-action

La situation de Caumont-sur-Aure se caractérise par un bouillonnement de projets qui, pour nombre d'entre eux, sont coordonnés par le dossier de candidature Petites villes de demain, dans une communauté de communes qui compte deux autres bourgs candidats (Villers-Bocage et Aunay-sur-Odon). De tels investissements paraissent indispensables pour renforcer les aménités de la commune nouvelle, tout en prenant en compte la forte proportion des ménages modestes ou vulnérables. Située dans un entre-deux entre Caen, Bayeux et Saint-Lô, ces populations peinent à accéder aux services des villes de plus grande taille, même si ces dernières sont proches. Disposer d'un cadre agréable et d'un équipement local conforté permettra donc d'améliorer la qualité de vie de ces populations vulnérables, ainsi que celle de l'ensemble des Caumontais.

De tels investissements seront toutefois insuffisants s'ils ne sont pas complétés par des actions visant à activer la citoyenneté locale. La recherche-action se propose donc de développer

un « accompagnement » en direction des différentes catégories d'habitants. Il s'agira de valoriser leur implication dans la gestion du projet communal d'investissement, ainsi que dans le portage de projets complémentaires. Lorsqu'ils seront en service, ces équipements auront en effet besoin d'un public fidèle d'utilisateurs, d'une adaptation permanente aux besoins, voire de bénévoles disposés à s'engager dans leur fonctionnement quotidien.

Contenu de la recherche-action

Élaborée en concertation avec le Maire, les élus municipaux et les services de la DDTM, la recherche-action vise à co-construire un programme local d'inclusion sociale et générationnelle. Les trois premières phases proposent une méthode progressive pour élaborer ce programme, qui convergeront lors d'une 4^{ème} phase (séminaire de co-construction), préalable à une 5^{ème} phase de valorisation.



LAURÉAT 2020

VIRE



Vire Normandie, commune nouvelle créée en 2016 issue de la réunion de huit communes, rassemble 18 000 habitants et 11 500 emplois. Ville de la reconstruction, elle se distingue par son économie avec un quart d'emplois industriels, un taux de chômage inférieur à la moyenne du département et à la moyenne nationale (7,7 % contre respectivement 8,7 % et 8,5 %). Cette résistance à la désindustrialisation rend ce territoire singulier, au regard d'autres petites villes.

Vire Normandie, une ville nouvelle attractive pour ses emplois

Terre d'entreprise, Vire Normandie possède un tissu économique important avec 167 emplois pour 100 actifs résidents, dans des industries diversifiées telles que la fabrication de denrées alimentaires, le travail des métaux ou le secteur des transports. Cette présence industrielle diver-

sifiée fait toute la spécificité de Vire Normandie, et ce en l'absence de grands équipements structurants. Des entreprises importantes ont été créées et développées sur ce territoire comme Chatel (dans le domaine des transports), Guy Degrenne (arts de la table) ou la Normandise (alimentation pour chiens et chats). Vire est donc un creuset d'entrepreneuriat industriel, d'autant du XIX^e siècle et qui perdure aujourd'hui.

Repenser le lien entre ville moyenne et industrie

La distinction de Vire Normandie en tant que lauréate des programmes Action Cœur de Ville (sur la redynamisation du centre-ville) et Territoire d'Industrie (sur le soutien aux projets de développement industriel) souligne les enjeux spécifiques liés au développement des villes moyennes, qui ont joué un rôle central dans l'industrialisation du pays. Si ce rapport entre industrie et villes petites et moyenne est souvent associé à l'image du déclin, des fermetures d'usines et des friches, Vire contredit cette trajectoire ; la singularité de Vire serait due à la qualité



10 762 habitants
478 hab./km²
Calvados (14)

Programme
Action cœur de ville

ÉLUS

Marc Andreu Sabater
Maire de Vire Normandie,
Conseiller départemental,
Président de la
communauté de
communes Intercom de la
Vire au Noireau

PROFESSIONNELS

Annie Rossi
Directrice générale des
Services de la Commune
nouvelle de Vire
Normandie
Marie-Jeanne Villeroy
Conservatrice au Musée de
Vire Normandie

CHERCHEURS

Gilles Crague
Responsable scientifique,
École des Ponts-Paristech -
CIRED
Denis Carré
Université Paris-Nanterre -
EconomiX
Franck Nadaud
CIRED

EN SAVOIR PLUS



Reportage, par Arnaud Bouissou, disponible sur
TERRA, 2022

des interactions entre acteurs locaux publics et privés et avec les territoires proches. Les décisions industrielles seront analysées ici comme un processus de décision collective, multi-agents, embarquant acteurs publics et privés. En outre, plusieurs champs de politiques publiques (emploi et accompagnement des restructurations, investissement dont recherche-développement, cadre urbain) peuvent interférer avec le développement industriel ; la recherche vise à montrer comment ces différents champs interfèrent ou non avec les dynamiques industrielles.

Les processus de développement des dynamiques économiques

Le projet place l'attention non pas sur les facteurs mais sur les processus de développement, à savoir sur la façon dont des projets d'entreprise naissent et se développent. Une analyse rétrospective du territoire depuis les années 1970 permettra tout d'abord de retracer les grandes dynamiques industrielles, en lien avec une analyse des interactions spatiales. Pour incarner ces trajectoires, une série de monographies sur les en-

treprises de Vire sera effectuée et rendra compte d'une dynamique économique et organisationnelle particulière. Enfin, une enquête sur les politiques publiques sera menée par des entretiens auprès des institutions et des dispositifs publics.



LAURÉAT 2020

LONGUENÉE-EN-ANJOU



Appartenant à la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole, la commune nouvelle de Longuenée-en-Anjou (6 351 habitants) est née de la fusion en 2016 de quatre communes. L'étude de cas interroge le processus de fusion, et le vécu de ce nouveau territoire par celles et ceux qui l'animent au quotidien : habitants, élus, associations, entreprises, agents. Quelles sont les conditions d'adaptation des services au public, l'ajustement des habitudes et l'appropriation territoriale qui en découlent ?

Un changement d'échelle : la fusion de 2016

On présente souvent comme motivation première des créations de communes nouvelles le maintien des dotations d'État et la réalisation d'économies d'échelle. Qu'en est-il ? La fusion, engagée au 1er janvier 2016, fait passer

Longuenée-en-Anjou du 25e poids démographique (pour sa commune déléguée la plus peuplée) au 10e dans la Communauté Urbaine. Cela modifie-t-il les rapports de force au sein de la communauté ?

Pour la commune elle-même, dont la taille reste relativement modeste, et de laquelle il ne se dégage pas un pôle villageois dominant, quelles sont les conséquences de ce changement d'échelle et de ces caractéristiques sur la gouvernance, l'identité et l'organisation territoriale des services ? Le choix de maintenir les quatre mairies déléguées peut-il être considéré comme un facteur d'acceptation du nouveau périmètre par ses habitants, ses usagers, ses citoyens ?

L'appropriation de ce nouveau périmètre

Les élus municipaux ont fait le choix de s'entourer dès le départ d'un cabinet conseil, pour les accompagner, préparer les agents municipaux comme la population au changement de périmètre. Cette méthode constitue-t-elle un exemple ? Dans leurs pratiques et représentations, comment les habitants, mais aussi les associations et



6 331 habitants
118,3 hab./km²
Maine-et-Loire (49)

ÉLUS

Jean-Pierre Hébé
Maire de Longuenée-en-Anjou

Christophe Béchu
Président de l'Agence d'Urbanisme de la Région Angevine, Maire d'Angers

PROFESSIONNELS

Stéphanie Hervieu
Chargée d'études Solidarités, modes de vie, cohésion sociale, Agence d'Urbanisme de la Région Angevine

Emmanuel Leguay
Directeur Général des Services, Mairie de Longuenée-en-Anjou

Alexandra Le Provost
Directrice Générale, Agence d'Urbanisme de la Région Angevine

Isabelle Leulier-Ledoux
Responsable du Pôle projets urbains, paysage, mobilité, Agence d'Urbanisme de la Région Angevine

CHERCHEURS

Annabelle Morel-Brochet
Responsable scientifique, Université d'Angers – ESO-Angers

Emmanuel Bioteau
Université d'Angers – ESO-Angers

Vincent Gaboriau
Université d'Angers, Centre Jean Bodin – UPRES

Isabelle Leroux-Rigamonti
Université d'Angers, GRANEM – TEPP

Martine Long
Université d'Angers, Centre Jean Bodin – UPRES

Jérôme Prugneau
Université d'Angers – ESO-Angers

EN SAVOIR PLUS



Carnet de territoires, La commune nouvelle fait-elle territoire ? De la fusion communale à la fabrique d'un territoire, Autrement, automne 2023

les entreprises vivent-ils ce « nouveau » territoire ? Partant des points de vue de ces acteurs, dans quelle mesure la nouvelle cartographie communale influence-t-elle l'accès aux services et équipements municipaux ? Quelles sont les incidences de cette création communale sur les périmètres d'intervention des associations, sur la carte et les transports scolaires ? En fonction des besoins de la population, comment s'organisent les pratiques et les mobilités quotidiennes à cette échelle ?

Une enquête pour saisir les besoins des acteurs et des habitants

Ce programme de recherche associe des chercheurs de différentes disciplines (géographie, droit, économie). Il s'enrichit des apports de chercheurs et/ou étudiants de masters, en sociologie et sciences de gestion.

Une enquête menée en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de la Région Angevine et le CNFPT, auprès des agents des communes nouvelles de Maine-et-Loire permettra de mettre en exergue les changements intervenus dans la

pratique de leur métier (nouvelle organisation, nouveau métier, spécialisation, déplacements, relation aux usagers).

En parallèle, trois autres enquêtes seront conduites en direction (1) des agents socio-économiques de la commune ou concernés par elle, (2) de ses habitants, et (3) plus particulièrement des enfants et des jeunes. L'étude prendra soin de développer une approche différenciée du vécu et des besoins des habitants.

Enfin, la méthodologie repose sur le recueil et l'analyse de documents de différentes natures de façon non seulement à alimenter le diagnostic de territoire, mais aussi à saisir les enjeux locaux, les incidences organisationnelles, financières et de gouvernance.



LAURÉAT 2020

NOZAY



La Communauté de Communes de Nozay en Loire-Atlantique est un territoire rural sous l'influence des métropoles nantaise et rennaise. Elle est aujourd'hui engagée dans une démarche d'appel à projet urbain innovant (APUI) intitulée « Réinventer Rural » qui vise à favoriser l'émergence de nouvelles formes d'habiter. La recherche entend livrer, par l'observation de l'implication des différents acteurs (élus, techniciens, promoteurs, bailleurs, concepteurs...), une analyse des vecteurs d'attractivité des territoires infra-métropolitains et des effets de ces nouveaux modes de fabrique urbaine dans ces territoires.

Une intercommunalité en forte croissance

Créée en 1995, la Communauté de Communes de Nozay regroupe sept communes : Abbaretz, La Grigonnais, Nozay, Puceul, Saffré, Treffieux, Vay : soit 15 756 habitants sur une surface de 273,48 km² (56 hab./km²).

Entre 1999 et 2008, le territoire a connu une croissance démographique deux fois supérieure à la moyenne départementale (soit +2,8 % par an). Entre 2009 et 2014, la croissance diminue mais reste importante et très supérieure à la moyenne départementale (+1,6 % par an, soit +239 habitants/an). Depuis 2014, la tendance se poursuit, désormais plutôt portée par le solde naturel, même si le solde migratoire reste positif.

Relire le premier « Réinventer Rural »

L'APUI « Réinventer Rural », lancé en 2019 par La Communauté de Communes de Nozay vise à mettre en relation la collectivité et les opérateurs privés afin de favoriser la réalisation de programmes d'habitat de qualité sur plusieurs sites et sur chacune des sept communes. Ce



15 756 habitants
56 hab./km²
Loire-Atlantique
(44)

ÉLUS

Claire Théveniau
*Présidente de la
Communauté de
Communes de Nozay*

PROFESSIONNELS

Gilles Garry
*Directrice générale des
services de la Communauté
de Communes de Nozay*

CHERCHEURS

Yvan Okotnikoff
*Responsable scientifique,
ateliergeorges, École
Nationale Supérieure
d'Architecture de Paris-
Belleville - IPRAUS/UMR
AUSser*

Charles Rives
*École Nationale Supérieure
d'Architecture de la ville et
des territoires Paris Est -
OCS/UMR AUSser -
ateliergeorges*

André Lortie
*École Nationale Supérieure
d'Architecture de Paris-
Belleville - IPRAUS/UMR
AUSser*

Lolita Voisin
*École de nature et du
paysage de Blois - INSA
Centre Val de Loire - UMR
CITERES, Université de Tours*

projet intercommunal prévoit d'amorcer de nouveaux modes de fabrication du « vivre ensemble » dans les villages et à faire émerger des projets emblématiques favorisant l'attractivité et la visibilité de la Communauté de Communes. Deux innovations sont attendues par le projet : l'une dans le mode constructif, l'autre dans la manière d'habiter.

Le projet scientifique propose d'éclairer les raisons du choix d'un Appel à Projet Urbain Innovant (APUI) sur ce territoire rural et d'observer, à la lumière de ce nouvel outil, les mécanismes de l'attractivité résidentielle du territoire de Nozay. Il s'agit d'identifier les raisons du choix d'implication (pour les collectivités et les candidats opérateurs) ou d'implantation (pour les candidats preneurs) sur le territoire de l'EPCI d'abord, puis plus spécifiquement sur chacun des sept terrains mis à disposition par les sept communes. Cette analyse sera l'occasion d'élaborer une typologie des critères déterminants pour notre panel d'interlocuteurs, en s'appuyant notamment sur la perception des attributs quantifiables du territoire (prix, niveau d'équipement, disponibilité de l'infrastructure, distance vis-à-vis des

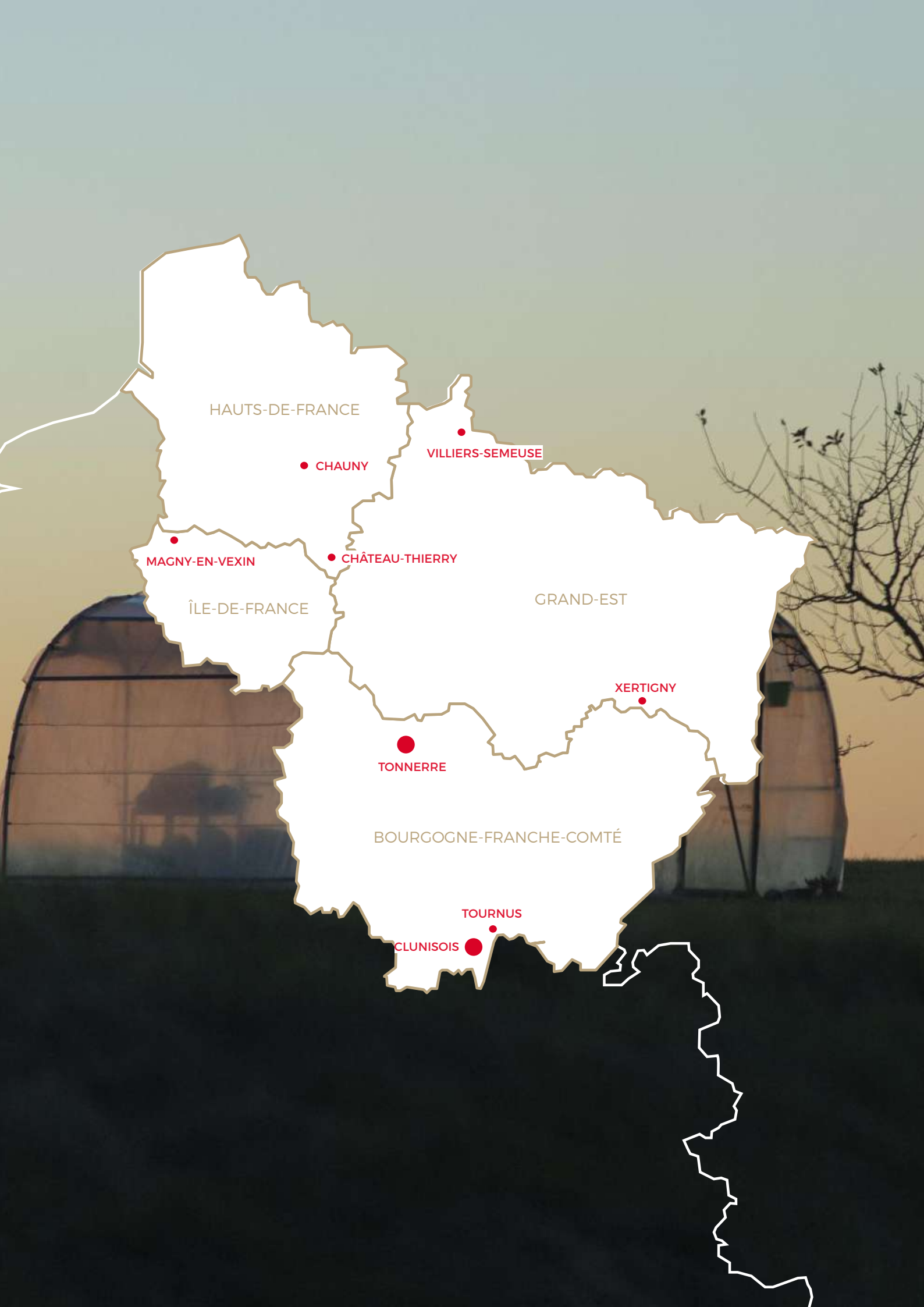
centres urbains...) mais aussi ses attraits subjectifs (les autres vecteurs d'identités caractérisant l'offre urbaine que représente chacun des terrains mis à disposition par les communes).

Une évaluation du dispositif

Le corpus de recherche sera composé d'une part de l'analyse des documents produits lors des phases d'études successives sur le territoire communautaire allant de l'Atelier des territoires mené en 2016-2017 par l'agence Interland jusqu'aux réponses de l'APUI fin 2019 ; d'autre part des entretiens menés avec trois types d'acteurs impliqués dans ces réponses (élus et techniciens des communes, opérateurs, concepteurs et habitants), identifiés sur chacun des sites soit une trentaine d'entretiens.

NORD EST





HAUTS-DE-FRANCE

• CHAUNY

VILLIERS-SEMEUSE

MAGNY-EN-VEXIN

• CHÂTEAU-THIERRY

ÎLE-DE-FRANCE

GRAND-EST

XERTIGNY

• TONNERRE

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

TOURNUS

• CLUNISOIS



LAURÉAT 2023

CLUNISOIS



Depuis cinq années consécutives, le Clunisois connaît des sécheresses et des restrictions d'eau systémiques qui fragilisent son économie et son agriculture. Comment assurer un accès à l'eau et un partage de la ressource à tous les acteurs du territoire ? Comment construire une politique convergente de l'eau pour anticiper ces crises hydriques solidairement ? Quelles dynamiques et quels modes de collaboration, quels circuits et quels aménagements sont nécessaires ? À quelles échelles territoriales ?

Un territoire rendu vulnérable

Le Clunisois est un pays de Bourgogne du Sud, arrosé par la Grosne, un affluent de la Saône dont elle couvre l'essentiel du bassin-versant. La ville de Cluny (4 900 habitants) rayonne sur ce territoire rural d'une grande richesse historique

depuis l'An 910, lorsque fut fondée la célèbre abbaye qui a marqué de son empreinte les paysages, l'architecture et la société rurale de la région. Les relations de la ville à son territoire ont connu, au cours des 150 ans passés, des évolutions profondes qui ont mis à l'épreuve les équilibres et solidarités historiques et révélé un certain nombre de vulnérabilités. La première de ces vulnérabilités est une forte dépendance extérieure, accentuée par les phénomènes de mondialisation et de métropolisation qui marginalisent les territoires ruraux, leurs activités et leurs économies. Plus récemment, de nouvelles fragilités d'origine climatique affectent le territoire, dont le bassin-versant principal connaît depuis cinq années consécutives des sécheresses estivales endémiques. La perte de souveraineté du Clunisois sur son approvisionnement, en partie dépendant de transferts d'eau depuis d'autres bassins-versants, conjoint ces deux vulnérabilités et fait planer sur le territoire le spectre de futures crises hydriques extrêmement sévères. Deux évolutions en cours ouvrent des opportunités : la première est le transfert de la compétence « Eau » des



13 900 habitants
31,1 hab./km²
Saône-et-Loire (71)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

François Bonnetain
Vice-président Alimentation et Agriculture, Communauté de Communes du Clunisois, maire de La Vineuse

Jean-François Bordet
Président de l'agence de bassin EPAGE, maire de Cormatin

Gilles Burteau
Adjoint au maire de la commune de Salornay, chargé de l'eau et de l'assainissement, Président de la société de pêche Le Réveil de la Guye

Jean-Luc Delpeuch
Ingénieur Mines, président de la Communauté de Communes du Clunisois

Marie Fauvet
Maire de Cluny

Daniel Gelin
Vice-président Rivières-Eau-Assainissement, Communauté de Communes du Clunisois

PROFESSIONNELS

Aline Belet
Agence de l'Eau Rhone-Méditerranée-Corse

Boris Chevrot
Sociologue, docteur en sociologie, responsable du pôle Économie et services

au public à la Communauté de Communes du Clunisois

Laurent Engel
Président du Syndicat des Eaux de la Guye

Nathalie Thiers
Chargée de mission Plan Paysage, Communauté de Communes du Clunisois

Haggai Hes
Conseiller délégué au grand cycle de l'eau, commune de Cluny

Mathieu Gautheron
Directeur Sydro 71, Syndicat départemental de gestion des réseaux d'eau potable

Angèle Launay
Architecte, docteur en architecture, directrice du CAUE de Saône-et-Loire

Christian Piel
Hydrologue, urbaniste, Directeur de l'agence UrbanWater

CHERCHEURS

Jean-François Coulais
Responsable scientifique, ENSA Paris Malaquais, ACS, UMR AUSser, Chaire Architectures de l'Eau

Ayda Alehashemi
ENSA Paris Malaquais, Chaire Architectures de l'Eau

Sabine Barles
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR

Géographie-Cité

Nicolas Buclet
Université Grenoble Alpes, PACTE

Leda Dimitriadi
ENSA Paris Malaquais, ACS, UMR AUSser,

Agathe Euzen
Ingénieur ENPC, CNRS-LATTS Risques environnementaux

Grégoire Feyt
Université Grenoble Alpes

Alain Guez
ENSA Paris Malaquais

André Guillaume
Professeur émérite CNAM, directeur de recherche CNRS

Ludovic Martin
Doctorant CIFRE, Chargé de mission « Gestion des communs », Communauté de Communes du Clunisois

Michel Jauzein
Professeur en science des sols, hydrologie et hydrogéologie, directeur du campus Arts et Métiers de Cluny

Alexandre Moine
Université de Bourgogne-Franche-Comté, laboratoire Théma

Timothée Lopez
Arts et Métiers Paristech

Gilles Rollier
INRAP Bourgogne - Franche-Comté HISOMA

communes vers la Communauté de Communes programmé à l'horizon 2026, et la seconde est liée à l'évolution des attentes des habitants en faveur de circuits courts et relocalisés.

Comment faire solidairement face à la perspective de crises hydriques récurrentes qui menacent d'aggraver les vulnérabilités du territoire ?

D'une part, comment assurer un accès à l'eau et un mode de partage de la ressource à tous les acteurs du territoire qui en ont un besoin vital, en premier lieu habitants, agriculteurs et éleveurs ? Ces questions se posent dans un contexte de sécheresses et de pénuries estivales, de besoins en eau de l'agriculture irriguée qui explosent, de conditions de plus en plus difficiles pour le maraîchage, de pollution et de traitements excessifs, de ressources locales inexploitées, parmi lesquelles les formidables infrastructures hydrauliques héritées de l'abbaye de Cluny qui ont été complètement délaissées depuis l'installation de l'adduction dans les années 1960. D'autre part, comment répondre solidairement à ces enjeux ? Quelles dyna-

miques, quels circuits, quels mécanismes de collaboration entre acteurs — habitants, communes, communauté de communes, services de l'Etat, opérateurs de réseaux — sera-t-il nécessaire d'impulser, quels aménagements faudra-t-il concevoir et réaliser pour y parvenir ? La mission de cette recherche-action sera de construire et formuler avec tous les acteurs du territoire des propositions structurantes à plus long terme, dans le cadre d'un Plan Territorial de Gestion de l'Eau (PTGE), après avoir accompagné et évalué ces premières actions. L'analyse des dynamiques et trajectoires du territoire permettra aux décideurs de se donner la capacité de faire face, collectivement et solidairement, aux crises hydriques qui s'annoncent récurrentes, structurellement et durablement. Le projet devra ouvrir la voie vers de nouvelles ressources et proposer un mode de gestion où la solidarité entre acteurs se substitue aux conflits d'usages de l'eau.



LAURÉAT 2023

TONNERRE



Confronté depuis une dizaine d'années à l'arrivée de personnes en situation de précarité, le bourg rural de Tonnerre, dans le département de l'Yonne, fait face au défi de la prise en charge et de l'accompagnement de personnes fragiles. À partir d'une étude de cas mobilisant la photographie documentaire et l'ethnographie réflexive, le projet vise à documenter les stratégies individuelles, collectives et institutionnelles de la prise en charge et du soin.

De la désindustrialisation à l'arrivée de personnes en situation de précarité

La ville de Tonnerre a connu une première vague de désindustrialisation dans les années 1980, une seconde dans les années 2000, dont les effets ont été redoublés par le retrait des services publics dans les communes périurbaines depuis la fin des années 2000. De part sa situation géographique (deux heures de Paris, à l'écart du réseau TGV et autoroutier mais connectée au

réseau TER) et son histoire économique récente, la ville a connu des mouvements de populations liés à une offre importante de logements sociaux vacants et de logements anciens dégradés. Le repeuplement récent du quartier HLM d'une part, du centre-ville ancien d'autre part permet d'étudier les trajectoires de personnes reléguées en dehors des principales agglomérations de la métropole parisienne.

Documenter le soin apporté aux personnes

Les récents mouvements de population qui touchent la ville font du territoire un nœud pour analyser la relégation de certaines populations, mais également un laboratoire pour aborder la question du soin apporté aux personnes fragiles. En effet, différents acteurs (structures médico-sociales, associations d'habitants, associations caritatives ou d'insertion) y déploient des stratégies qui permettent à certaines personnes de « tenir » sur le territoire. Cette question concerne à la fois la dimension économique de l'existence quotidienne (« s'en sortir », ou pas), sa dimension psychologique – « supporter » l'inactivité quotidienne – et le rapport à l'avenir



4 381 habitants
75,2 hab./km²
Yonne (89)

Programme
Petites villes de demain

constitué au fil d'une histoire de vie (apprentissage précoce de la survie, capacité économique à « tenir » face à l'adversité, reconstruction de sociabilités quotidiennes, capacité de transmission, attachement au territoire...). Le projet ambitionne de documenter et de valoriser, à différentes échelles territoriales (commune, intercommunalité et département) les multiples innovations produites localement par les élus, les professionnels et les bénéficiaires de la prise en charge.

Méthodologie

Alors que les personnes en situation de précarité sont présumées immobiles car n'ayant pas les ressources suffisantes pour se déplacer, cette Recherche/Action propose de considérer et d'analyser leur mobilité, pour mettre en lumière un angle mort de la statistique publique. Par ailleurs, alors que les études sur les mobilités résidentielles de la ville vers les campagnes se focalisent généralement sur des mobilités volontaires de personnes disposant de ressources économiques et culturelles, il s'agit ici de s'intéresser à un autre angle mort de ces

PROFESSIONNELS

Frédéric Lajambe
Chef de service de la Résidence Accueil et du SAVS Espérance Yonne, Ugecam BFC

François Canillac
Responsable d'unité territoriale de solidarité, Pôle des Solidarités Départementales

Mathilde Picq
Directrice Générale des Services de la commune de Tonnerre

Stéphanie Mathieu
Directrice de « Pierre, Pôle et Compagnie », Association de préfiguration de la Régie de territoire du Tonnerrois.

CHERCHEURS

Florence Weber
Responsable scientifique, École normale supérieure - CNRS-EHESS-ENS

Jean-Robert Dantou
Doctorant SACRe au département Arts de l'École normale supérieure - PSL, Centre Maurice Halbwachs, photographe membre de l'Agence VU'

Philippe Askenazy
École normale supérieure - CNRS-EHESS-ENS

migrations des villes vers les campagnes, les mobilités contraintes de personnes en situation de précarité vers des territoires qui font déjà face à d'importantes difficultés. Enfin, alors que les études sur les villes rurales se focalisent souvent sur les dynamiques de désindustrialisation et d'effondrement, il s'agit ici de faire émerger le caractère inventif, résilient et innovant des solutions apportées à l'échelle locale à la fois par les acteurs du care et par les habitants eux-mêmes.

Une exposition locale

Ce projet de recherche-action vise à la production d'une exposition mêlant photographie documentaire, cartographie, statistiques localisées et matériaux ethnographiques, pour rendre compte localement des résultats d'une recherche interdisciplinaire. Des séminaires de co-construction permettront de faire participer les élus locaux, les professionnels et les associations afin de croiser leur regard avec celui des personnes concernées, pour faire émerger des pistes d'amélioration de la vie quotidienne (rapport à l'avenir, santé, liens sociaux).



LAURÉAT 2020

TOURNUS



Tournus, 5562 habitants, ville centre de la communauté de communes du Mâconnais-Tournugeois (15 866 habitants pour 24 communes) est située dans le département de Saône et Loire. Marquée depuis plus de trente ans par la désindustrialisation, la perte et le vieillissement de sa population, cette petite ville, en quête d'une nouvelle trajectoire de développement, s'appuie à la fois sur un tissu associatif dense et sur la coopération intercommunale pour structurer un projet de territoire soutenable.

Construire un système alimentaire local

La recherche vise la construction d'un système alimentaire local intégrant les questions sociale, écologique et économique. C'est dans cette perspective que s'est noué le collectif de recherche action participative. Comment permettre l'accès

de tous à une alimentation saine ? Comment développer une production locale qui favorise l'autonomie alimentaire du territoire ?

L'alimentation est une expérience du quotidien qui touche aux dimensions de la sensibilité, de la sociabilité voire de l'opinion ; elle sera érigée en question démocratique de manière à générer un pouvoir d'agir individuel et collectif sur le devenir du territoire. Cela passe par le regroupement des initiatives locales, diverses et dispersées autour d'une recherche d'autonomie alimentaire fondée sur la mixité sociale, les solidarités de proximité, le développement de pratiques d'autoproduction à l'échelle de la ville de Tournus et de son bassin de vie. Aussi faire de la démocratie alimentaire un projet de développement commande-t-il différentes étapes de capacitation territoriale.

Saisir la question alimentaire par un diagnostic participatif

Le premier temps est celui du diagnostic participatif qui définit comment des ressources et initiatives locales liées à l'alimentation peuvent faire l'objet d'une appropriation par un public élargi,



5 562 habitants
222 hab./km²
Saône-et-Loire (71)

Programme
Petites villes de demain

l'enjeu se publicisant avec l'élargissement des publics au sein d'ateliers participatifs et forums hybrides qui se dérouleront dans des lieux identifiés sur l'ensemble du territoire intercommunal. Le deuxième temps sera consacré au déploiement des actions sur le territoire intercommunal et des arènes participatives s'y adossant (Ateliers cuisines, intervention de paysans pédagogues, atelier jardinage et préservation de la biodiversité avec divers publics, échange de savoirs selon les méthodes de l'éducation populaire, déploiement du maraichage bio et mise à disposition des terrains au service de l'économie sociale et solidaire). Le troisième temps restituera ce travail dans la co-rédaction d'un document référent sur l'un des volets essentiels d'un projet alimentaire territorial : la construction d'une citoyenneté active pour orienter le système alimentaire local vers plus de justice sociale et environnementale, une reconnexion entre alimentation et agriculture, l'identification des ressources pour un changement de modèle alimentaire.

ÉLUS

Bertrand Veau
Maire de Tournus
Jean-Paul Pin
Conseiller municipal délégué à la démocratie locale
Christine Simoulin
Maire-Adjointe au développement durable

PROFESSIONNELS

Marie-Pierre Berthier-Maître
Directrice Générale des Services, Mairie de Tournus
Marc Borrel
Président, Economie Solidarité Partage
Fanny Gonzalez
Directrice, Economie Solidarité Partage
Gérard Morin
Président, Tournugeois vivant

CHERCHEURS

Dany Lapostolle
Responsable scientifique, Université de Bourgogne Franche-Comté - THÉMA
Matthieu Duboys de Labarre
AgroSup Dijon - CESAER
Christophe Rynkiewicz
Université de Bourgogne Franche-Comté - MSH
Mathilde Ferrand
Université de Lyon - LER
Gaëtan Mangin
Université de Bourgogne Franche-Comté - MSH

EN SAVOIR PLUS

 **Film, L'alimentation, enjeu démocratique.** La série documentaire POPSU, 2021

Ce film a été récompensé Trophée d'Argent aux *Deauville Green Award 2022* et Lauréat du *SPOT Festival 2022*.



LAURÉAT 2020

VILLERS-SEMEUSE



Située dans la diagonale des faibles densités, Villers-Semeuse est une petite centralité dynamique peu dense du périurbain. Commune de 3 600 habitants, elle se trouve au sein la communauté d'agglomération Ardenne Métropole, créée en 2014, et initie un ensemble d'actions en faveur des mobilités bas-carbone. L'enjeu pour la commune : faire diminuer le nombre de foyers disposant de deux véhicules, une tendance qui s'accroît et est contraire à la volonté de faire évoluer les mobilités vers plus de sobriété.

Lutter contre le changement climatique par l'offre de transports

Villers-Semeuse est une commune engagée dans la lutte contre le changement climatique. Les transports représentant un des postes importants de dépenses énergétiques (32 % de

la dépense énergétique finale en France), le maire a orienté une partie de ses actions pour une transition des pratiques de mobilité. Repenser les mobilités est perçu par la municipalité comme une nécessité pour s'inscrire dans le sillage des « villes apaisées » et « écologiquement responsables ». Cette politique consiste à la mise en œuvre de deux types de dispositifs sur la commune, l'un en faveur des mobilités douces : pistes cyclables, parking vélo et l'autre en faveur des mobilités bas-carbone : projet de bus électrique, promotion des véhicules électriques, projet de véhicules en autopartage.

Une réception inégale de ces mobilités alternatives

Cependant, ces incitations se heurtent à des résistances car elles suscitent des inquiétudes et les changements de pratiques ne semblent pas aller de soi. Ainsi quelles transitions à la mobilité sont envisageables dans une commune périurbaine marquée par l'utilisation du véhicule individuel carboné ? Comment repenser les trajets quotidiens pour limiter la dépendance



3 604 habitants
512,7 hab./km²
Ardennes (08)

ÉLUS

Jérémy Dupuy
Maire de Villers-Semeuse,
Vice-Président de la
Communauté
d'agglomération Ardenne
Métropole, Conseiller départe-
mental

PROFESSIONNELS

Bernard Dapogny
Directeur, ENEDIS
Anaïs Rocci
Direction exécutive
Prospective et Recherche,
ADEME

CHERCHEURS

Céline Burger
Responsable scientifique,
Université de Reims
Champagne-Ardenne –
HABITER
Jean Grosbellet
Université de Reims
Champagne-Ardenne –
HABITER
Sandra Mallet
Université de Reims
Champagne-Ardenne –
HABITER
Sébastien Piantoni
Université de Reims
Champagne-Ardenne –
HABITER

EN SAVOIR PLUS

 **Film**, *Vers des mobilités décarbonnées*, La série
documentaire POPSU, 2021

aux énergies fossiles ? Deux axes d'études seront privilégiés pour y répondre et penser la mobilité particulière des personnes. Au travers des dispositifs incitant à la mobilité bas-carbone, la commune montre une volonté forte d'innover et d'impulser de nouveaux usages en matière de mobilité. Pour autant, la mise en œuvre de ces dispositifs ne peut être décorrélée d'une analyse fine des pratiques des habitants afin de mieux appréhender si ces propositions sont en mesure de répondre aux attentes et aux besoins des Villersois. Ensuite, Villers-Semeuse est fortement dépendante de la communauté d'agglomération Ardenne Métropole avec plus de 50 % des trajets domicile-travail qui s'effectuent en direction de Charleville-Mézières. L'articulation des flux entre les deux communes est donc centrale. Cependant, les compétences en matière de mobilité sont partagées entre la commune et l'intercommunalité. Il convient alors de s'interroger sur les capacités des acteurs du territoire à proposer des projets qui fassent sens aux deux échelles tout en tenant compte des habitants.

Une approche par les pratiques habitantes et l'analyse de complémentarités interterritoriales

Connaître les pratiques quotidiennes des habitants, étudier les flux et observer l'organisation des complémentarités à l'échelle du territoire sont des outils d'analyse qui permettront d'envisager les potentiels de changement des pratiques des habitants. Dans cette démarche, l'équipe de recherche sera soutenue par deux partenaires extérieurs, ENEDIS pour alimenter la réflexion sur le projet de véhicules en autopartage et l'ADEME pour participer au processus réflexif, de montée en généralité et en soutien à la valorisation.



LAURÉAT 2020

XERTIGNY



Commune rurale, Xertigny est située au sud du département des Vosges. Elle est membre de la Communauté d'Agglomérations d'Epinal, formée de 78 communes et de 116 332 habitants. Territoire vieillissant et en déprise, le département des Vosges est le plus âgé de Lorraine, et la commune de Xertigny connaît une perte du nombre de ses habitants. Le passé industriel en déclin de la commune contribue à cette dynamique.

Un territoire vieillissant

A l'échelle de la CA d'Epinal, les projections de l'INSEE prévoient une baisse de la population et une augmentation du taux de seniors qui atteindrait 32 % en 2027 contre 25,1 % en 2013. Le cœur de l'agglomération (Epinal-Golbey-Capavenir Vosges) constitué de 43 688 habitants concentre les emplois et les équipements structurants. Le reste du territoire plus hétérogène

s'organise autour de bourgs urbains périphériques et de pôles de proximité ruraux. Dans ce contexte, certaines communes s'inscrivent dans des projets liés à l'habitat senior : à l'image de Xertigny qui connaît par ailleurs une baisse de sa population, et s'est engagée dans une politique de revitalisation de son bourg (lauréate « revitalisation des bourgs-centres » initiée en 2018 par l'Etat et le Conseil Départemental). À Xertigny, pour augmenter la capacité d'accueil et la qualité de vie des résidents, la construction d'un nouvel EHPAD a débuté depuis 2018 sur la commune. L'ancien EHPAD est au cœur d'un projet de requalification, qui pourrait se matérialiser par une résidence pour seniors autonomes et l'accueil de jeunes publics.

Parcours résidentiels et stratégies mises en place par les seniors

La recherche-action ambitionne de mettre en perspective les parcours des personnes âgées avec les stratégies et projets d'aménagement du territoire portés par les acteurs (élus, techniciens, associations, etc.). Cet objectif se décline en



2 611 habitants
52 hab./km²
Vosges (88)

Programme
Petites villes de demain

deux dimensions : analyser les parcours de vie des personnes âgées du territoire pour saisir les stratégies et arrangements mis en œuvre ou envisagés en fonction des contraintes et des leviers vécus et perçus, et ensuite comprendre comment le territoire et ses caractéristiques (contexte rural, offre marchande et de santé, aménagements urbains, vieillissement et déclin démographique) sont appréhendés par les gestionnaires du territoire (élu, techniciens). À cet égard, la question du logement des personnes âgées est au centre de la recherche et s'articule à celle de l'aménagement du territoire.

Il s'agit d'analyser les parcours des habitants âgés pour considérer les mécanismes (dont les politiques et innovations locales) qui jouent sur les trajectoires résidentielles. A partir de l'analyse de ces mécanismes, la recherche-action doit permettre des pistes de recommandations pour les acteurs du territoire dans un contexte de revitalisation plus large du bourg.

ÉLUS

Véronique Marcot
Maire de Xertigny
Roger Alemani
Vice-Président en charge de l'habitat, Communauté d'agglomération d'Epinal
Jean-Claude Moretton
Vice-président aux affaires sociales, Communauté d'agglomération d'Epinal

PROFESSIONNELS

Hervé Vanlaer
Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, DREAL Grand Est
Lise-Marie Heiderich
Directrice Générale des Services de Xertigny
Florence Lahache
Chargée de mission habitat, Communauté d'agglomération d'Epinal
Armelle Lajaunie
Chargée de mission DREAL Grand Est
Maryline Sartori
Chargée de l'animation des politiques territoriales d'aménagement, DDT des Vosges

CHERCHEURS

Frédéric Balard
Responsable scientifique, Université de Lorraine - 2L2S
Elsa Martin
Responsable scientifique, Université de Lorraine - 2L2S
Johan Freichel
Ingénieur d'étude, 2L2S

EN SAVOIR PLUS



Film, *Bien vieillir dans un territoire rural*, La série documentaire POPSU



Carnet de territoires, *Habiter et vieillir. Trajectoires résidentielles à Xertigny (Vosges)*, Autrement, 2022



Reportage, par Emmanuel Du Bourg, disponible sur TERRA, 2022

Deux phases d'entretiens avec les acteurs et les populations âgées

Les dispositifs méthodologiques envisagés s'échelonneront selon trois entrées : établir une revue de littérature sur le sujet et mener une veille documentaire à l'échelle locale ; réaliser des entretiens avec les élus et les responsables en charge des questions de vieillissement et de territoire pour mieux cerner l'articulation entre vieillissement et aménagement du territoire ; mener des entretiens avec les personnes âgées pour rendre compte de leurs parcours de vie, trajectoires résidentielles et leurs attentes à l'égard du territoire (logements, aménités urbaines, etc.).



LAURÉAT 2020

CHATEAU-THIERRY



Château-Thierry est une petite ville de près de 15 000 habitants, dynamique mais vieillissante. Elle a subi, comme nombre de villes du même type, une importante désindustrialisation et une perte d'attractivité dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Ce phénomène s'illustre par l'île du faubourg de la Marne qui accueillait les usines Belin (usine U1) jusqu'en 1990 et est devenue une friche en reconversion dédiée à la recherche, à l'enseignement, la création et la diffusion artistique contemporaine.

La culture au service de la reconquête urbaine

En 1995, la municipalité signe un bail emphytéotique de vingt ans, permettant l'installation progressive d'activités dans l'usine U1. En 2016, la ville acquiert définitivement le site de la friche U1, soit un ensemble foncier de 12

500 m². Ainsi, dès 2006, la salle de spectacle départementale La Biscuiterie, une mission locale, des associations artistiques et culturelles s'y installent progressivement. Le pôle d'expositions temporaires de 2006, le Silo, est maintenant un centre de création et de diffusion de l'art contemporain. Cet équipement culturel pluriel, qui permet de lutter au quotidien contre les inégalités d'accès à la culture en proposant une offre entièrement gratuite, est aussi un instrument de revitalisation de l'île, ainsi que de l'ensemble de la ville, car il est au cœur des principales opérations de reconfiguration urbaine de Château-Thierry.

Produire la ville avec ses habitants

La pépinière U1 est un espace d'autant plus stratégique que le quartier de l'île est en relation directe avec deux autres projets engagés par la municipalité et la communauté d'agglomération. La revitalisation du centre-ville est le projet phare de la ville. Il s'appuie sur un patrimoine architectural et culturel municipal particulièrement riche, mais peu mis en valeur : immeubles



15 107 habitants
912, 8 hab./km²
Aisne (02)

Programme
Action cœur de ville

dégradés, commerces en déshérence, services peu adaptés aux attentes des résidents, cadre urbain et espaces publics mal végétalisés ou aménagés, etc. Ensuite, l'aménagement du quartier de gare, où la communauté d'agglomération s'oriente vers un projet de développement mixte pour limiter la dispersion de l'habitat et des activités, avec un renouvellement et une densification du tissu urbain dans les dents creuses et les anciens sites industriels. L'enjeu de la pépinière U1 de l'île, en termes de cohérence des transformations et des politiques urbaines, est de réarticuler le cœur de ville au quartier de gare. Il est ici question de « faire ville » avec les usagers de la gare, les commerçants, les résidents, les habitants des communes voisines, les associations, etc. En quoi les actions mises en place accompagnent-elles des dynamiques urbaines plus larges de qualité de vie ? Comment associer les habitants aux actions, dans une logique de co-construction et de co-production urbaine ? Comment rendre la démarche de Château-Thierry « exportable » pour d'autres petites villes confrontées aux mêmes enjeux ?

ÉLUS

Sébastien Eugène
Maire de la Commune de Château-Thierry

CHERCHEURS

François Mancébo
Responsable scientifique, Université de Reims Champagne-Ardenne - CRDT

Francis Beaucire
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Géographie-Cités

Sylvie Salles
École Nationale Supérieure de Paysage de Versailles - LAREP

MEMBRES ASSOCIÉS

Lucas Bonnel
vidéaste-plasticien, Lavurb

Carmen Bouyer
École Nationale Supérieure des Arts Décoratifs (EnsAD)

Florian Guérin

Lavurb

Quentin Lefèvre

Lavurb

EN SAVOIR PLUS

 **Film, Les possibilités d'une île, la série documentaire POPSU**

Questionner la ville créative

Le projet s'appuie sur une analyse des sources documentaires et des documents de planification à l'échelle de la ville et du cas d'étude, confrontée à des entretiens et un diagnostic in situ pour saisir les usages et les fonctionnalités des espaces. Y est adjoit un dispositif de joint fact-finding qui vise à résoudre les différends au cœur des controverses scientifiques par une discussion analytique mettant en lumière opinions et intérêts divergents, afin de faciliter le débat sur la base de l'information scientifique et technique existante.



LAURÉAT 2021

CHAUNY



Située au cœur de la Picardie dans le département de l'Aisne, Chauny est une petite ville de près de 12 000 habitants qui reste dynamique sur le plan économique. Malgré une croissance démographique faible, un tissu commercial diversifié tend à se maintenir dans le centre de la ville. La commune saisit de nombreux leviers de revitalisation du territoire pour intensifier la présence marchande et se prémunir de la vacance commerciale. Cette situation particulière suppose de réfléchir à comment rendre encore plus attractive la commune et de comprendre le rôle des commerçants dans le dynamisme urbain.

La croissance démographique de Chauny est relativement stable (+ 0,1% de sa population entre 2012 et 2017) et suit approximativement celle du département de l'Aisne (- 0,2%). Néanmoins, comme de nombreux autres territoires, la ville est attentive à son attractivité, d'autant plus que

de nombreuses autres communes de la Communauté d'agglomération de Chauny-Tergnier-La Fère sont touchées par la vacance commerciale, la diminution du nombre d'habitants et la paupérisation de leurs centres-villes. À Chauny, la situation est assez complexe. À côté d'un taux de logements vacants qui augmente entre 2007 et 2017 (+ 38 %) et un nombre de chômeurs qui s'accroît sur la même période, la ville dispose d'un tissu économique relativement actif. En effet, au sud de la ville se trouve un petit bassin industriel avec quelques entreprises (39 sur la commune). Par ailleurs, la ville comprend de nombreux établissements de commerce, de transports et de services (254, représentant 63 % des établissements actifs en 2017). Tout ceci contribue, sans doute, à l'augmentation de la part des artisans, commerçants, chefs d'entreprise ou encore des employés et des professions intermédiaires entre 2007 et 2017.

Problématique

À Chauny, le maintien d'un tissu commercial diversifié et dynamique est un objectif majeur



11 878 habitants
894,4 hab./km²
Aisne (02)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Emmanuel Lievin
Maire de Chauny
Mario Lirussi
Adjoint à la mairie de
Chauny, chargé des travaux
et de l'urbanisme

PROFESSIONNELS

Sylvie Lavallard
Directrice des services tech-
niques de la ville de Chauny
Aurore Hugot
Manager du commerce et
de l'artisanat

CHERCHEURS

Jean-Marc Stébé
Responsable scientifique,
Université de Lorraine
(Nancy) - 2L2S
Elsa Martin
Responsable scientifique,
Université de Lorraine
(Nancy) - 2L2S
Jean-Baptiste Daubeuf
Ingénieur d'études,
Université de Lorraine
(Nancy) - 2L2S

MEMBRES ASSOCIÉS

Blanche Alméras
Responsable de l'Agence de
communication visuelle
commerciale « Félicité »
Michel Bouvet
Affichiste et graphiste au
sein de l'atelier « Michel
Bouvet »

EN SAVOIR PLUS



Podcast, *Chauny, une épopée commerciale*, Dans la
France des petites villes - Petites villes de demain
(ANCT) / POPSU

pour les professionnels du secteur et les gestionnaires urbains. Des enquêtes « clients » et « commerçants » ont été menées afin d'appréhender les attentes des uns et les enjeux perçus comme centraux par les autres. Pourtant, que savons-nous de la façon dont les commerçants perçoivent la ville, ses aménagements, et son évolution ? Si les aménagements urbains peuvent aider à rendre le centre-ville attractif pour les commerçants, comment eux contribuent-ils en retour à rendre le quartier plus dynamique ? Comment les animations commerciales, l'attention portée à leurs vitrines concourent-elles à l'ambiance urbaine de la ville ? À côté des initiatives entreprises localement et soutenues par les institutions publiques à l'image du dispositif « boutique à l'essai », le projet de recherche POPSU porte une attention spécifique au pouvoir d'agir des commerçants et de leurs établissements.

Méthodologie

Deux volets méthodologiques organisent cette recherche portée simultanément par un laboratoire de recherche en sociologie (2L2S - Université de Lorraine) et une agence de com-

munication visuelle commerciale (Félicité). Le premier volet a pour objectif la réalisation d'une enquête sociologique au plus près des acteurs concernés par la thématique marchande. Par le biais d'une campagne d'entretiens semi-directifs menés auprès des commerçants, des élus et des opérateurs de la ville, il s'agira de saisir le devenir du tissu marchand local, comprendre les représentations qu'ont les commerçants sur l'attractivité du centre-ville de Chauny et les leviers de développement envisagés par les responsables du commerce. Les observations in situ compléteront les discours recueillis et une cartographie des commerces en présence sera réalisée. Le second volet méthodologique a pour ambition d'étudier la forme urbaine, son potentiel esthétique et de travailler, en collaboration avec les acteurs de terrain, à une démarche de revalorisation du centre-ville. En échangeant directement avec une agence spécialisée dans le graphisme en ville, le but est de créer un mouvement créatif fort et de faire grandir un sentiment d'appartenance des commerçants, mais aussi des habitants, à la ville.



LAURÉAT 2020

MAGNY-EN-VEXIN



À 60 km du centre de Paris et 25 km de Cergy-Pontoise, Magny-en-Vexin est une petite ville historique de 5600 habitants, siège de la Communauté de communes « Vexin-Val-de-Seine », et adhérente au PNR du Vexin français. Elle est étudiée en tant que centre de son écosystème territorial, compris aussi bien dans un sens économique que dans un sens écologique. L'hypothèse soutenue est que l'avenir de la ville dépendra de la manière dont on saura articuler centralité urbaine et centralité territoriale.

Magny-en-Vexin, un territoire intermédiaire

Magny-en-Vexin est à une distance de 20 à 35 km des villes moyennes de Beauvais, Vernon, Mantes-la-Jolie et Cergy-Pontoise. La ville voit sa croissance pavillonnaire commencer à la fin des années 1950. 60 ans plus tard, la population est

multipliée par 2,5 et les déplacements quotidiens esquissent une réalité à deux visages : les mobilités sortantes dessinent une forme oblongue distendue par l'attractivité de la métropole, alors que les mobilités entrantes placent Magny au cœur d'un territoire rayonnant autour de la ville. Ces tendances expriment la réalité intermédiaire de Magny, entre passé, présent et avenir. D'une part la ville porte la trace de sa position historique dans son « finage », d'autre part, elle souffre d'une dépendance à la voiture due à l'attractivité de la métropole et entraînant l'éclatement des pratiques de consommation et de loisir.

La valeur des lieux, levier de revitalisation

Bien que Magny ne soit pas encore désertée par le commerce et l'emploi, sa centralité risque le délitement et une baisse de son attractivité. Notre hypothèse est que la valeur des lieux offre pourtant des leviers à un projet de revitalisation, à condition de s'appuyer sur les aspirations des citoyens plutôt que sur la simple conservation identitaire. Dans cette perspective, la recherche poursuivra trois objectifs. Au plan de l'enquête, il



5 653 habitants
403,2 hab./km²
Val-d'Oise (95)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Luc Puech D'Alissac
Maire de Magny-en-Vexin

PROFESSIONNELS

Fabrice Dubus
Directeur Général des
Services, commune
de Magny-en-Vexin

CHERCHEURS

Luc Vilan
Responsable scientifique,
Ecole Nationale Supérieure
d'Architecture de Versailles -
LEAV
Roberta Borghi
Ecole Nationale Supérieure
d'Architecture de Versailles -
LEAV
Éric Chauvier
Ecole Nationale Supérieure
d'Architecture de Versailles -
LEAV
Roland Vidal
Ecole Nationale Supérieure
du Paysage de Versailles -
LAREP
Yves Petit-Berghem
Ecole Nationale Supérieure
de Paysage de Versailles -
LAREP

s'agira de mettre en évidence l'actualité et les dynamiques porteuses d'avenir. Au plan de l'action, il s'agira d'apporter au projet local le regard extérieur d'une expertise pluridisciplinaire afin de faciliter l'identification des blocages. Au plan de la montée en généralité, il s'agira de contribuer à l'interpellation des politiques publiques concernant les projets de territoire et les outils d'aide à la résilience des petites villes.

Une démarche « hors les murs » et des enquêtes sectorielles

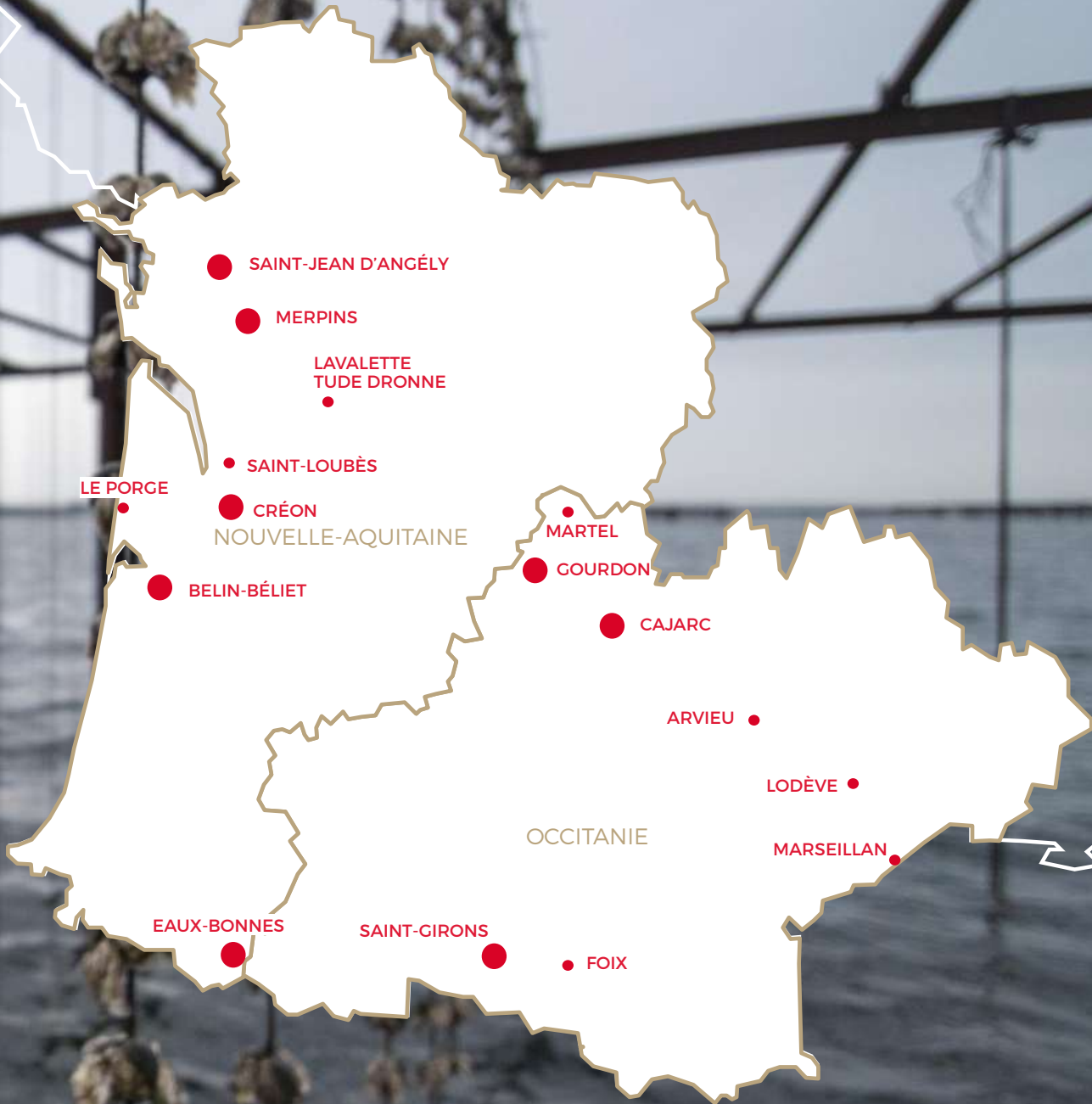
La recherche repose sur l'expertise de l'équipe et le croisement des disciplines : architecture-urbanisme, sciences sociales et de l'environnement, géographie.

Les trois champs problématiques identifiés seront explorés par l'étude des données locales, le relevé de terrain, le projet étudiant et l'entretien auprès des acteurs et habitants. Un atelier « hors les murs », en immersion, contribue en début de recherche à la connaissance des lieux et à l'interpellation des acteurs et des décideurs locaux. Une enquête auprès des agriculteurs visera à

identifier les services rendus à la ville par l'agriculture et les potentialités d'insertion de la production dans le marché local. L'analyse du patrimoine bâti et la rencontre des acteurs éclairera les contraintes et l'adaptabilité des types historiques à la demande contemporaine. L'enquête sur l'Aubette et sur la trame éco-paysagère de Magny interpellera les enjeux d'un espace naturel et de son écosystème à l'interface ville-territoire. Les enquêtes sectorielles convergeront vers un forum du projet local, lieu d'échange et d'acculturation entre acteurs, décideurs, chercheurs et citoyens.

SUD OUEST







LAURÉAT 2023

BELIN-BÉLIET



La recherche-action « Habiter les cendres » est consacrée à cinq petites villes forestières et périurbaines affectées par les incendies de l'été 2022 en Gironde : Belin-Beliet, avec plus de 5000 habitants dans le Sud du département, Hostens, commune connue pour sa base nautique, Landiras, commune de 2200 habitants entre forêt des Landes et vignoble des Graves, Saumos, village de 500 habitants dans le Sud Médoc, et Cazaux avec 4000 habitants, un quartier de La Teste de Buch, située sur un espace littoral touristique et militaire. Ces petites villes ont toutes été entièrement évacuées temporairement lors des incendies successifs entre la mi-juillet et la mi-septembre 2022 qui ont ravagé au total 32 000 hectares de forêts de pins maritimes. Ce projet vise à étudier ces cinq communes par une approche ciblée sur les risques naturels et la gestion du foncier forestier.

Habiter la petite ville après la catastrophe

Depuis l'été 2022, un débat sur la politique publique à mener dans les petites villes forestières est en train de s'ouvrir. Dès lors, se posent des problèmes sociaux, politiques, juridiques qu'il s'agit de préciser et de questionner. Le projet « Habiter les cendres : la forêt girondine après l'incendie » consiste, par le biais d'une démarche collaborative et participative, à mieux cerner les stigmates vécus post-catastrophe, à identifier les transformations foncières à l'œuvre, à mettre en évidence leurs cohérences et contradictions éventuelles pour enfin, esquisser les formes possibles d'une politique d'aménagement et de réappropriation territoriale réussie du point de vue des usagers de la forêt et des habitants des petites villes sinistrées.

Des petites villes forestières à l'identité renouvelée

Aujourd'hui, ces petites villes forestières doivent faire face à une situation inédite qui interroge



5251 habitants
36,7 hab./km²
Gironde (33)

Programme
Petites villes de demain

tous les habitants : quels choix politiques prendre pour imaginer ensemble la ville et la forêt de demain ? N'est-ce pas le moment d'engager une réflexion sur les liens à construire entre Bordeaux et son arrière-pays forestier ? Plusieurs axes de discussion sont à mettre en œuvre dans ce contexte : l'optimisation des plans de prévention des risques incendies avec l'aménagement de nouveaux pare-feu ; la gestion foncière et juridique de la forêt incendiée ; la relocalisation des activités économiques et touristiques ; la réhabilitation du patrimoine culturel ; le développement du secteur photovoltaïque en vue d'une diversification de la production énergétique ; la restructuration de la filière-bois et les nouvelles perspectives sylvicoles en contexte de réchauffement climatique et de sécheresses estivales accrues ; et enfin, la valorisation du patrimoine naturel incendié.

Méthodologie

Cette recherche se propose de solliciter des publics variés (propriétaires et usagers de la

PROFESSIONNELS

Florence Garcia
Directrice du service
environnement du
département de la Gironde
Fanny Faivre d'Arcier
Cheffe de projet Petites
villes de demain, Mairie de
Belin-Béliet

CHERCHEURS

Véronique André-Lamat
Responsable scientifique,
Université de Bordeaux
Montaigne, UMR 5319
Passages,
Arthur Guérin-Turcq
Co-responsable, Université
de Lyon, UMR 5600 EVS
Joelle Zask, Université de
Aix-Marseille
Eric Chauvier
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Versailles
André-Frédéric Hoyaux
Université Bordeaux
Montaigne
Eric Charmes
École nationale des travaux
publics de l'Etat
Laura Corsi
Université Bordeaux
Montaigne
Romain Melot
INRAE Paris
Alexandra Ena
Réalisateur documentaire
CNRS

forêt, classes des écoles primaires, commerçants, associations locales, etc.) pour les faire contribuer collectivement, par le biais d'une médiation audiovisuelle en dressant des portraits ayant vocation, à capter et restituer la parole habitante. Ce support audiovisuel permettra de mettre l'ensemble des contributeurs sur un plan d'égalité dans des relations chercheurs-praticiens-habitants bien souvent asymétriques. La question de l'esthétique et de l'approche sensible d'un territoire semble particulièrement pertinente dans un territoire mis sous le feu des projecteurs médiatiques durant un été, dont les images traumatiques restent ancrées dans la population locale. De façon plus détaillée, le support méthodologique utilisé est une démarche collaborative déployée en trois temps et ponctuée de séminaires d'étape entre l'équipe de recherche et les représentants de la collectivité associés au projet.



LAURÉAT 2023

CRÉON

CRÉON
VILLE BASTIDE



La commune de Créon, située à 20 km à l'est de Bordeaux, bénéficie d'une attractivité liée à sa situation géographique et à ses fonctions de centralité (offre complète de services, commerces et équipements, dynamique culturelle et sociale, tissu associatif riche et vivant). La population communale a doublé sur les trente dernières années, engendrant un questionnement multithématique (habitat, services, mobilités, espaces publics). Dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » la commune développe une stratégie d'attractivité intercommunale visant à permettre l'accueil de nouvelles populations tout en préservant le cadre de vie, notamment à travers le confortement du rôle de la nature en ville, dans la continuité d'une politique de végétalisation du centre-ville menée depuis 2018 avec l'appui du CAUE de la Gironde.

Concilier développement socio-économique et renaturation : vers un nouvel urbanisme rural ?

Les petites villes bénéficient d'un certain attrait en matière de localisation résidentielle et économique particulièrement marqué en périphérie des métropoles. Aux portes du territoire métropolitain bordelais, la Communauté de communes du Créonnais connaît un développement urbain soutenu, la proximité de la métropole ayant par ailleurs modifié durablement ses paysages agricoles qui ont évolué d'une production nourricière pour la grande ville à une monoculture viticole aujourd'hui en crise. Or ces communes sont désormais soumises à une législation nationale exigeante en matière de lutte contre l'artificialisation des sols et la minéralisation des espaces urbains. Comment concilier les objectifs paradoxaux de développement démographique et des emplois, de préservation des espaces agricoles et de nature, de réduction de la consommation d'espace et de renaturation des espaces urbanisés ? Il semble que les conditions d'un nouvel urbanisme rural soient à inventer.



4 832 habitants
602,2 hab./km²
Gironde (33)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Pierre Gachet
Maire de Créon
Pierre Marchive
8^e Adjoint en charge de
l'urbanisme
Mathilde Feld
3^e Adjointe en charge du
développement de la
démocratie locale

PROFESSIONNELS

Florence Garcia
Directrice du service
environnement du
département de la Gironde
Fanny Faivre d'Arcier
Cheffe de projet Petites
villes de demain, Mairie de
Belin-Béliet

PRATICIENS

Manon Mallet
Cheffe de projet PVD,
Commune de Créon
Chloé Michel
Urbaniste OPQU, Directrice
Générale, Écologie urbaine
et citoyenne
Sophie Lebreton
Economiste et Urbaniste,
Fondatrice, Écologie
urbaine et citoyenne
Lison Pineau
Urbaniste, Écologie urbaine
et citoyenne
Nicolas Hubrecht
Architecte, Écologie urbaine
et citoyenne
Fleur Deperraz
Apprentie urbaniste,
Écologie urbaine et
citoyenne
Sylvia Labèque
Directrice du Sysdau
Arnaud Gueguen
Directeur de l'Environne-
ment, Conseil Régional
Nouvelle Aquitaine

CHERCHEURS

Emmanuelle Bonneau
Responsable scientifique,
Université Bordeaux
Montaigne, UMR 5319
Passages
Maria-Rita Gisotti
Université de Florence
Maddalena Rossi, Université
de Florence
Olivier Chatain
Université Bordeaux
Montaigne, UMR 5319
Passages
Catherine André
Université Bordeaux
Montaigne

L'apport de la pensée biorégionale italienne pour un pacte ville-campagne « porté par le bas »

En Italie, à la suite de l'architecte et urbaniste Alberto Magnaghi, les enseignants-chercheurs de l'université de Florence développent une approche de projet d'urbanisme alternative d'inspiration biorégionale. Elle vise à établir un « pacte ville-campagne » qui repose sur des solidarités réinventées au niveau territorial et où la revalorisation des espaces publics et des espaces agro-forestiers et naturels fonde un projet de territoire co-élaboré avec les communautés locales. En Aquitaine de 2012 à 2016, cette théorie-pratique a inspiré le projet de recherche-action BIOREGION en partenariat entre les universités de Florence et Bordeaux Montaigne, deux parcs naturels régionaux, le département de la Gironde et le Sysdau, syndicat porteur du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Aire Métropolitaine Bordelaise, le Sysdau ayant poursuivi cette démarche à travers l'élaboration de son Plan de Paysage où la renaturation est envisagée selon une approche multi-scalaire.

La démocratie participative ferment d'une stratégie de renaturation biorégionale à Créon

À Créon, commune partie prenante du SCOT, l'objectif de renaturation participe au plan d'action défini dans le cadre du programme Petite Ville de Demain. Cependant, d'un point de vue méthodologique, l'opérationnalisation locale de cet objectif et des principes de solidarités écologique et territoriale qu'il implique pose question. L'hypothèse développée par le projet de recherche-action RECREON est que l'approche biorégionale peut à nouveau constituer un outillage conceptuel et opératoire pertinent pour accompagner la définition d'une stratégie de renaturation avec la participation des collectivités territoriales et en appui sur les dispositifs de démocratie participative mis en place à Créon avec les citoyens et en particulier, les adolescents et les enfants.



LAURÉAT 2023

EAUX-BONNES



trionphante au XIX^e siècle, la station thermale des Eaux-Bonnes connaît un important déclin depuis plusieurs décennies. Étendue sur un territoire de 38,52 km² composé de 90 % de zones naturelles (montagnes, bois, rivières, cascades) entre 520 m et 2619 m d'altitude, cette commune de la vallée d'Ossau a longtemps attiré les foules pour son environnement exceptionnel, ses mondanités et ses eaux bienfaisantes, promu par des personnalités comme l'impératrice Eugénie. La station s'est ainsi constitué un patrimoine bâti remarquable, mais qui a peu résisté aux évolutions sociales et économiques du XX^e siècle, donnant à voir de nos jours une sorte de village-fantôme, lieu de passage sur la route de la station de ski de Gourette située sur le territoire communal. C'est sur la réappropriation de ces espaces que se

focalise la présente recherche-action, visant à sauvegarder un patrimoine riche et porteur d'histoire tout en œuvrant à la revitalisation culturelle, sociale et économique de tout un territoire valléen.

Face au déclin, le pouvoir de la résilience patrimoniale

L'aire d'étude se concentre sur une commune, qui, malgré seulement 200 habitants, a exercé une influence prégnante sur le développement et l'aménagement du territoire local et régional. Les équipements autrefois dévolus aux curistes mêlent désormais un habitat sédentaire et des hébergements locatifs soumis à une forte saisonnalité, lorsqu'ils ne sont pas en mauvais état, démolis ou en ruines. De tous temps, les autorités locales ont eu conscience de la valeur de ce parc immobilier et ont tenté, parfois sans succès, des stratégies de redynamisation, comme celle ayant mené à la fermeture de l'établissement thermal en 2017. Pour autant, ce



191 habitants
5 hab./km²
Pyrénées-Atlantique
(64)

ÉLUS

Jean-Luc Braud
Maire, commune des Eaux-Bonnes
Christian Loustau
Adjoint au maire, commune des Eaux-Bonnes

PROFESSIONNELS

PARTENAIRES

David Apeceix
Architecte, Pavillon de l'architecture de Pau
Nadine Bueno
Directrice, Pavillon de l'architecture de Pau

CHERCHEURS

Laurent Jalabert
responsable scientifique, Université de Pau et des Pays de l'Adour UR 3002 ITEM
Viviane Delpech
Université de Pau et des Pays de l'Adour, UR 3002 ITEM
Dénes Harai
Université de Pau et des Pays de l'Adour (UR 3002 ITEM)
Joëlle Saucès
Université de Pau et des Pays de l'Adour UR 3002 ITEM

patrimoine bâti est doté d'un potentiel symbolique et physique bien réel qui dépasse son origine thermale et peut constituer en lui-même une importante source d'activités socioéconomiques. La fermeture des thermes, qui n'est donc pas forcément une fatalité, peut donc aussi être envisagée comme une opportunité de renouvellement de l'espace et des usages urbains en ces temps où la société se questionne sur son rapport à l'environnement, à la vie active et au système libéral, ou bien au corps et à son intégrité physique.

Changement de regard

Le patrimoine bâti eaux-bonnais, considéré ici comme un gisement susceptible de répondre à des enjeux sociaux contemporains, doit donc faire l'objet d'un changement de paradigme et d'une réappropriation dans l'imaginaire collectif. Afin de susciter une prise de conscience de sa plus-value et d'impulser une dynamique de projets, cette recherche-prospective invite la population, les élus et les acteurs publics et privés à s'unir pour faire émerger les formes

d'optimisation et de reconversion du patrimoine lié au thermalisme et d'en faire un levier de la solidarité culturelle et interterritoriale, montrant que la situation actuelle ne présage pas une disparition programmée mais une nouvelle vie fondée sur la mémoire des lieux.



LAURÉAT 2021

LAVLETTE TUDE DRONNE



Lavalette Tude Dronne, un espace rural au sud d'Angoulême resté à l'écart des grandes dynamiques touristiques et métropolitaines, se retrouve aujourd'hui dans une nouvelle dynamique avec l'attrait récent pour les agglomérations moyennes et leurs couronnes. Comment la cohabitation entre de nouvelles populations et les habitants déjà là génèrent des usages, des lieux et des représentations collectives génératrices de projets territoriaux ?

Un territoire en recherche d'identité(s) collective(s)

La communauté de commune de Lavalette Tude Dronne est issue d'une fusion récente de quatre communautés de communes. Cette fusion imposée n'a pas généré aujourd'hui de vision collective du territoire. Cette problématique de vision collective est d'autant plus délicate à saisir qu'il n'existe pas une hiérarchie urbaine nette (plusieurs villes entre 500 et 2 500 habitants) et que le terrain d'étude est soumis à dif-

férentes influences, pas encore très marquées (proximité d'Angoulême et de Bordeaux, tourisme du nord Dordogne). On note cependant de nouveaux vecteurs de développement : des vecteurs endogènes avec l'émergence de projets locaux et la mise en place de politiques sectorielles, des vecteurs exogènes avec le desserrement métropolitain, la montée du télétravail pour certaines catégories professionnelles et donc de nouveaux liens avec les villes moyennes et métropoles les plus proches. Cependant, cet attrait pour la campagne n'est pas forcément synonyme de dynamisme local (du moins en resenti). L'arrivée de populations un peu « hors-sol », avec des habitudes et des pratiques se déroulant en dehors du territoire de résidence, ne génère pas systématiquement de retombées positives pour l'ensemble du territoire.

Quels moments collectifs pour quels projets ?

Ce manque de vision collective et de connaissance des habitudes des nouveaux arrivants réduit la capacité de la communauté de communes à dessiner des projets territoriaux.



17 941 habitants
23,7 hab./km²
Charente (16)

Programme
Petites villes de demain

Quels projets ? Pour qui ? Où ? Le besoin d'éviter un éparpillement des projets sur le territoire nécessite de prioriser les lieux d'interventions et leurs retombées. Pour cela, il semble nécessaire de renouveler les outils d'analyse pour donner une vision actualisée des habitudes territoriales, notamment des rapports entre les différents espaces urbanisés et les espaces ruraux. Nous proposons donc d'enquêter sur les façons dont les nouveaux habitants utilisent le territoire, de repérer leurs modes de vie, leurs habitudes, et comment celles-ci peuvent se conjuguer aux modes de vie des habitants « historiques » et peuvent avoir des retombées locales positives. En dessinant la carte des pratiques, des habitudes, des modes de vie, nous chercherons surtout à dessiner la « carte des rendez-vous ». Nous appelons « rendez-vous » les moments et les lieux qui réunissent des publics différents et qui bénéficient d'une image positive. Nous pensons qu'en associant l'analyse des nouvelles habitudes d'un « territoire à la carte » avec celles davantage ancrées d'un territoire plus contraint, nous verrons comment ces mondes se croisent et comment ces croisements participent à une vision territoriale partagée et porteuse de projets.

ÉLUS

Jean-Yves Ambaud
Président de la
Communauté de
Communes de Lavalette
Tude Dronne

CHERCHEURS

Andy Smith
Responsable scientifique,
Sciences Po Bordeaux
- Forum Urbain

PROFESSIONNELS

Mathieu Zimmer
Géographe urbaniste,
Agence deux degrés

ÉTUDIANTS

Louise Odriozola
Antoine Fouquet
Tom Déjeans
Master SGM de Sciences Po
Bordeaux
Noëlla Kersale
Hélène Legrand
Lisa-Marie Roca
Marie Sarraute
Master IAT de l'ensapBx

Dessiner la carte des rendez-vous locaux

Nous programmons donc une première partie d'enquête portant sur la révélation croisée des initiatives citoyennes, des liens petites villes/espaces ruraux et petites villes/métropoles, et des modes de vie ruraux sous la forme d'une carte des rendez-vous locaux. Dans un second temps, nous établirons, à partir de cette cartographie des rendez-vous locaux, un outil de type tableau de bord pour orienter les stratégies de développement local et nous esquisserons une série d'actions à court, moyen et long terme pour construire autour de ces temps forts locaux. Porté par le Forum urbain, structure de valorisation de la recherche en sciences humaines et sociales sur la ville située à Bordeaux, le projet mobilise une équipe plurielle réunissant élu, chercheur, professionnel et des étudiants en science politique et en architecture issus des masters « Stratégies et Gouvernances Métropolitaines » (SGM) de Sciences Po Bordeaux et « Intelligence et Architecture des Territoires » (IAT) de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage (ensapBx).



LAURÉAT 2021

LE PORGE



Le Porge est une commune littorale située en Gironde et constituée de 3289 habitants (INSEE, 2018). Avec un taux de variation annuel moyen de population de 4,1 % entre 2012 et 2017, Le Porge fait, aujourd'hui, figure de commune des plus attractives de la Gironde en raison, notamment, de sa situation géographique proche d'aménités paysagères remarquables telles que la forêt et l'océan ainsi que par sa proximité avec une métropole bordelaise en pleine expansion. Ses avantages comparatifs locaux en font, toutefois, une commune vulnérable, notamment, sur le plan environnemental compte tenu des effets engendrés par la pression urbaine sur l'artificialisation des sols ces dernières années.

Du cadre réglementaire au projet de territoire : comment accompagner les petites villes dans l'élaboration de leur PLU pour une vision partagée entre les territoires et la société civile ?

Bien que le cadre réglementaire donne les outils suffisants aux collectivités pour établir un projet de territoire, rares sont celles qui s'en saisissent par méconnaissance de l'intérêt de sa traduction spatiale et sociale. Cette recherche-action vise ainsi à susciter l'émergence d'un intérêt général entre les élus et le reste de la société civile afin de prendre en compte la dimension spatiale, sociale et temporelle de la vision commune des acteurs dans les différentes pièces du PLU. Elle cherche à tester une nouvelle méthode d'élaboration du PLU tournée vers une planification plus engageante pour les habitants, générant des qualités spécifiques provenant du territoire. Il s'agit donc de trouver sous quelles conditions méthodologiques le PADD puis le Règlement du PLU peuvent devenir un dispositif social avant d'être un dispositif technique.

Les principaux postulats de cette recherche-action sont les suivants :

- > Les collectivités ne saisissent pas toutes les possibilités offertes par le droit de l'urbanisme pour construire un projet à la hauteur de leurs ambitions,
- > Il existe une déconnexion entre la fabrication du PLU et les volontés individuelles,



3 185 habitants
21,4 hab./km²
Gironde (33)

ÉLUS

Sophie Brana
Maire du Porge

PROFESSIONNELS

Marianne Boiron
*Chargée de mission pour la
mairie du Porge*

CHERCHEURS

Ghislaine Deymier
*Responsable scientifique,
Université de Bordeaux -
UMR PASSAGES*

Myriam Casamayor
*UMR PASSAGES, Agence
d'urbanisme UA64*

Francis Adolin
*Université de Bordeaux -
LACES*

Olivier Chatain
*ENSAP Bordeaux - UMR
PASSAGES*

Anna Guillem
UMR PASSAGES

François Pouthier
UMR PASSAGES

André Suchet
*Université de Bordeaux -
LACES*

MEMBRES ASSOCIÉS

Leïla BOURDIER
*Architecte-Urbaniste,
Agence Atelier A2*

Vincent DUBROCA
Urbaniste, Agence KWBC 2

Timothé GENTY
Architecte, Agence Sumli

> L'application du cadre réglementaire ne suffit pas à garantir une qualité de vie et peut générer des conflits entre les acteurs du territoire,

> La faisabilité d'une construction d'un projet de territoire partagé par et entre les habitants et les élus à partir d'une appropriation territoriale permet de partager les représentations collectives,

Cette approche permettra d'apporter des éléments de réponses aux questions qui se posent, notamment, autour de la notion de « biens communs » pour les utilisateurs et les usagers du PLU. Ou encore, de celle qui fait « qualité architecturale, paysagère et de vie » pour les bénéficiaires. Comment peut-on élargir les préoccupations individuelles des habitants vers des considérations plus collectives puisqu'ils sont utilisateurs et bénéficiaires ? Comment peut-on intégrer les volontés d'un groupe d'habitants dans le cadre réglementaire d'un PLU ?

Sous quelles conditions méthodologiques le PADD puis le Règlement du PLU peuvent-ils devenir un dispositif social avant d'être un dispositif technique ?

La méthode repose sur une analyse historique et ethnologique du territoire communal fait par les habitants et une mise en partage des représentations des habitants (anciens et nouveaux) et des producteurs (aménageurs, élus, etc.), par une équipe de recherche composée d'universitaires et d'experts opérationnels.

Cette mise en récit se déroule en quatre étapes. La première, permet à l'équipe de recherche de réaliser une première « immersion » dans la commune du Porge par le dialogue et l'écoute des habitants pour entamer, ensuite, une analyse plus approfondie des acteurs de la commune par la réalisation d'entretiens semi-directifs sous différentes formes (focus groupes et individuels) ayant pour objectif de faire émerger les premiers enjeux du territoire et les intérêts communs. La troisième phase s'attache à mieux saisir les désirs des habitants à définir un projet de territoire commun en leur proposant une programmation culturelle de trois balades urbaines. Enfin, la dernière phase du projet a pour objet la réalisation d'un séminaire de co-construction consacré à la mise en compatibilité du projet de territoire, issu de ces balades, avec le droit de l'urbanisme.



LAURÉAT 2023

MERPINS



Merpins, petite commune de Charente abrite de récents chais pour répondre au dynamisme de la filière du cognac. Entre besoins fonciers et objectif national de « zéro artificialisation nette » le projet tend à interroger les modes de relations entre la filière et les politiques publiques locales à travers les mutations qu'impose la transition écologique.

Un territoire essentiellement rural, support de la filière cognac

Le terrain d'études concerne à la fois des espaces urbains et ruraux, supports de la filière cognac : exploitations viticoles, chais de vieillissement, entreprises amont et aval participant à la filière, communes validant les projets d'urbanisme. Pour éclairer au mieux les réalités territoriales, la recherche tient compte de trois échelles d'analyse :

– L'aire de production AOP du cognac pour comprendre les évolutions de la filière ;

– La communauté d'agglomération du Grand Cognac (55 communes, +76 000 habitants) pour interroger les politiques d'aménagement ;

– La commune de Merpins (1100 habitants) comme exemple concret des modalités d'articulation entre les divers enjeux de la filière et les autres composantes de la vie locale.

Des défis : conjuguer développement de la filière, politiques publiques locales et exigences écologiques

La démarche vise à comprendre l'articulation entre les besoins fonciers d'une filière spiritueuse compétitive, leur acceptabilité par les habitants et les contraintes publiques de limitation de l'artificialisation de sols.

Il s'agit d'étudier la commune de Merpins comme exemple de lieu de « renégociation des politiques publiques et des tensions qui les sous-tendent ». En effet, le territoire cognaçais est soumis aux contradictions potentielles entre trois politiques publiques fortes : la compétitivité internationale (avec une production exportée à 98 %), la mise en valeur des ressources localisées (avec la protection « AOC ») et la transition



1 101 habitants
99,62 hab./km²
Charente (16)

ÉLUS

Didier Gallau
Maire de Merpins

PARTENAIRES

Sacha Czertok
Membre de la coopérative
conseil Acadie, Paris

CHERCHEURS

Sylvaine Boulanger
Responsable scientifique,
maîtresse de conférences en
géographie, Sorbonne
Université, Laboratoire
Médiations
Xavier Desjardins
Professeur des universités,
Sorbonne Université,
Laboratoire Médiations
Maëlle Bongrand,
Étudiante en Master 2
Alimentation et cultures
alimentaires, Sorbonne
Université

écologique, qui invite à des mesures environnementales dans la filière des spiritueux et exige des communes une trajectoire de sobriété foncière.

Pour interroger les modes de relation entre la filière et les politiques publiques locales à travers les mutations qu'impose la transition écologique, nous proposons deux points d'entrée : depuis les mutations de la filière que cela entraîne d'un côté, depuis les débats engagés par la sobriété foncière de l'autre.

Une entrée en résonance avec de grands enjeux nationaux

Cette étude résonne particulièrement avec deux enjeux nationaux de politiques publiques :

- La sobriété foncière liée à l'objectif de « zéro artificialisation nette » de la loi Climat et Résilience de 2021 ;
- Le changement dans les pratiques agricoles en faveur d'une préservation de l'environnement à la suite des Grenelle de l'environnement (2008-2010) et des objectifs verts de la PAC.

Une démarche fondée sur des enquêtes qualitatives

Des enquêtes auprès d'élus locaux éclaireront les parcours de certains d'entre eux, la nature de leurs liens avec la filière et leur positionnement sur les enjeux principaux du PLUi du Grand Cognac qui est en cours d'élaboration. Des entretiens qualitatifs auprès des acteurs de la filière cognac (vignerons, distilleries, chais) mettront en valeur les pratiques en faveur de la vitiviniculture durable et les limites de leur application. L'ensemble des informations montrera les freins et les leviers possibles pour rapprocher la filière et ses besoins des élus et de leurs contraintes.



LAURÉAT 2023

SAINT-JEAN-D'ANGÉLY

Ville de
Saint-Jean
d'Angély



Alors que Saint-Jean-d'Angély constituait une place forte du commerce au XIX^e siècle et a connu un essor industriel au XX^e siècle, elle a progressivement connu déclin démographique et économique. La ville mise aujourd'hui sur un renouveau autour de l'économie du bien-vivre (projet de centre thermal et réindustrialisation par le secteur de l'alimentation biologique), interrogeant la capacité de rebond de cette petite ville rurale par l'exploitation et la transformation raisonnées de ressources naturelles.

Une petite ville marquée par des crises successives

La trajectoire territoriale de Saint-Jean-d'Angély, petite ville de centralité de moins de 7 000 habitants, située en Charente-Maritime, a connu un passé particulièrement florissant dont le premier témoin visible repose sur la richesse de

son patrimoine architectural, cette ville a aussi été le théâtre de chocs successifs : la crise du phylloxéra (1870 environ) mettant un terme à la production viticole et à son commerce, la fermeture d'usines à partir des années soixante dont la plus emblématique est la biscuiterie Brossard en 2013 et la disparition de services publics d'Etat (casernes militaires en 1996...). Dans ce contexte, les décideurs locaux souhaitent inverser la tendance et ont inscrit leur territoire dans des dispositifs de soutien à la revitalisation de leur territoire autant à l'échelle communale qu'à l'échelle intercommunale (Petites Villes de Demain, AMI centre-bourg...).

Un rebond productif tourné vers les ressources du territoire

Dans un contexte où une des caractéristiques de l'industrie française tient dans son maintien en milieu rural (27 % de l'emploi dans les espaces ruraux sont encore industriels, pour 16,5 % en moyenne en France), la recherche interroge la capacité de rebond des petites villes rurales. Sur quels ressources et réseaux peuvent s'appuyer les acteurs publics et privés de ces territoires



6 686 habitants
361 hab./km²
Charente-Maritime
(17)

Programme
Petites villes de demain

pour changer la trajectoire territoriale de la petite ville en déclin ? Quel rôle et quelle marge de manœuvre pour les maires dans le développement industriel de ces communes ? La problématique de développement industriel des petites villes rurales est-elle spécifique ? Leurs avantages et freins sont-ils particuliers à ce type de territoires ? Pour Saint-Jean-d'Angély et son intercommunalité, renouveau urbain et économique semble s'amorcer en renouant avec l'exploitation et la transformation de ressources locales traditionnelles : l'agroalimentaire biologique en soutenant la création d'un pôle d'activités de la filière bio « Val bio Ouest » depuis 2011 ; l'implantation d'un centre thermal, projet resté en sommeil depuis une vingtaine d'années. Le territoire souhaite ainsi orienter son renouveau productif vers le développement de l'économie du bien-vivre. Des premiers résultats (création d'emplois, augmentation de la population étudiante, ouverture en 2024 d'un centre thermal).

PROFESSIONNELS

Jean-François Damas
Responsable du pôle
aménagement et grands
projets de la ville de Saint-
Jean-d'Angély

CHERCHEURS

Marie Ferru
Professeure des Universités
en Géographie, Laboratoire
RURALITES - Université de
Poitiers

Jean Victor Maublanc
Maître de conférences en
droit, Laboratoire CECOJI-
Université de Poitiers

Emmanuel Nadaud
Docteur en économie,
chercheur associé,
Laboratoire RURALITES-
Université de Poitiers

Brice Navereau
Docteur en aménagement
du territoire, dirigeant de
Echelles et Territoires

Dominique Royoux
Professeur des Universités
en Géographie, Laboratoire
RURALITES-Université de
Poitiers

Adrien Sonnet
Maître de Conférences en
sociologie, Laboratoire
CERREV-Université de Caen

Elodie Texier
Docteure en géographie
urbaine et professeure
agrégée en sciences de
gestion, Laboratoire
RURALITES-Université de
Poitiers

Méthodologie

Tenant compte du contexte et de la trajectoire de développement de Saint Jean d'Angély, le projet cherche à mieux comprendre le jeu des acteurs et les solidarités territoriales sur lesquelles la ville peut s'appuyer et les conséquences que le renouveau productif peut engendrer en termes d'espaces vécus.



LAURÉAT 2019

SAINT-LOUBÈS



Située à 15 kilomètres de Bordeaux, Saint-Loubès est une petite ville en prise directe avec la demande de logement issue de la métropole bordelaise. Son récent essor démographique a engendré un éclatement de l'ancienne structure résidentielle au profit d'un espace urbain périphérique constitué de logements pavillonnaires, tout en accusant un déficit de logements locatifs sociaux.

Saint-Loubès, petite ville sous influence bordelaise

Saint-Loubès est une commune attractive, comme en témoigne l'évolution de sa démographie ; au cours des cinquante dernières années, sa population a plus que triplé pour avoisiner aujourd'hui 10 000 habitants. La commune bénéficie de nombreux équipements et services. Elle est également desservie par un réseau autoroutier et ferré. En termes d'habitat, cette crois-

sance s'est traduite par l'éclatement de l'ancienne structure résidentielle et le développement d'un espace urbain périphérique, principalement constitué de logements pavillonnaires. En cela, on est en présence d'une situation archétypale propre à toute commune faisant l'objet de la pression de la demande en logements individuels en provenance d'une grande ville environnante. Les élus de cette commune ont décidé de réagir, en repensant globalement la politique d'aménagement et de logement à l'horizon 2030. Point de départ de la réflexion engagée : les conséquences de l'entrée en application depuis 2014 de la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), vis-à-vis de la demande toujours soutenue de constructions pavillonnaires.

En effet, l'esprit de cette loi, qui est de densifier la ville et de limiter ainsi la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, a également eu pour effet d'amplifier le phénomène de division parcellaire pour la construction de logements individuels supplémentaires.



9 509 habitants
379,3 hab./km²
Gironde (33)

ÉLUS

Emmanuelle Favre
Maire de Saint-Loubès
Marie Bova
Maire-Adjointe en charge de
l'urbanisme

PROFESSIONNELS

Amilcar Martily
Responsable du service Ur-
banisme, Mairie de Saint-
Loubès

CHERCHEURS

Xavier Guillot
Responsable scientifique,
École Nationale Supérieure
d'Architecture et de
Paysage de Bordeaux -
Passages
Julie Ambal
École Nationale Supérieure
d'Architecture et de
Paysage de Bordeaux -
PAVE
Julie Clerc
Chargée de mission, Forum
Urbain, Centre d'innovation
sociétale sur la ville,
Sciences Po Bordeaux

EN SAVOIR PLUS



Carnet de territoires, Urbanité campagnarde. Le paysage, matrice d'un récit de transition à Saint-Loubès (Gironde), Autrement, parution Automne 2022



Reportage, par Damien Carles, disponible sur TERRA, 2022

Un scénario « gouverné » pour encourager la densité

Il s'agit donc de limiter la division parcellaire en certains endroits tout en envisageant une certaine densité, par l'édification de petites opérations de logements locatifs sociaux ; cette densification ayant aussi pour vocation de consolider le centre bourg dans son rapport à la couronne résidentielle. La problématique centrale est celle de la qualité et de l'acceptabilité, sociale et spatiale, du processus de densification, en lien avec les choix politiques de Saint-Loubès. L'objectif est d'en identifier les conditions d'une mise en œuvre vertueuse. C'est à ce niveau que seront saisies des « niches d'innovation radicale », permettant de créer les conditions d'un échange de savoirs et d'expertises pour co-écrire un récit partagé de cette transition « post-pavillonnaire ».

Une approche par le foncier : vers une densification vertueuse ?

La recherche vise à accompagner la commune de Saint-Loubès dans la formulation d'une stra-

tégie d'équité sociale et spatiale en termes d'habitat. En misant sur les capacités foncières de la commune et sur l'assentiment de ses habitants, il s'agit de réfléchir à l'opportunité de faire évoluer un ensemble de paramètres relevant de l'extension du foncier de son centre-bourg actuel, en lien avec la densification de sa couronne pavillonnaire ; ceci en s'appuyant sur une analyse du foncier effectuée par le bureau d'étude URBAM dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme de la commune. Un travail d'enquête de nature sociologique est conduit pour comprendre les représentations des acteurs (habitants, élus, services municipaux, concepteurs, bailleurs) par rapport à ces objectifs. A ces paramètres d'étude, s'ajoute une réflexion élargie sur l'évolution de l'ensemble du territoire de la commune, prenant en compte ses spécificités géographiques, économiques et paysagères.

Ce projet, financé par l'a-urba, Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine, est associé à POPSU Territoires.



LAURÉAT 2020

ARVIEU



Le numérique est-il en train de transformer les modes de vie des territoires ruraux de France ? Par l'enquête ethnographique d'un cas d'étude, la recherche a le but de cerner les impacts, entre ambitions et craintes, écueils et potentialités, des politiques d'aménagement numérique pour la cohésion des territoires ruraux. La ville d'Arvieu (Communauté de Communes de Lévézou Pareloup) est prise comme cas d'étude emblématique : village de 813 habitants, il a fait l'objet de dispositifs ambitieux pour l'insertion du numérique afin de répondre à la crise économique et démographique.

Une commune rurale aux avant-postes du numérique

Arvieu fait partie d'un vaste réseau de villages autour de Rodez qui est traversé, comme d'autres territoires ruraux, par une crise écono-

mique, sociale et politique. Néanmoins, des études sont apparues récemment à propos du potentiel d'innovation qui caractériserait aussi les villages : leurs atouts environnementaux, sociaux et culturels les rendent progressivement attractifs face aux modes de vie urbains. A cela s'ajoute la nouvelle promesse de développement faite par le numérique : le câblage haut débit, l'installation d'entreprises du numérique, les tiers lieux, la modernisation des écoles, sont invoquées comme solutions pour désenclaver et enrichir les territoires ruraux, apporter de nouveaux services, favoriser le savoir et créer du lien social. C'est dans cette mouvance qu'une série d'initiatives en faveur du numérique ont vu le jour à Arvieu, jusqu'à l'ouverture en 2019 d'un tiers lieu pensé à la fois pour les habitants et les porteurs de projets numériques.

Repenser les liens urbain-rural par le numérique

La recherche s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle le numérique serait en train de définir, en la repolarisant, la relation entre urbain et rural.



813 habitants
16,7 hab./km²
Aveyron (12)

ÉLUS

Guy Lacan
Maire d'Arvieu

PROFESSIONNELS

Sophie Terris
Jardin d'Arvieu
Manon Cazotes
Mairie d'Arvieu
Marie Cellier
Mairie d'Arvieu

CHERCHEURS

Alessia de Biase
Responsable scientifique,
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Paris
La Villette LAVUE-LAA
César Gélvez
Université Grenoble Alpes -
PACTE
Emmanuel Eveno
Université Toulouse
Jean-Jaurès - LISST
Ornella Zaza
IUAR Université Aix-
Marseille

EN SAVOIR PLUS



Film, *Le numérique révélateur de nouvelles ruralités*, la série documentaire POPSU, 2021

Elle cherche ainsi à éclairer l'action publique locale en matière d'aménagement numérique. En posant des questionnements plus larges concernant l'inclusion-exclusion des populations, la transformation des activités économiques locales, les stratégies résidentielles des nouveaux habitants, l'étude a vocation à dialoguer avec les autres villages de France en détresse économique, démographique et en nécessité d'interventions économiques et sociales. Par le biais du numérique, il s'agit de remettre au centre du débat scientifique et opérationnel l'état et la transformation des territoires ruraux de France.

L'observation à la loupe du tiers lieu

La recherche s'appuie sur des observations et des entretiens, dont le terrain privilégié est le tiers lieu d'Arvieu, rassemblant des acteurs divers, des situations qui concernent différents aspects de la vie du village, des liens sociaux et professionnels. L'enquête cible trois publics principaux : les néo-ruraux et porteurs de projets numériques, dont l'on retracera les trajectoires personnelles et professionnelles, les imaginaires de ruralité et urbanité ; les habitants d'Arvieu qui

étaient déjà là qui ont vu arriver cette vague numérique et qui aujourd'hui fréquentent le tiers lieu et portent des projets ; et enfin les acteurs économiques du secteur touristique, pour lesquels la démocratisation des outils numériques a promis de nouvelles stratégies de visibilité, saisonnalités et offres touristiques.

En parallèle, un dispositif de valorisation auprès des habitants sera mis en place via des outils de communication et de partage de la recherche. Des ateliers réuniront chercheurs, acteurs locaux, experts scientifiques et professionnels sur place, pour débattre des résultats de l'étude. L'objectif est de créer une dynamique de recherche-action, où la réflexion et la distance scientifique pourront dialoguer avec l'opérationnalité et la proximité d'une action publique en train de se faire.



LAURÉAT 2023

CAJARC



Petite ville du Lot, rurale et touristique rassemblant un peu plus de 1 000 habitants, Cajarc est au centre d'un bassin de vie de 17 communes et de 3 800 habitants. Enclavée par le relief des Causses et la rivière Lot, elle est caractérisée par son attractivité touristique, liée à un patrimoine religieux et architectural médiéval, une vaste offre culturelle, un plan d'eau reconnu. Mais, corollaire de cette attractivité touristique croissante, elle connaît une situation de vieillissement de sa population, ainsi que de multiplication des résidences secondaires (un quart des logements aujourd'hui), conjugué à un risque de muséification, qui peut déstabiliser la population active de son territoire, notamment les jeunes. Dans ce contexte, Cajarc est confrontée à un enjeu plus particulier : la difficulté de recruter en période touristique, où l'activité économique est plus forte.

Croiser les enjeux de la jeunesse, de la coopération économique et du tourisme dans les territoires ruraux

Ce projet de recherche s'intéresse à une initiative portée par les acteurs du territoire, la coopérative jeunesse : une initiative portée par les acteurs locaux qui promeut une organisation dans laquelle des jeunes peuvent travailler en haute saison tout en étant acteurs de décisions collectives. La proposition de services et son modèle économique est co-construite avec les parties prenantes du territoire. À travers ce dispositif, les jeunes coopérateurs expérimentent l'entrepreneuriat et l'éducation populaire, accompagnés par un collectif d'acteurs locaux (Centre social associatif, entreprises locales, habitants, élus, acteurs de l'ESS...). L'ambition du projet est de lier attractivité du territoire pour les jeunes, nouvelles propositions de services et entrepreneuriat collectif afin de résoudre des problématiques systémiques d'un bassin de vie et d'une petite ville rurale touristique.



1117 habitants
45 hab./km²
Lot (46)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Jacques Viratelle
Maire de Cajarc

PROFESSIONNELS

Vincent Paramelle
Directeur général des
services, Mairie de Cajarc
Antonin Gissingier
Animateur social, mairie de
Cajarc
Solène Riaublanc
PTCE Figeacteurs
Meryl Parisse
PTCE Figeacteurs
Sarah Bonnet
CAE Ozon
Collectif de recherche
COOPEEC
Observatoire des Jeunesses
du Lot

CHERCHEURS

Alexandrine Lapoutte
Responsable scientifique,
Université Lyon 2, Centre de
recherche COACTIS
Florian Barès
Doctorant à l'Université
Versailles Saint-Quentin-En-
Yvelines, PRINTEMPS

Une coopérative jeunesse : une réponse par la solidarité économique et territoriale ?

Le modèle de la coopérative jeunesse interroge notamment les matrices territoriales entre acteurs autour du projet et les caractéristiques d'une éducation entrepreneuriale de type coopératif. L'objectif de la recherche est de saisir comment une coopérative jeunesse contribue à une démarche de ville socialement créative et solidaire dans une commune rurale vieillissante. Le projet de coopérative sera interrogé à deux niveaux :

- Comment se caractérisent les coopérations territoriales, notamment en termes de matrice territoriale ?
- Comment s'expérimente l'éducation à l'entrepreneuriat de jeunes coopérants, en particulier en termes d'imaginaires et de modèles économiques ?

Méthodologie

La démarche adoptée dans ce projet se situe dans une posture de recherche-action coopérative. Le travail vise un double objectif de transformation de la réalité et de production des connaissances. Les données sont recueillies par entretiens, observation participante et analyse des pratiques. Les outils de l'intelligence collective et de l'éducation populaire seront mobilisés, et permettront d'impliquer les jeunes dans la production de données. Des liens avec des territoires porteurs d'initiatives similaires serviront d'appui à la démarche



LAURÉAT 2020

FOIX

Assumant le rôle structurant d'un territoire de faible densité, Foix (9863 habitants en 2016) est ville-centre de la nouvelle Communauté d'agglomération du Pays Foix Varilhes. Situé en piémont pyrénéen, parmi les plus petites préfectures de France, ce territoire partage de nombreux défis caractérisant les petites villes aujourd'hui. En particulier, la paupérisation de la population, la vacance du logement, les recompositions de l'emploi ou encore la qualité des espaces et des engagements associatifs ont intégré une stratégie énoncée récemment dans un projet territorial. A contrario le commerce de centre-ville reprend force et vigueur, le taux de vacance des commerces est passé de 24 % à 8 % en trois ans.



Ville de Foix

communauté
d'agglomération

Relever le défi des transitions

Dans le contexte de recomposition des politiques locales et en particulier communautaires, plusieurs défis apparaissent : accompagnement de la transition écologique et économique – notamment au regard de la restriction des finances publiques, du changement climatique, des nouvelles formes de tourisme ; insertion de la culture et des activités universitaires dans les stratégies de développement urbain ; requalification urbaine et de l'offre de logements. En termes de modalités d'action, de nouvelles collaborations (entre institutions, avec les partenaires privés, les habitants ou associations) sont également en cours de structuration – à l'instar du conseil de développement nouvellement créé.

La culture comme levier de développement

L'action culturelle est ici considérée comme levier du développement territorial et, en tant que telle, comme ressource locale – faisant l'objet de logiques d'activation mais aussi de tensions, voire de conflits ou de mise à distance. Secteur d'intervention publique et privée, l'action cultu-



9 532 habitants
493,4 hab./km²
Ariège (09)

Programme
Action cœur de ville

ÉLUS

Norbert Meler
Maire de Foix, Vice-Président de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhès

Pascale Canal
Adjointe déléguée à la culture et aux animations

Roger Sicre
Président de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhès

Thomas Fromentin
Vice-Président de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhès

PROFESSIONNELS

Carole Albanese
Directrice de l'Estive, Scène nationale de Foix et de l'Ariège

Nathalie Eychenne
Directrice du Pôle culture, sport et solidarités de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhès

Fabien Guichou
Directeur du Pôle d'Agglomération Adolescence Jeunesse Information Prévention

CHERCHEURS

Mariette Sibertin-Blanc
Responsable scientifique, Université Toulouse Jean-Jaurès – LISST

Laurence Barthe
Université Toulouse Jean-Jaurès – LISST

EN SAVOIR PLUS



Carnet de territoires, Culture et jeunesse dans une petite ville. Les leviers du bien-vivre territorial à Foix (Ariège), Autrement, 2023



Reportage, par Marcella Barbier, disponible sur TERRA, 2023

relle est un support et objectif de bien vivre dans les territoires, ce qui mérite d'être qualifié. Le point de vue de l'offre en direction des jeunes et leurs pratiques, rarement pris en considération dans les projets territoriaux, est privilégié dans cette recherche.

Les pratiques culturelles et artistiques sont à la fois émancipatrices pour les individus et ressorts de cohésion sociale pour les communautés locales. Toutefois, l'offre culturelle et artistique peut aussi être source de tensions, d'incompréhension de la part d'une population qui ne se retrouve pas dans ce qui est proposé, se sent à distance, ou même rejette les propositions. Le décalage entre l'offre publique et les pratiques jeunes peut être tout particulièrement fort – favorisant notamment des pratiques numériques, nomades et brouillant les limites entre espaces public et privé.

Des séances apprenantes pour confronter les entretiens

La méthodologie vise à construire une connaissance dynamique, à savoir que les personnes ressources (rencontrées au cours des enquêtes

de terrain, des entretiens ou des temps collectifs contributifs) apportent de la connaissance et sont aussi sources de questionnements et récepteurs de résultats au fil de la recherche – notamment par le biais d'un outil numérique. Après une première phase visant la connaissance de l'offre, la suite du projet valorisera la contribution directe des jeunes via la mobilisation des partenaires pour comprendre la réception et leurs pratiques, notamment dans l'espace public. Plusieurs temps d'échanges sont envisagés pour la diffusion de la connaissance. Par exemple, la présentation de résultats intermédiaires aura pour objectif de compléter les productions, et d'apporter, au-delà, des connaissances contextuelles lors de séances apprenantes.



LAURÉAT 2023

GOURDON



Sous-Préfecture du Lot et ville-centre de la Communauté de communes Quercy Bouriane (CCQB), Gourdon est avec ses 4112 habitants le principal pôle urbain d'un vaste bassin rural. Les agglomérations importantes et les villes moyennes dont elle est le plus proche – Toulouse et Limoges à 160 km, Brive-la-Gaillarde à 66 km, Cahors à 46 km – sont suffisamment distantes pour que Gourdon demeure un pôle de centralité structurant sur les plans économique et commercial, administratif, sanitaire, scolaire et culturel. Bien qu'elle bénéficie d'un haut niveau d'équipement et de services, ainsi que des atouts patrimoniaux et environnementaux, Gourdon est affectée comme de nombreuses petites villes par des dynamiques de dévitalisation : sa population est déclinante et vieillissante, et son centre ville compte de nombreux logements et locaux commerciaux vacants.

Gourdon, une centralité hospitalière

La politique de revitalisation engagée par la ville et l'intercommunalité, renforcée par l'inscription du territoire dans le programme Petite ville de demain, donne la priorité à la consolidation des fonctions de centralité de Gourdon et à la mise en valeur de la Butte médiévale qui constitue son centre historique. La centralité est donc centrale dans le projet local, sa revitalisation devant permettre simultanément de préserver la qualité de vie et de renforcer l'attractivité du territoire. Elle est aussi au cœur de la problématique de la recherche-action « Gourdon, centralité hospitalière ».

Santé et accueil : interroger les deux sens de la centralité hospitalière

La notion de centralité hospitalière renvoie d'abord aux fonctions assurées par l'hôpital de la ville. Rayonnant sur un vaste espace de faible densité, le Centre hospitalier est un équipement structurant qui joue un rôle majeur dans le fonctionnement économique et social du territoire, ainsi que dans l'organisation des politiques de santé et d'action sociale à cette



4 112 habitants
87,4 hab./km²
Lot (46)

Programme
Petites villes de demain

échelle. Ce caractère structurant s'exprime avec une force particulière dans un espace de faible densité dont la population est vieillissante, où les acteurs territoriaux doivent développer des pratiques de soins plus coordonnées afin de répondre aux exigences de maintien des personnes à leur domicile le plus longtemps possible d'une part, aux enjeux d'accès aux soins dans un contexte de désertification médicale d'autre part. La notion de centralité hospitalière invite ensuite à s'interroger sur l'hospitalité territoriale, et donc sur les conditions d'accueil dans une petite ville et dans un espace rural de populations venues de l'extérieur dont l'ancrage local est déterminant pour assurer sa revitalisation. La portée du regain d'attractivité résidentielle observé à la suite la crise sanitaire dépend en effet de la capacité de la société locale à intégrer les nouveaux arrivants et, réciproquement, de celle des nouveaux arrivants à s'y adapter pour faire leur place dans les communautés territoriales qui les accueillent.

ÉLUS

Jean-Marie Courtin
Président de la CCQB, Maire de Gourdon, Président du Conseil de Surveillance de l'Hôpital Jean Coulon

PROFESSIONNELS

Aristide Barraud
Photographe et écrivain
Sophie Siona Hisry
Cheffe de projet Petites villes de demain, CC Quercy Bouriane

CHERCHEURS

Renaud Epstein
Responsable scientifique, Professeur de Sociologie à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye
Patrick Hassenteufel
Professeur de Science politique à l'UVSQ et à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye
Sylvain Mary
PRAC d'histoire à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

Méthodologie

La méthode retenue pour traiter les deux dimensions de la notion de centralité hospitalière combine des entretiens semi-directifs avec des acteurs des politiques de santé, de la dépendance et de l'action sociale du territoire d'une part, avec de ménages récemment installés à Gourdon et dans la CCQB d'une part.

Ces enquêtes qualitatives seront complétées par l'administration d'un questionnaire auprès de l'ensemble des personnels de l'hôpital, portant sur des questions qui croisent les deux axes de la recherche.

Enfin, la recherche s'intéressera à la manière dont les enjeux d'hospitalité sont pris en compte dans les projets gourdonnais développés dans le cadre du programme Petites villes de demain, en particulier le projet de réaménagement de l'ancien petit séminaire des Cordeliers, ensemble immobilier de très grande qualité architecturale qui fait l'objet d'un projet de restauration porté par un opérateur privé, visant à créer un hébergement hôtelier et des logements.



LAURÉAT 2020

LODÈVE



Lodève, 7426 habitants, sous-préfecture de l'Hérault en région Occitanie se situe à 45 kilomètres de la Métropole de Montpellier. Siège de la communauté de communes Lodévois et Larzac, elle est dotée d'un patrimoine bâti et naturel reconnu et d'un dynamisme culturel fort mais assez mal exploités. L'absence d'une ingénierie urbaine capable de proposer à l'ensemble des acteurs une lecture commune du territoire marque une désynchronisation entre l'ensemble des nombreuses actions, qu'elles proviennent de la collectivité ou des associations.

Une fragilité multiforme

Lodève fait face à une évacuation commerciale qui reflète la situation économique globale de la ville. Malgré un panel socioprofessionnel assez diversifié, la part de chômeurs et de personnes

inactives reste conséquente (29,5 %) et le taux de pauvreté y est très important (28,8 %), ce qui fait de Lodève l'une des villes les plus pauvres du département. Ville multiculturelle, Lodève a vu l'arrivée d'une population immigrée en lien avec la Manufacture Nationale de tapis de la Savonnerie des Gobelins et plus récemment d'une population plus aisée de classe moyenne voire supérieure, majoritairement retraitée. Le parc de logements du centre ancien subit une vacance importante (17 %) essentiellement liée à une division des logements par les propriétaires pour en améliorer la rentabilité. Ces logements, en stock important, sont immédiatement disponibles et très abordables mais dégradés. Ce sont des « logements sociaux de fait », ce qui contribue à y accueillir une catégorie d'habitants précaires. Cette situation de pauvreté concentrée dans le centre-ville élargi a justifié le classement en quartier prioritaire « Politique de la ville ». Par ailleurs, contrairement à certaines communes du Pays Cœur d'Hérault et malgré un patrimoine bâti remarquable, Lodève présente une activité touristique faible, qui se traduit notamment par un manque d'établissements d'accueil, de ser-



7 441 habitants
321,1 hab./km²
Hérault (34)

Programme
Petites villes de demain

vices et d'activités orientés sur ses richesses. Lodève fait également face à un problème de mobilités en particulier un manque de connexions avec l'ensemble des communes du Pays Cœur d'Hérault.

Une démarche holistique pour de nouvelles perspectives

Cette recherche-action vise à comprendre les mécanismes responsables de ces dysfonctionnements et envisager les perspectives au travers d'une démarche holistique.

Plutôt que de concentrer notre regard sur un aspect, l'ambition est de réaliser une vision potentiellement diverse mais partagée par ses habitants, prolongeant la tradition initiée par Patrick Geddes, dans une recherche de dispositifs engageant la réflexion collective. L'évaluation des retombées des actions initiées ces dernières années par la commune (contrat de ville de 2015, concertations...) permettra d'envisager de nouvelles perspectives.

Autoportrait collectif, la recherche-action vise à construire un diagnostic partagé par tous les acteurs de la ville. Il est donc essentiel de mettre

CHERCHEURS

Anne Sistel
Responsable scientifique,
École Nationale Supérieure
d'Architecture de
Montpellier - LIFAM

Jean Planès
École Nationale Supérieure
d'Architecture de
Montpellier - LIFAM

Alexandre Neagu
École Nationale Supérieure
d'Architecture de
Montpellier - LIFAM

Khedidja Mamou
École Nationale Supérieure
d'Architecture de
Montpellier - LIFAM

Catherine Bernie-Boissard
Université de Nîmes -
ARTDEV

Bertrand Rétif
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Clermont-
Ferrand

Gladys Champanay
École Nationale Supérieure
d'Architecture de
Montpellier - LIFAM

Flore Serayssol
École Nationale Supérieure
d'Architecture de
Montpellier - LIFAM

en place une médiation entre les parties : la collectivité et les élus comme fédérateurs des stratégies territoriales, les associations, comme unités de la vie collective, et enfin les habitants comme experts de leur quotidien.

Vers une Maison Commune

Le diagnostic partagé et assorti de propositions fera l'objet d'ateliers de co-construction préfigurant une Maison Commune, véritable maison des habitants, ouverte à l'ensemble des acteurs et à la population. Les restitutions se feront par des expositions de projets d'étudiants architectes.



LAURÉAT 2019

MARSEILLAN



Marseillan, commune de 7000 habitants, connaît une importante activité touristique qui multiplie la population de la commune par presque dix entre la saison basse et la haute saison. Sa population est donc largement composite, entre les habitants à l'année, les résidents secondaires réguliers et les touristes plus occasionnels mais extrêmement nombreux. Cette situation particulière pose des enjeux de gouvernance urbaine, en lien aux réseaux et aux projets d'aménagement.

Une ville touristique soumise aux fluctuations de population

La forme urbaine de Marseillan et les temporalités de fonctionnement de cette commune sont très fortement influencées par le tourisme. Cette importante activité touristique de Marseillan induit de grandes variations démographiques saisonnières. La population y est presque multi-

pliée par dix au plus fort de la saison, passant de 8 000 habitants en hiver à près de 60 000 en été. Le cas de Marseillan est emblématique de très nombreuses petites et moyennes villes françaises où le tourisme constitue l'une des principales activités économiques. Ainsi, la commune s'organise de façon bicéphale entre Marseillan village dans les terres, à côté de l'étang de Thau, et Marseillan plage, la station balnéaire où se concentrent les résidences secondaires (présence de très gros campings).

Hors saison, une gouvernance urbaine et une organisation à repenser

Cette situation a des conséquences importantes en matière de gouvernance urbaine que la recherche vise à analyser. Il s'agit d'étudier les modalités d'organisation de l'action publique et de la gestion urbaine dans ce contexte d'une population à deux vitesses. Comment gérer une ville soumise à ces fluctuations saisonnières ? Quelles sont les conséquences sur les modes de vie des habitants, permanents comme occasionnels ? Comment organiser la ville dans ses ressorts



7 778 habitants
150,4 hab./km²
Hérault (34)

Programme
Petites villes de demain

techniques, liés à la gestion des réseaux d'eau, des déchets ? L'action publique urbaine s'exerce dans des situations radicalement différentes en saison et hors saison, ce qui pose des problèmes d'organisation très spécifiques et pèse sur les conditions de cette action. En outre, les équilibres sociopolitiques qui sous-tendent la vie de la commune sont significativement dépendants de cette situation.

Une approche multisectorielle de la variation démographique

Ce travail, basé sur des entretiens et des observations commentées par les acteurs, viendra ainsi interroger les paradoxes de l'action publique locale en situation de variation démographique extrême, sur des sujets aussi divers que l'aménagement urbain, la gestion des services urbains, les politiques touristiques, la gestion des équipements et des espaces publics, la régulation des marchés de l'habitat, les questions environnementales ou encore l'animation et la vie locale. Les élus locaux et les services de la collectivité contribuent, avec l'équipe de recherche, à

ÉLUS

Yves Michel
Maire de Marseillan
Jean-Claude Aragon
Conseiller municipal, délégué aux travaux et aux services techniques

PROFESSIONNELS

Fabrice Garcia
Directeur de l'Urbanisme de Marseillan
Michaël Cueylard
Directeur général des services de Marseillan

CHERCHEURS

Joël Idt
Responsable scientifique,
Université Paris-Est
Marne-la-Vallée – Lab'Urba
Jules Mathieu Meunier
Lab'Urba
Lucie Renou
LATTS

MEMBRES ASSOCIÉS

Bruno Yvin
Alphaville

EN SAVOIR PLUS

 **Film** *Une gestion urbaine à deux vitesses ?*, La série documentaire POPSU, 2020



Carnet de territoires, *Gérer la petite ville touristique. Marseillan (Hérault) face aux fluctuations démographiques saisonnières*, Autrement, 2022



Reportage, Emmanuel Du Bourg, 2022, disponible sur TERRA

mettre en exergue les problèmes spécifiques liés à la production de l'action publique dans un contexte de variations démographiques extrêmes. La coopération de recherche repose sur des rencontres régulières avec les acteurs locaux. Par ailleurs, la situation de Marseillan sera rapportée à celles d'autres villes au profil similaire, qui constitueront des études de cas secondaires à des fins comparatives.



LAURÉAT 2021

MARTEL



Martel se situe au cœur de la communauté de communes des Causses et Vallée de la Dordogne : c'est l'une des petites villes qui maillent le Nord du Lot. L'éloignement relatif des plus grandes agglomérations (Brive d'abord, puis Toulouse, Bordeaux et Limoges), couplé à l'essor du tourisme, questionnent les acteurs locaux quant au modèle de développement à privilégier et à l'accessibilité des services aux publics. Quelle organisation pour répondre aux besoins des populations ? Une partie de la solution résiderait-elle dans l'inter-territorialité horizontale, à savoir dans les relations de complémentarité qu'entretiennent ces petites villes du Nord du Lot ?

Plusieurs défis courants pour un contexte particulier

Martel tente de relever plusieurs défis. D'abord, le défi démographique, qui est de continuer à atti-

rer des populations nouvelles pour compenser le solde naturel négatif. Ensuite, le défi du maintien du niveau de services et d'équipements, dans un contexte de réduction de l'offre de services publics. Enfin, le défi économique, qui est d'éviter une spécialisation dans l'économie présentielle. En effet, l'accentuation du tourisme et de la dépendance aux flux de visiteurs dans la Vallée de la Dordogne en général, accroît les risques d'hyper-saisonnalité et de transformation du bourg de Martel en produit. C'est précisément sur ces sujets que l'équipe municipale a été élue en 2020. De tels défis, communs à d'autres territoires de faibles densités, se traduisent là dans un contexte particulier : le Nord du Lot est maillé de 7 petites villes de 1000 à 3500 habitants qui présentent des offres d'emplois et de services relativement importantes, favorisant une certaine autonomie vis-à-vis d'agglomérations plus grandes.

L'accessibilité aux services pour questionner l'inter-territorialité horizontale

Les problématiques locales sont dès lors les suivantes : comment une petite ville comme Martel répond-elle à l'enjeu d'accessibilité aux services de



1 597 habitants
45,3 hab./km²
Lot (46)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Raphaël Daubet
Maire de Martel, Président de la CDC des Causses et Vallée de la Dordogne, Conseiller Régional de la Région Occitanie / Pyrénées Méditerranée

André Roussilhes
Maire délégué de Sousceyrac-en-Quercy, Vice-Président de la CDC des Causses et Vallée de la Dordogne, délégué à l'Urbanisme, Planification et Application du Droit des Sols

PROFESSIONNELS

Betty Bonhomme
Cheffe de Projet LEADER du PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne

Marion Bonvarlet
Chargée de Mission Développement Territorial du PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne

Laurianne De Champs

Co-dirigeante du bureau d'études Relief urbanisme

Paul Deshors
Responsable des études au Service Prospective et Politiques de Développement Durable de la DDT du Lot

Solène Guerinot
Chargée de mission à Cauvaldor Expansion

Marina Lin-Wee-Kuan
Directrice Générale Adjointe à la Gestion de l'espace de la CDC Causses et Vallée de la Dordogne

Brice Navereau
Directeur du bureau d'études Echelles et Territoires

Myriam Rachdi
Co-dirigeante du bureau d'études Relief urbanisme

Charline Sellam
Chargée de mission de Ad'Occ, l'Agence de Développement Économique de la Région Occitanie.

CHERCHEURS

François Taulelle
Responsable scientifique, Université Toulouse, Jean Jaurès – LISST

Aurélio Labat
Université Toulouse, Jean Jaurès – LISST

Patricia Panégos
Université Toulouse – Jean Jaurès, LISST

Sébastien Rayssac
Université Toulouse, Jean Jaurès – LISST

MEMBRE ASSOCIÉ

Arnaud Maîtreperrière, Artiste photographe

l'ensemble de ses populations, permanentes et de passage ? Car la réduction générale de l'offre de services aux publics, couplée localement à une tendance à cibler la clientèle touristique – entraînant une fermeture de nombreux services en basse saison –, fragilise la centralité de Martel de novembre à mars, et ce toujours plus dans un contexte d'accentuation de la fréquentation touristique.

En complément, toujours pour répondre aux besoins des populations : comment s'articulent les politiques publiques dans un tel contexte géographique ? Aux côtés d'une inter-territorialité verticale, unissant territoires d'échelons différents, apparaît dans la communauté de communes des Causses et Vallée de la Dordogne une inter-territorialité horizontale, entre petites villes et bassins de vie, qui s'observe plus rarement et dont on peut tirer des enseignements.

La concertation au cœur du processus de recherche-action

L'ensemble des acteurs du territoire est associé aux échanges. Pour animer la concertation et favoriser l'opérationnalité des préconisations

d'aménagements dégagées, l'équipe de recherche est entourée de deux bureaux d'études : Echelles et Territoires et Relief urbanisme. Elle s'engage dès les prémices du projet avec la constitution d'un comité de pilotage rassemblant élus et techniciens de la commune de Martel, de la communauté de communes des Causses et Vallée de la Dordogne, du PETR Figeac Quercy Vallée de la Dordogne, de la DDT du Lot et de la Région Occitanie.

En second lieu, la concertation s'étend à tous les acteurs institutionnels et socio-professionnels locaux avec des ateliers participatifs, rencontres, balades où sont débattus les thèmes du tourisme et de l'économie, des services et de l'inter-territorialité. Pour compléter cette démarche, un artiste photographe accompagne plusieurs personnes dans leurs quotidiens durant plusieurs mois et, à travers une série de clichés, donne à voir les pratiques du territoire par une approche sensible. Une exposition des photos sur les murs du centre-ville de Martel permet de recueillir les réactions des habitants.



LAURÉAT 2023

SAINT-GIRONS



Saint-Girons est une petite ville rurale marquée par une précarité visible ; cette recherche-action porte sur les mécanismes de cette précarisation rurale, les problématiques d'accès aux droits et l'action sociale locale, dans un environnement marqué par des contraintes budgétaires, par la territorialisation de l'action publique locale et la dématérialisation des démarches administratives.

Saisir les mécanismes de précarisation et l'action sociale territoriale

La recherche propose d'analyser, d'une part, les parcours et la diversité des problèmes sociaux rencontrés par les publics ruraux précarisés, visibles et invisibles, et d'autre part, de saisir comment l'action sociale locale est pensée et se coordonne entre les différents acteurs, publics et associatifs, intervenant à différentes échelles territoriales, pour répondre aux besoins sociaux et favoriser l'accès aux droits et aux aides

sociales. La problématique centrale est : Dans quelle mesure les politiques sociales de Saint-Girons et leurs acteurs (publics et associatifs), intervenant à différentes échelles du territoire, parviennent-ils à se coordonner pour répondre à la diversité des problématiques sociales, d'accès aux droits et aux aides des publics précarisés, dans un contexte de dématérialisation des démarches administratives ?

Analyser les parcours de précarité

Le premier axe de cette recherche part de l'hypothèse que les parcours de précarité prennent des formes hétérogènes, plus ou moins visibles, et que derrière une minorité occupant l'espace public, se cachent des ménages âgés isolés, des jeunes actifs fragilisés par l'absence de logement, des exploitants agricoles, des familles monoparentales, des couples en difficulté et des néo-ruraux désenchantés. Il s'agit de caractériser la précarité saint-gironnaise par le biais des données statistiques existantes et à travers une analyse des parcours de vie des personnes précaires, des points de basculement, de leurs représentations



6 415 habitants
333,5 hab./km²
Ariège (09)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Jocelyne Fert
*Vice-présidente de la CC
Couserans-Pyrénées en
charge des actions sociales,
de la solidarité et de la
santé*

Evelyne Puigserver
*Maire-adjointe à la mairie
de Saint-Girons en charge
du social*

PROFESSIONNELS

Jean Baptiste Daubeuf
*Chef de projet « petites
villes de demain », CC
Couserans-Pyrénées*

CHERCHEURS

Nadia Okbani
*Responsable scientifique,
Université Toulouse Jean
Jaurès, CERTOP, LEST*
Céline Ségolini
*Chargée de recherche,
association Intervalles*

sociales et des phénomènes de disqualification sociale. L'analyse des parcours des précaires envisage ainsi d'identifier la multi-dimensionnalité des problématiques sociales auxquelles sont confrontés les précaires (précarité économique, administrative, numérique, énergétique, logement, santé, emploi, mobilité, mode de garde, etc.) mais aussi leurs expériences et représentations de l'accès aux droits et à l'aide sociale et des institutions sociales locales, pour saisir les conditions et les mécanismes de mobilisation (ou non) des offres publiques.

Analyser l'action sociale locale engagée dans la lutte contre la précarité

Le second axe de cette recherche part de l'hypothèse que les transformations contemporaines de l'action publique locale soulèvent des problématiques particulières en milieu rural et propose de les explorer à partir de l'analyse de l'action sociale locale de lutte contre la précarité conduite à Saint-Girons. Il s'agit d'identifier les différents acteurs en présence, d'appréhender la manière dont ils cadrent les

problèmes sociaux et caractérisent les publics cibles, conçoivent et mettent en œuvre des interventions sociales locales pour répondre à la multi-dimensionnalité des problèmes sociaux des publics précarisés, dans un contexte budgétaire restreint en milieu rural. L'analyse entend saisir comment les différentes collectivités territoriales (commune, intercommunalité, département) construisent, coordonnent et articulent l'action sociale locale à Saint-Girons en matière de lutte contre la précarité, d'accès aux droits et aux aides sociales des publics précaires.

SUD EST





SAINT-ELOY-LES-MINES

CHAVANON COMBRAILLES
ET VOLCANS

PLATEAU DE GERGOVIE

AMBERT
-LIVRADOIS-FOREZ

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

RIVE DE GIER

THIZY-LES-BOURGS

BRIANÇON

LE TEIL
DIEULEFIT

PAYS DES ÉCRINS

VALLÉE DE L'UBAYE SERRE-
PONÇON

BARONNIES
PROVENÇALES

L'ISLE-SUR-
LA-SORGUE

VOLONNE

DIGNE-
LES-BAINS

VALLÉE DE LA ROYA

PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR



LAURÉAT 2023

AMBERT-LIVRADOIS-FOREZ



Ambert-Livradois-Forez est une intercommunalité structurée autour de la ville d'Ambert et inscrite dans le Parc Naturel Régional du Livradois-Forez. Depuis 2011, PNR, intercommunalités et communes mènent une démarche de revitalisation des centres-bourgs pour faire face à la vacance. D'abord expérimentée et déployée dans quelques centres-bourgs (dont Ambert), cette démarche se généralise en intégrant de nouvelles communes et enjeux (vacance des rez-de-chaussée commerciaux).

Une démarche de revitalisation du centre-bourg pour lutter contre la vacance

Localisée dans un milieu rural, de moyenne montagne et de faible densité, l'intercommunalité s'organise autour de la petite aire urbaine d'Ambert. Ce territoire est marqué par un pro-

cessus séculaire de décroissance urbaine qui n'est pas compensé par le regain actuel du solde migratoire. Déjà, en 1986, se créait le Parc Naturel Régional du Livradois-Forez afin de lutter contre la déprise sociale, économique et démographique. Ce processus cumulatif a eu tendance à fragiliser les centres-bourgs que les acteurs locaux cherchent à enrayer via la création d'un dispositif local de revitalisation.

Agir sur la vacance par l'innovation

La recherche analysera en quoi la démarche portée par les acteurs du Livradois-Forez (Ville d'Ambert, PNR, EPCI, communes, etc.) de prise en compte du problème émergent de la vacance s'inscrit dans un processus d'innovation et de circulations de modèles à l'échelle locale et nationale dans un contexte de grande ruralité a priori paradoxal.

En effet, agir sur la vacance, dans ses dimensions multiformes et dans un contexte de décroissance, appelle à des innovations d'autant plus fortes que les expertises, expériences et connaissances sont éparses et que les dispositifs d'ac-



27 606 habitants
22,4 hab./km²
Puy-de-Dôme (63)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Guy Gorbinet
Maire d'Ambert
Jean-Claude Daurat
Président de la
Communauté de
communes Ambert
Livradois Forez

PROFESSIONNELS

Claire Butty
Responsable aménagement
des centres-bourgs,
Syndicat mixte du Parc
Naturel Régional du
Livradois-Forez

CHERCHEURS

Yoan Miot
Responsable scientifique,
Université Gustave Eiffel -
LATTS
Sarah Dubeaux
Université Gustave Eiffel -
LATTS

EN SAVOIR PLUS

 **Film**, *Agir contre la vacance dans les centres-bourgs*, la série documentaire POPSU, 2021

 **Reportage**, Arnaud Bouissou, 2022, disponible sur TERRA

 **Carnet de territoires**, *Revitaliser les centres-bourgs face à la vacance. Retours d'expériences du Livradois-Forez*, Autrement, printemps 2023

tion restent à élaborer. Le territoire ambertois est ici d'autant plus intéressant que les petites villes et les territoires ruraux sont considérés comme connaissant des obstacles à l'innovation. De plus, la démarche entreprise s'inscrivait, dès le départ, dans la perspective de créer un modèle d'action potentiellement reproductible à l'échelle de l'ensemble des communes du PNR.

Depuis désormais sept ans, les acteurs ambertois (EPCI, communes, PNR) sont engagés dans ce processus de revitalisation. Ils sont désormais à une phase charnière : la réalisation de premiers projets souligne les obstacles non levés et les échecs, permettant désormais d'évaluer cette politique publique. Ils souhaitent enfin continuer d'approfondir cette démarche en vue du prochain mandat.

Observer les démarches et identifier les obstacles à la revitalisation

Inscrit dans une approche pragmatiste, inductive et socio-technique attentive aux instruments, le dispositif méthodologique articule deux dimensions. Une analyse des acquis mé-

thodologiques des démarches engagées depuis plusieurs années sera tout d'abord menée. Ce temps se structurera à l'aide d'un séminaire multi-acteurs liés au projet dans l'objectif de produire un retour d'expériences co-écrit. Ensuite une analyse des obstacles et difficultés perdurant sera effectuée via un atelier d'étudiants et des séminaires de retours d'expériences d'autres territoires.

Au regard de la problématique centrée autour du déploiement, trois projets et stades de revitalisation seront plus précisément étudiés : un bourg ayant intégré la démarche au moment de la phase d'expérimentation (Cunlhat), la ville-centre (Ambert) s'inscrivant dans la première phase de déploiement et une commune commençant à intégrer la démarche (Arlanc).



LAURÉAT 2023

CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS



Communauté de communes de 12 800 habitants située au cœur du Massif central et à proximité de la métropole clermontoise, Chavanon Combrailles & Volcans (CC&V) est un territoire rural peu dense avec un fort taux de boisement et de nombreuses scieries. Faute de structures locales pour transformer la ressource, le territoire est dépendant de marchés internationaux, et des chocs et crises qui leurs sont inhérents. Il s'agit ici de renforcer la résilience des filières de matériaux de construction, tout en répondant aux enjeux de rénovation du patrimoine bâti en milieu rural.

Un territoire rural inscrit dans la mondialisation du secteur de la construction

Quel rôle jouent les territoires ruraux dans les processus de mondialisation du secteur de la construction ? Comment sont-ils en mesure de

structurer des filières courtes qui répondent aux enjeux de rénovation du patrimoine bâti ? Le territoire de CC&V, comme de nombreux territoires ruraux, est caractérisé par une déprise démographique et une dévitalisation économique, inscrites dans une histoire industrielle notable, due à l'exploitation passée de gisements de charbon. Aujourd'hui, l'exploitation de la ressource bois, qui structure une partie des activités économiques, est caractéristique d'un modèle économique linéaire et externalisé. Cette situation expose les territoires à de fortes problématiques d'approvisionnements auxquelles sont sensibilisés les élus locaux.

Concilier développement économique et résilience du bâti

Les Combrailles, entité géographique et culturelle à laquelle appartient les communes de CC&V, constitue un patrimoine bâti particulièrement dégradé. Dans un contexte de crise énergétique aiguë, il existe un fort enjeu à développer une rénovation rapide des nombreuses passoires énergétiques. De surcroît, l'accentuation des événements climatiques



12 658 habitants
15,1 hab./km²
Puy-de-Dôme (63)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Pascal Gaulon
*Vice-Président, Chavanon
Combrailles et Volcans*
Cédric Rougheol
*Président, Chavanon
Combrailles et Volcans*

PROFESSIONNELS

Annabelle Monneron
*Directrice Générale
Adjointe, Chavanon
Combrailles et Volcans*
Geoffrey Volat
*Directeur, CISCA Centre
d'Innovations Sociales
Clermont Auvergne*

CHERCHEURS

Eric Dacheux
*Responsable scientifique,
Université Clermont-
Auvergne*
Victoria Mure-Ravaud
*Doctorante, Ecole Nationale
Supérieure d'Architecture
de Clermont-Ferrand*

extrêmes liés au dérèglement climatique (tels que l'intensification des épisodes de grêle) ont aujourd'hui de fortes répercussions sur la durabilité des bâtiments. Ainsi, la recherche se demandera comment l'analyse du métabolisme rural (flux et stock de matériaux mis en jeu par le fonctionnement du territoire), réalisée avec les différentes parties prenantes, permet d'engager une transformation des modèles économiques conventionnels vers des économies locales et circulaires qui renforcent la résilience territoriale.

La co-construction démocratique comme outil d'analyse du métabolisme rural

La recherche s'appuie sur une hypothèse selon laquelle la mobilisation de ressources naturelles locales d'une part et la structuration de filières de matériaux de construction pour l'adaptation du patrimoine bâti d'autre part, génèrent des conflits autour de la préservation des écosystèmes, des pratiques et usages des sols. Il s'agit donc de mobiliser la co-construction démocratique pour réaliser une analyse du métabolisme rural de la construction. Celle-ci

sera réalisée à l'échelle des trois communautés de communes du SMAD des Combrailles.

Méthodologie

Cette recherche-action, guidée par un idéal démocratique, est une expérimentation, visant, par la création de connaissances nouvelles, à la transformation d'une situation identifiée comme problématique. La méthodologie d'analyse du métabolisme rural sera introduite par une phase de problématisation (dialogue entre état de l'art et expertises des parties prenantes) qui permettra de lancer la phase d'enquête. Celle-ci aboutira à la co-construction d'un plan d'action, support de développement expérimental répondant à la problématique. Une évaluation de la recherche-action permettra d'identifier les progrès réalisés et de valoriser les résultats.



LAURÉAT 2021

DIEULEFIT



Dieulefit comptabilise 274 ha agricoles et 3 159 habitants, ce qui est théoriquement insuffisant du point de vue des besoins alimentaires de ses habitants, mais au niveau de la communauté de communes ce sont 11 407 ha de terres agricoles et 9 412 habitants, ce qui théoriquement permettrait d'y répondre très largement. L'action publique, la coopération intercommunale et la participation citoyenne sauront-elles passer du théorique à la pratique ? C'est une histoire qui est en train de s'écrire.

Dieulefit : une petite ville en transition au cœur d'un espace rural de faible densité

La commune de Dieulefit est une petite ville de la Drôme provençale. Elle est le siège de la communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux qui regroupe 21 communes. C'est un territoire rural caractérisé par un vieillissement de la population et le départ des jeunes. Tandis que le

dynamisme économique en lien avec le tourisme et l'agriculture en fait un espace rural attractif pour des populations urbaines en quête des aménités propres à ce milieu. L'équipe municipale porte d'ores et déjà un projet de résilience alimentaire, et le maire, Christian Bussat, qui est agriculteur biologique, a fait de l'installation d'agriculteurs son cheval de bataille. La stratégie de l'équipe municipale de Dieulefit ne se limite pas aux dimensions de production ou de consommation, et travaille également sur l'assainissement et les biodéchets. La commune, en relation avec la communauté de communes est ainsi engagée dans un engagement, à la fois politique (des élus) et citoyen (des habitants) pour engager une transition socio-écologique, soutenir une relocalisation agricole et un accès équitable à l'alimentation.

Renforcer la résilience alimentaire d'une petite ville : un atout de taille ?

Le projet consiste à examiner les stratégies pouvant être déployées pour améliorer la résilience alimentaire d'une petite ville en milieu rural :



3 159 habitants
115,2 hab./km²
Drôme (26)

Programme
Petites villes de demain

Dieulefit dans la Drôme. Ce faisant la recherche se demandera si une démographie réduite et la proximité de la campagne environnante peuvent être des atouts pour satisfaire la demande alimentaire locale et construire des filières territorialisées. Et si la résilience alimentaire territoriale – la capacité à assurer la sécurité alimentaire de la population malgré des perturbations variées et imprévisibles – peut être porteuse d'un nouveau récit territorial, en particulier pour les petites villes et les espaces ruraux. Ce deuxième axe s'appuie interrogera en particulier : si la transition écologique et de l'alimentation contribuent au renouvellement des pratiques socio spatiales en milieu rural, sur la base d'un double mouvement d'ancrage local (des initiatives) et de pensée globale (des enjeux). Et si la dynamique de transition et de construction d'un nouveau récit révèle et réveille des résistances au changement de différentes nature : culturelles, identitaires, techniques.

ÉLUS

Christian Bussat
Maire de Dieulefit et
membre
de la commission
Agriculture

de la communauté de
communes Dieulefit-
Bourdeaux

Laurence Girard
Adjointe à l'environnement
de la commune de Dieulefit
et déléguée du PNR des
Baronnies Provençales

Camille Perrin
Conseillère municipale à la
Résilience alimentaire et
membre de la commission
Agriculture de la
communauté
de communes Dieulefit-
Bourdeaux

Geneviève Morenas
Vice-présidente Défi Climat
de la communauté de
communes Dieulefit-
Bourdeaux et conseillère
municipale en charge de
l'économie
et de l'emploi à Dieulefit.

Alain Jeune
Vice-président Agriculture,
Forêt
et gestion de l'espace de la
communauté de
communes Dieulefit-
Bourdeaux
et Maire de Vesc

PROFESSIONNELS

Pauline Lemaire-Demarret
administratrice de RadioLà
L'association Les Greniers
d'Abondance

Christelle Harmegnies
Chargée de mission
Agriculture -Gestion de
l'espace - Environnement à
la communauté de
commune de Dieulefit
- Bourdeaux

CHERCHEURS

Michel Lussault
Responsable scientifique,
ENS de Lyon
- EVS

Claire Delfosse
Université Lumière Lyon 2 -
LER

EN SAVOIR PLUS



Podcast. Qu'est-ce qu'on mange ? Les liens entre
alimentation et territoire, Radio Là

De la statistique au terrain, une mise en récit du territoire par ses acteurs

La recherche s'appuiera dans un premier temps sur une méthodologie de diagnostic et de proposition d'actions préalablement développée et appliquée à l'échelle d'une ville moyenne (l'agglomération d'Angoulême) dans le cadre du projet ORSAT (Organiser la résilience des systèmes alimentaires territoriaux). Le projet comporte 5 phases (diagnostic, enquête de terrain, séminaire, recommandations et montée en généralité). Tandis que la mise en récit sera traitée de façon transversale, en particulier par la création d'espaces de rencontre et d'échanges, par le biais d'entretiens, d'ateliers de cartographie participative et de rencontres publiques, afin de favoriser et observer l'appropriation des enjeux de résilience alimentaire par les habitants, les élus, les organisations du milieu agricole etc. Nous nous appuierons sur la dynamique locale qui est déjà riche en termes d'initiatives alimentaires et de participation citoyenne.



LAURÉAT 2021

LE TEIL



La commune de Le Teil, en Ardèche, est concernée par plusieurs projets d'aménagement particulièrement importants : projet « cœur de ville », « Petite ville de demain », déviation de la route nationale, projet partenarial d'aménagement suite au séisme de 2019, projet d'élaboration d'un nouveau PLU. Dans ce contexte, la recherche-action a pour but de questionner les récits sur Le Teil à partir des images et imaginaires produits par ses habitants et ses acteurs, et de saisir en quoi ces récits peuvent servir à alimenter les projets en cours et le projet de territoire.

Une petite ville au cœur de grandes opérations d'aménagement

La commune de Le Teil constitue l'un des pôles urbains structurant du Sud-Est de l'Ardèche, inscrit au sein de l'aire urbaine de Montélimar (Drôme) dans l'axe de la vallée du Rhône. Après

avoir connu un léger déclin démographique, la commune a enregistré une augmentation sensible de sa population sur la période récente et se caractérise par une population jeune. Malgré le déclin des activités traditionnelles et industrielles, sa situation de porte d'entrée de l'Ardèche méridionale à proximité de l'A7, fait de la commune un lieu de passage et demeure, à son échelle, un pôle de services publics, commercial et économique important. La commune doit cependant répondre à différentes problématiques en matière d'aménagement dont celle de son contournement routier (axe de la RN 102 vallée du Rhône - centre Ardèche), celle liée aux difficultés rencontrées par son centre-ville et celle, particulièrement importante, de sa reconstruction suite au séisme de 2019. Dans ce contexte, la commune du Teil est actuellement concernée par plusieurs opérations d'aménagement d'envergure.



8 677 habitants
326,3 hab./km²
Ardèche (07)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Olivier Peverelli
Maire de Le Teil
Pascale Tolfo
1^{ère} adjointe, Le Teil
Bernard Noel
adjoint au Maire, Le Teil
Michel Galiana
adjoint au Maire, Le Teil

PROFESSIONNELS

Emmanuel Buis
Directeur général des services, Le Teil
Valérie Gervais
Directrice enfance/jeunesse, Le Teil
Harmonie Dufraisse
Chef de projet PPA post-séisme, Communauté de communes Ardèche Rhône Coiron
Nelly Audigier
Chargée de mission Petite Ville de Demain, Le Teil
François Vennin
Chargé de mission, Préfecture de l'Ardèche
Claire Poutaraud
Bureau d'étude Agir en ville

CHERCHEURS

Frédéric Santamaria
Responsable scientifique, Université Grenoble-Alpes - Pacte
Emmanuel Roux
Université Grenoble-Alpes - Pacte
Pascal Mao
Université Grenoble-Alpes - Cermosem
Mélodie Roche
Université Grenoble-Alpes - Cermosem
Jérémy Caussanel
Université Grenoble-Alpes - Cermosem
Nicolas Senil
Université Grenoble-Alpes - Cermosem
Pierre-Antoine Landel
Université Grenoble-Alpes - Pacte

PARTENAIRES

Collège Marcel Chamontin, Le Teil
Lycée polyvalent Xavier Mallet, Le Teil
Centre Régional d'Information Jeunesse, Auvergne Rhône Alpes

Images et imaginaires : des fondements pour les projets d'aménagement du territoire

Compte tenu des difficultés que rencontrent aujourd'hui certaines petites villes, la recherche ambitionne de se pencher sur les ressorts capables de faire identité territoriale, à même de « raconter » de nouveaux imaginaires et de porter des projets renouvelés. Les représentations mentales que se font les habitants, les usagers d'un territoire sont constitutives de l'image et de l'image de marque de ce dernier ; et ces images et imaginaires, telles des ressources territoriales « activables », sont importants pour une collectivité, pour le maintien de la population, pour l'installation de nouveaux résidents et de nouvelles activités commerciales ou productives, pour fonder des choix politiques et d'actions locales, pour établir, en somme, un projet de territoire. La recherche vise à montrer, à partir de l'exemple du Teil, que les images et imaginaires sont révélateurs des rapports à la ville et peuvent également servir de fondements aux projets d'aménagement et de développement du territoire. Il est proposé, en particulier, de s'intéresser au public « jeunes »

dans leurs rapports à la fabrication de la ville. Cet objectif s'articule à la mise en œuvre de plusieurs projets d'aménagement d'envergure qui sont susceptibles de modifier l'image de la commune à travers la reconfiguration de sa centralité et de sa situation vis-à-vis de son territoire d'insertion.



LAURÉAT 2023

PLATEAU DE GERGOVIE



Le plateau de Gergovie et ses marges font l'objet d'une mise en tourisme identifiant sa qualité paysagère, son potentiel en matière de loisirs de plein air et son patrimoine archéologique mais tendant à invisibiliser ses autres dimensions et usages. En interrogeant la pluralité des récits gravitant autour de ce site symbolique, l'étude de cas vise à documenter les enjeux d'une stratégie touristique durable comme ferment d'une relation équilibrée entre villes et campagnes.

Un belvédère paysager exceptionnel entre nature et culture...

Le plateau de Gergovie est une table basaltique de 70 hectares de pelouses sèches, prairies et bosquets d'arbres surplombant le territoire à une altitude de 750 mètres à proximité immédiate de la partie sud de Clermont-Ferrand. Ce plateau est

aussi et surtout reconnu comme site classé Monument historique consacrant la bataille de Gergovie en -52 avant Jésus Christ, mais également mettant en valeur l'oppidum fortifié construit par les Arvernes au 1er siècle avant JC. Du plateau de Gergovie se dévoilent les paysages exceptionnels du massif du Sancy, de la chaîne des Puys et de la faille de Limagne labellisées par l'UNESCO, mais également de l'agglomération clermontoise. Le plateau de Gergovie est donc un espace d'appartenance des clermontois, tout autant qu'un site touristique emblématique d'intérêt national. Mettant en visibilité la diversité et la qualité des paysages géologiques, agricoles et forestiers, il est également un lieu visible de nombreux espaces de l'agglomération (au sein même de la ville de Clermont-Ferrand, depuis la rivière Allier, depuis la montagne de la Serre ou le Puy-de-Dôme...). Paysage remarquable, ce plateau est aujourd'hui au carrefour d'une mise en scène touristique qui doit être interrogé sur l'articulation des ressources à même d'en faire un lieu de tourisme durable, pour les habitants de l'agglomération, tout autant que pour les touristes.



3 500 habitants
300 hab./km²
Puy-de-Dôme (63)

ELUS

Jean-Pierre Roussel
Maire de la Roche Blanche

PROFESSIONNELS

Stéphane Cordobes
Directeur de l'Agence
d'Urbanisme Clermont
Massif Central
Christel Estragnat
Chargée d'études en
économie territoriale,
AUCMc
Elodie Bietrix
Chargée d'études AUCMc

CHERCHEURS

Laurent Lelli
Responsable scientifique,
AgroParisTech, UMR
Territoires
Cécile Ferrieux
AgroParisTech, UMR
Territoires
Laurent Rieutort
IADT, géographe, UMR
Territoires
Cécile Cot
AgroParistech

Le projet au cœur d'un enjeu de coopération des collectivités locales

Le plateau de Gergovie s'inscrit géographiquement sur la commune de La Roche Blanche. Il est au cœur des stratégies territoriales de l'intercommunalité Mond'Arverne et de la Métropole Clermontoise. La problématique du projet est donc d'amener les collectivités locales à s'interroger sur la mise en tourisme de ce plateau, dans un souci de construction d'une stratégie touristique concertée et équilibrée. Aujourd'hui fortement marqué par une mise en scène touristique des vestiges archéologiques et historiques (Musée archéologique de la bataille de Gergovie, sentier d'interprétation historico-paysager), le site n'en est pas moins un environnement fragile marqué par une protection au titre de Natura 2000 qui pourrait demain constituer un belvédère d'observation des changements écologiques et paysagers du plateau, de ses marges et de l'agglomération au sens large.

La recherche-action comme révélateur des récits d'usages du plateau

L'hypothèse de la recherche-action réside dans la capacité à révéler la pluralité des récits des différents types d'usagers du plateau. Il sera donc important d'interroger cet espace vécu et de mieux comprendre ce qui attache les habitants, usagers, touristes dans la fréquentation de ce plateau. Ce recueil de matériaux sera un support pour identifier les risques inhérents à une invisibilisation d'une ressource mise en danger par la fréquentation accrue du site.



LAURÉAT 2019

RIVE-DE-GIER



Rive-de-Gier est une petite ville de près de 15 000 habitants de la Loire située entre les métropoles de Lyon et Saint-Etienne, marquée par un riche passé industriel. Les acteurs locaux questionnent son avenir via une stratégie urbaine à horizons 2030 où les fragilités liées à la désindustrialisation (avec ses héritages en termes de pollution), un site contraignant et sa position intermétropolitaine, interrogent l'action publique.

Rive de Gier à la croisée des transitions

Façonnée par l'exploitation du charbon et la verrerie, puis la sidérurgie, Rive-de-Gier subit depuis plusieurs décennies les effets de la désindustrialisation : décroissance démographique, élévation du taux de chômage, appauvrissement de la population, paupérisation du centre-ville, perte de vitesse du commerce de proximité, multiplication des friches urbaines et industrielles, etc. La

commune est également confrontée à un ensemble de problèmes plus spécifiques (site contraignant, crues du Gier, nuisances de l'A47, contamination des sols). Le stade intermédiaire de la transition engagée par Rive-de-Gier s'est incarné dans une politique de périurbanisation mise en œuvre à la fin des 1990 pour enrayer les effets de la désindustrialisation et rompre avec l'image dégradée de la ville. Cette politique s'est concrétisée par la création de lotissements sur les coteaux verdoyants du territoire communal, à distance spatiale et sociale avec le fond de vallée urbanisé. Largement soutenue par la proximité des aires urbaines voisines de Lyon et Saint-Étienne, cette logique de développement par les périphéries est là aussi une caractéristique partagée par bon nombre de petites villes sous influence métropolitaine.

Faire transition par l'observation des scénarios soutenus par la municipalité

Il s'agit d'identifier les différents éléments de la stratégie urbaine soutenue par l'actuelle municipalité, pour ensuite questionner et mettre en



15 184 habitants
2 071,5 hab./km²
Loire (42)

ÉLUS

Vincent Bony
Maire de Rive-de-Gier, Vice-Président de Saint-Etienne Métropole, Conseiller départemental

PROFESSIONNELS

Hugues Chalet
Directeur général des services de Rive-de-Gier
Nicolas Gourbière
Directeur du cabinet du Maire

CHERCHEURS

Christelle Morel-Journal
Responsable scientifique, Université Jean-Monnet Saint-Etienne – EVS
Emmanuel Martinais
Responsable scientifique, École Nationale des Travaux Publics de l'État – EVS
François Duchêne
École Nationale des Travaux Publics de l'État – EVS
Georges Gay
Université Jean Monnet Saint-Etienne – EVS
Laurence Rocher
Université Lyon 2 – EVS

MEMBRES ASSOCIÉS

Guillaume Balay
Compositeur
Laetitia Lardet
Compositrice
Léa Marchand
Amadeus Rocket Impro
Fanny Verrax
Conseil en philosophie – médiation environnementale
Eric Villemin
Photographe

EN SAVOIR PLUS



Film, Penser la ville de demain par les transitions.
La série documentaire POPSU, 2020



Carnet de territoires, Régénérer une petite ville.
Rive de Gier au croisement des aires métropolitaines de Lyon et Saint-Etienne, Autrement, 2022

débat la capacité de cet ensemble d'orientations à faire transition dans le sens souhaité par les acteurs locaux et les populations directement concernées. Comment faire en sorte de placer, et maintenir sur la durée, ces actions non coordonnées mais en partie dépendantes les unes des autres sur une même trajectoire de transformation de la ville dans un contexte où les incertitudes restent nombreuses ? Comment s'assurer, dans le même temps, que cette trajectoire de transition reste acceptable et vivable par les principaux destinataires des projets (habitants « déjà-là », nouveaux habitants et acteurs collectifs locaux) ?

Une réflexion collective sur la finalité des transitions en cours

Nourrie par des travaux antérieurs et un intérêt pour Rive-de-Gier comme « laboratoire du capital », la recherche-action se donne pour objectifs la conduite d'un double diagnostic scientifique et sensible, sa mise en exposition artistique (photographies, chansons) publique et la construction de scénarios de transition pour approfondir, ques-

tionner et enrichir la stratégie urbaine soutenue par l'actuelle municipalité. Elle repose donc sur la sollicitation de publics variés (conseils citoyens, lycéens, commerçants, associations, etc.) pour les faire contribuer, par le biais de médiations artistiques, à l'élaboration de scénarios de transition émancipateurs et justes pour les habitants présents et à venir de Rive-de-Gier.



LAURÉAT 2023

SAINT-ELOY-LES-MINES



L'étude de cas vise à analyser les pratiques circulatoires des jeunes (16-25 ans) pour cerner les nouvelles solidarités villes-campagnes. Alors que les territoires en décroissance font l'objet de migrations sélectives des jeunes, il s'agit de dépasser l'opposition partir/rester et d'intégrer la complexité des mobilités circulatoires des jeunes pour mieux les intégrer dans la vie et l'action publique locales à Saint-Eloy-les-Mines.

Dépasser l'opposition partir / rester

Dans la région des Combrailles, Saint-Éloy-les-Mines est une petite ville de 3600 habitants, membre de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Éloy, située entre Montluçon et Clermont-Ferrand. Dans cette ancienne cité minière à l'écart des grands axes, la reconversion industrielle et la fonction de centralité au sein du bassin de vie rural n'ont pas suffi à enrayer un processus de fragilisation démographique et

socio-économique. Le caractère sélectif des migrations des jeunes contribue à ce processus de fragilisation : les plus qualifiés quittent le territoire, tandis que « ceux qui restent » sont souvent les plus fragiles scolairement et investissent peu la vie locale. Pourtant, une approche par les pratiques permet de dépasser cette opposition partir/rester et de mettre au jour les nouvelles géographies, plus élastiques, que produisent les jeunes à travers leurs circulations et qui dessinent des relations de complémentarité entre ville et campagne.

Comprendre les pratiques circulatoires des jeunes pour redéfinir leur place dans la cité

La recherche propose d'analyser les pratiques circulatoires complexes des jeunes (16-25 ans), de mettre en évidence les réseaux territoriaux dans lesquels ils s'inscrivent et les phénomènes d'ancrage. En visant à mieux saisir et capter cette catégorie de population, l'exploration alimente une réflexion sur la redéfinition de la place des jeunes dans la petite ville et cherche à éclairer l'action publique locale pour favoriser la



3 600 habitants
161 hab./km²
Puy-de-Dôme (63)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Anthony Palermo
Maire de Saint-Éloy-les-Mines et 1^{er} Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Éloy

PROFESSIONNELS

Fabien Da Silva
Directeur de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Projet d'ensemble, Mairie de Saint-Éloy-les-Mines
Coralie Marboeuf
Cheffe de projet Petites Villes de Demain, commune de Saint-Éloy-les-Mines
Claire Planchat
Responsable de l'agence « Vous Etes D'Ici » (VEDI)

CHERCHEURS

Hélène Roth
Responsable scientifique, Université Clermont Auvergne, UMR Territoires,
Hélène Mainet
Université Clermont Auvergne, UMR Territoires,
Elie Guéraud
Université Clermont Auvergne, LESCORES
Jean-Charles Edouard
Université Clermont Auvergne, UMR Territoires,
Guillaume Vergnaud
Université Clermont Auvergne, UMR Territoires

participation des jeunes à la vie et aux espaces publics.

La recherche s'inscrit dans un moment charnière de la politique de revitalisation engagée depuis une dizaine d'années à Saint-Éloy-les-Mines. Les projets de territoire successifs comportent plusieurs actions qui témoignent de l'intérêt porté aux jeunes : un Service Habitat Alternatif, destiné à accueillir des jeunes en mobilité professionnelle, l'aménagement d'un espace jeune et d'un espace numérique dans la Maison des associations, etc. L'enjeu est désormais de lever les freins à la participation des jeunes à la vie de la cité.

Une recherche participative

Le projet s'organise autour de phases méthodologiques complémentaires. Une phase d'observation et d'entretiens avec des personnes ressources permet d'identifier les jeunes (de passage ou résidents) de Saint-Éloy-les-Mines et les espaces qu'ils fréquentent. Une phase centrale de diagnostic participatif vise à cartographier les lieux et les routes qu'ils

arpentent, tout en repérant les freins à leur participation à la vie locale. Enfin, des pistes d'action sont construites au cours d'un séminaire de co-construction acteurs-jeunes-chercheurs.



LAURÉAT 2019

THIZY-LES-BOURGS

En France, les opérations de revitalisation de petites villes s'attachent souvent à résorber des problématiques « lourdes » en adoptant des récits « classiques » de l'attractivité et de la recherche de ressources externes. À Thizy-les-Bourgs et dans la Communauté de Communes de l'Ouest Rhodanien (COR), on constate aussi une dimension d'accueil de publics souvent considérés comme non prioritaires et vulnérables. Comment cette dimension intègre-t-elle le récit territorial, les diagnostics et les programmes de la maîtrise d'ouvrage ?

Le paradoxe des stratégies de la revitalisation : attractivité et/ou accueil ?

Thizy-les-Bourgs se décrit comme un des « pôles intermédiaires structurants » de la Communauté d'Agglomération de l'Ouest rhodanien (COR). Ce territoire au Nord-Ouest de Lyon, sous l'influence

indirecte de la métropole, constate la déprise de ses centres-bourgs, tandis que les villages ruraux s'y repeuplent et les lotissements se multiplient. La commune construit depuis longtemps, une politique d'attractivité pour contrecarrer ses difficultés bien repérées et informées : démographiques (décroissance et vieillissement), sociales (paupérisation et chômage), économiques (dé-industrialisation et dépendance), structurelles (vacances résidentielle et commerciale, centres vides). Cette politique s'appuie sur de nombreux programmes nationaux dont la commune et la COR ont pu être lauréates - AMI « revitalisation des centres-bourgs », dispositifs RHI, ORI, OPAH, ORT...-, démontrant un réel savoir-faire de leur part dans ce type d'exercice.

Sous le récit classique de l'attractivité, argumenté par les documents programmatiques, se profile un récit « Off », celui de l'accueil de publics rejetés ailleurs. L'enjeu, pour les acteurs locaux, consiste bien à tenir ensemble l'apparent paradoxe entre attraction et accueil : entre capacité d'attirer « de l'extérieur » de nouvelles populations ou activités tout en intégrant au mieux « à l'intérieur » par une autre répartition et organisation.



6 027 habitants
136 hab./km²
Rhône (69)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Martin Sotton
Maire de Thizy-les-Bourgs ; 2^e
Vice-Président de la COR au
Développement durable,
transition écologique, TEPos
et ENR

Alain Servan – Vice-
Président de la COR à la
Politique de l'habitat,
urbanisme et
aménagement de l'espace ;
Architecte de profession

PROFESSIONNELS

Valérie Lhéritier
Responsable du service
Habitat, aménagements
urbains et politique de la
ville (COR)

CHERCHEURS

Romain Lajarge
Responsable scientifique,
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Grenoble,
Université Grenoble Alpes,
Chaire Territorialisation -
AE&CC

Clémence Dupuis
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Grenoble,
Université Grenoble Alpes,
Chaire Territorialisation -
AE&CC

Stéphane David
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Grenoble,
Université Grenoble Alpes,
Chaire Territorialisation -
AE&CC

Franck Lebaill
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Grenoble,
Université Grenoble Alpes,
Chaire Territorialisation -
AE&CC

Adrien Gey
Chaire Territorialisation -
AE&CC

Pétronille Blondon
Chaire Territorialisation

Les beautés ordinaires comme ferment de territoires accueillants

L'accueil à Thizy-les-Bourgs se joue dans le contexte paradoxal d'une petite ville en déprise, mais qui se renouvelle, construit et aménage beaucoup. Ce territoire attire mais repousse aussi. Il est aimé mais quitté volontiers. Il porte l'espoir d'une attractivité en tant que territoire « collectif plutôt que compétitif » et d'une hospitalité manifeste. Il s'agira de montrer comment l'accueil participe de l'habitabilité : l'hypothèse défendue est que la petite ville, telle que vécue de l'intérieur, réclame de considérer les beautés ordinaires, discrètes et alternatives comme des ressources internes, pérennes et fiables. L'enjeu de cette recherche, partagé avec les acteurs locaux, est de considérer que les politiques d'aménagement auraient tout à gagner à intégrer dans leurs référentiels ce type d'arguments.

Une enquête en quatre volets pour confronter les multiples formes du récit territorial

La recherche devra mettre à jour les ressorts ar-

gumentatifs et langagiers permettant de qualifier comment l'accueil rend « mieux » habitable le territoire. L'enquête, en 4 volets, confronte des propos complémentaires du même récit.

> « Ce qu'il faut faire pour se rendre attractif » : les grandes opérations d'aménagement assumées, leur rhétorique, leurs formes et leurs intentions seront analysés par les documents programmatiques (1).

> Des entretiens avec des élus et techniciens du territoire (2) serviront à bien comprendre la nature du système d'acteurs qui prévaut à cette politique ambitieuse et dynamique de revitalisation.

> Le territoire s'habite aussi au quotidien et se révèle plus ou moins accueillant. Des questionnaires (3) réguliers à destination d'un panel représentatif permettront de le vérifier (en faisant participer des habitants à l'enquête).

> L'enquête in situ (4) cherchera à mettre à jour (au cours d'immersions sur plusieurs jours, accompagnés de comédiens d'improvisation et d'architectes) des formes et leurs récits. Elle captera les propos tenus par des habitants habituellement non interviewés et les traces visibles de l'accueil et des beautés de Thizy-les-Bourgs.



BARONNIES PROVENÇALES



En pleine crise sanitaire, la santé est un sujet d'actualité. La COVID-19 a rendu plus aigus des problèmes d'accès aux services de santé déjà bien connus dans les territoires ruraux. Les confinements vont-ils renforcer le renoncement aux soins dont l'accès est déjà difficile là où l'offre se raréfie et où la mobilité n'est pas aisée ? C'est un paradoxe dans des territoires où l'on promeut le bien-être et la qualité de vie. C'est sur ce sujet que se penche le Parc naturel régional des Baronnies provençales avec 14 chercheurs et 27 partenaires (communes, hôpitaux, intercommunalité, Département...).

Une organisation territoriale concentrique : les villages au centre, les villes dans les franges

L'identité de ce territoire d'exception repose sur l'interface entre les milieux provençaux et alpins, il bénéficie d'un climat méditerranéen et d'une

géologie originale. Le territoire à dominante rurale, est marqué par un vieillissement de la population et une croissance démographique lente. Ces évolutions ont tendance à fragiliser le monde rural et particulièrement le cœur du Parc en déprise démographique et agricole. L'économie locale repose principalement sur l'agriculture et le tourisme. Rassemblant plus de 35 000 habitants et couvrant environ 2 000 km², le Parc est composé de nombreux villages et de quelques petites villes, dont la plus importante, Nyons, compte 7 500 habitants. Les villes se trouvent plutôt dans les franges Est et Ouest du territoire. Aucune ville ne structure le centre du territoire : les Baronnies provençales tiennent leur cohérence de leur configuration paysagère, géologique et environnementale, mais sur le plan historique elles se trouvent à la convergence de confins administratifs.

Créer des produits et services de soins et de santé grâce à la coopération entre acteurs

Le programme de recherche-action se propose d'interroger la notion de réciprocité entre les villes du Parc, les ville-portes de moins de



38 877 habitants
17 hab./km²
Drôme (26),
Hautes-Alpes (05)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS ET

PARTENAIRES

14 communes
2 intercommunalités
le département de la
Drôme Structures de santé
SCIC villages vivan

CHERCHEURS

Laboratoire PLÉIADE
Laboratoire UMR 5600 EVS
Laboratoire d'Études
Rurales Conseil scientifique
du PNR des Baronnies pro-
vençales

20 000 habitants et la grande ruralité du Parc naturel régional au travers d'un fil conducteur « être en santé dans les Baronnies provençales ». La notion de santé est appréhendée de manière large comme un enjeu aux multiples facettes complémentaires : à la fois la possibilité d'être soigné, mais aussi l'accès à l'éducation, à la culture, à une alimentation saine et à un environnement de qualité, toutes choses participant d'une vie « en santé » et nourrissant l'attractivité d'un territoire. Les trois axes explorés, biodiversité, qualité environnementale et offres de soins partagent l'hypothèse que la coopération entre acteurs permet de valoriser efficacement une ressource du territoire et de concrétiser un projet en émergence. Le projet de recherche apportera des propositions d'actions en fonction de cette exploration : élaborer une cartographie du système d'acteurs, des projets et des ressources, formuler des propositions méthodologiques de coopération dans le cas de projets déjà constitués

Coordination et communication comme piliers des recherches

Le projet réunit 14 chercheurs issus de champs

disciplinaires : des géographes, écologues, historiens, sociologues... Cette approche pluridisciplinaire donnera lieu à une exploration de la problématique de recherche en mobilisant des concepts et outils méthodologiques diversifiés. Outre la richesse du récit territorial qui en résultera grâce à des enquêtes et entretiens d'élus locaux et d'acteurs de la santé et du bien-être sur le territoire, cela permettra de dégager des éléments de constats partagés sur les ressources valorisables et des pistes d'actions consolidées à l'échelle de l'ensemble du projet de recherche au bénéfice des acteurs locaux. Si le fil conducteur de la démarche est la coopération des acteurs du territoire, elle est aussi un enjeu fort de l'équipe de recherche. Enfin, la notion de recherche-action suppose une étroite relation entre ces deux composantes : l'équipe a fait le choix d'organiser dès le départ du projet un groupe technique qui réunit les chercheurs et les techniciens du Parc. Le comité de pilotage réunit les élus et acteurs locaux qui ont manifesté leur intérêt à cette démarche.



LAURÉAT 2019

BRIANÇON



Petite municipalité au tissu urbain lâche et étendu, Briançon (12 000 habitants, située dans les Hautes-Alpes) est confrontée au défi de contenir son urbanisation et, pour cela, de mobiliser les espaces vacants à disposition. Elle appartient aux 222 villes retenues dans le cadre du plan national « Action cœur de ville » pour restructurer l'habitat et les espaces publics de centre-ville.

Le réinvestissement du patrimoine militaire

Depuis plusieurs années, les territoires ruraux subissent eux aussi les effets de la métropolisation. Les politiques urbaines menées à partir des années 1960 ont conduit à un double phénomène d'explosion/implosion : les périphéries continuent à s'étendre, alors même que les centres historiques se dégradent et se dépeuplent. Suite à la fin de l'activité militaire en 2009, la municipalité de Briançon a orienté son économie vers le tourisme et réorganisé sa structure urbaine

vers de nouvelles aires tertiaires, commerciales et résidentielles. Parallèlement, la ville ancienne – encerclée par les fortifications de Vauban (UNESCO) – est devenue le support de trois processus : la muséification ; l'abandon et la dégradation des tissus ; des modes d'habiter qui persistent et se renouvellent.

Une approche par le tiers foncier

Pour qualifier les espaces en attente d'affectation, une approche par le tiers foncier permet d'expliquer le passage d'un foncier au statut déterminé à un foncier au statut indéterminé. Pour cela, le modèle est fondé sur l'analyse croisée de trois caractéristiques - la forme (bâti, non bâti), la propriété (public, privé) et les usages (pratiques, fonction) - et resitue la situation de vacance par rapport aux évolutions des modèles économiques et des orientations politiques locales et nationales. Le tiers foncier permet ainsi de révéler des situations d'entre-deux irrésolues : entre deux propriétés, entre maîtrise et permisivité, entre abandon et appropriation. C'est dans cette tension permanente entre espaces planifiés et



11 625 habitants
414,1 hab./km²
Hautes-Alpes (05)

Programme
Action cœur de ville

espaces imprévus que la ville se fabrique et que les citoyens évoluent. A Briançon, il s'agit de situations de vacance telles que les appartements situés dans le centre-ville ancien ou dans les copropriétés dégradées, les bâtiments abandonnés qui ne sont pas considérés comme ayant une valeur patrimoniale et qui se dégradent progressivement au sein de la trame bâtie et habitée, et les espaces libres de construction non affectés à une fonction précise.

Un diagnostic des tiers fonciers confronté aux acteurs

Dans ce contexte, cette recherche explore des modèles alternatifs de projet pour favoriser la coopération entre les acteurs locaux (institutions, professionnels, associations et habitants), visant à la rénovation des centres historiques de montagne. Pour cela, la recherche s'organise en trois temps. Il s'agit tout d'abord d'effectuer des relevés socio-spatiaux (état du bâti, modes d'occupation, analyse des situations foncières à partir du modèle du tiers foncier, puis de mettre en place des ateliers d'idées avec les acteurs locaux

ÉLUS

Arnaud Murgia
Maire de Briançon

PROFESSIONNELS

Laurence Deslandes
Responsable de
l'Urbanisme de la
Commune
de Briançon

CHERCHEURS

Marion Serre
Responsable scientifique,
École Nationale Supérieure
d'Architecture de Marseille –
Project[s]
Gabriele Salvia
École Nationale Supérieure
d'Architecture
de Marseille – Project[s]

EN SAVOIR PLUS

 **Film, Habiter le centre ancien**, la série documentaire POPSU, 2020

Ce film a été récompensé « Meilleur court métrage » au Better Cities festival (ONU Habitat, 2020) et « Trophée d'Argent » au Deauville Green Awards 2020.



Carnet de territoires, *Le patrimoine vacant des les petites villes. Briançon (Hautes-Alpes) au défi de la monoculture touristique*, Autrement 2022

pour construire une image héritée de la vieille ville. Enfin, il s'agira de mener un atelier intensif de projet (étudiants et acteurs locaux) pour construire une image projetée. L'objectif final est d'identifier les ressources de la commune et leur potentiel de mutation, tant programmatique qu'architectural.



LAURÉAT 2020

DIGNE-LES-BAINS



Chef-lieu du département des Alpes-de-Haute-Provence, la ville thermale de Digne-les-Bains se caractérise par un faible dynamisme démographique – baisse du nombre d'habitants de 10 % en dix ans – et économique – baisse de 0,5 % du nombre d'emploi annuel moyen sur dix ans sur sa zone d'emploi. Les enjeux de développement du territoire sont de renforcer une économie plurielle moins dépendante des activités publiques, ainsi que de révéler et saisir les ressources présentes - cadre naturel, services – liées à des activités de santé et bien-être.

Enjeux de développement d'un territoire à faible densité de population et d'autres ressources

Comme un certain nombre de villes de petite taille en France, Digne-les-Bains cumule les diffi-

cultés. Toutefois, elle bénéficie de ressources, souvent invisibilisées, qui restent à valoriser : concentration de services publics, centralité géographique, patrimoine naturel remarquable, image des thermes, etc. Différents projets s'efforcent aujourd'hui de révéler et d'activer ces ressources et les coordonner, mais aussi de diversifier un développement fondé sur le patrimoine naturel et culturel, et de réussir la transition numérique. De ville administrative, elle pourrait devenir ville productive et créative.

Dans cette transition, des projets de Tiers Lieux cherchent à régénérer l'écosystème local en tant qu'espaces de coordination de ressources (un espace de coworking « Diniapolis », un projet de living lab orienté « nature-santé » et un projet d'espace culturel partagé « le Top »). Ces projets proposent de nouvelles approches pour envisager des transitions socio-économiques et numériques. Leur démarche est fondée sur trois dynamiques : valoriser les ressources latentes du territoire, engager une vision large et ouverte de l'innovation, valoriser la créativité sociale et transformer l'action publique.



16 460 habitants
140,6 hab./km²
Alpes-de-Haute-
Provence (04)

Programme
Action cœur de ville

ÉLUS

Patricia Granet-Brunello
*Maire de Digne-les-Bains,
Présidente de Provence
Alpes Agglomération*

PROFESSIONNELS

Renaud Rouquette
*Responsable du service
développement
économique, Provence
Alpes Agglomération*

CHERCHEURS

Nadine Richez-Battesti
*Responsable scientifique,
Aix-Marseille Université -
LEST*
Julien Maisonnasse
*Aix-Marseille Université -
AMU et LEST*
Raphaël Besson
*Directeur de Villes
Innovations, chercheur
rattaché à PACTE*

Co-construire des outils d'analyse et de représentation des externalités territoriales produites par les Tiers Lieux

Afin de mieux comprendre le rôle des Tiers Lieux de Digne-les-Bains dans les processus de régénération territoriale, il est proposé de co-construire des outils d'analyse et de représentation des externalités territoriales produites par les Tiers Lieux. Les Tiers Lieux formulent un certain nombre de promesses quant à leurs effets supposés sur les transitions numériques et socio-économiques. Comment évaluer de telles promesses ? Qu'en est-il des actions effectivement déployées et de leurs effets directs, indirects et induits ? Il s'agit d'ouvrir la boîte noire des externalités produites par les Tiers Lieux.

L'imbrication d'expertises diversifiées

La démarche d'évaluation des externalités sera co-construite in itinere avec des chercheurs experts, des porteurs du projet et des citoyens du territoire (pour comprendre et capitaliser les résultats du projet), adossée à un dispositif de dif-

fusion et de valorisation de la démarche (pour faire connaître et diffuser les résultats du projet). Le dispositif d'évaluation repose sur l'imbrication de trois types de méthodes : un premier protocole qualifié d'expert (identification d'indicateurs d'impacts a priori), puis une méthode d'auto-évaluation des porteurs du projet (posture d'auto-évaluation pour redéfinir chemin faisant les actions et les objectifs avec les porteurs de projets) et enfin une évaluation citoyenne avec les usagers (expertise d'usage).

Afin d'accompagner les parties prenantes et les citoyens évaluateurs dans la construction des outils de l'évaluation, de collecte, de représentation des externalités et de leur appropriation quatre ateliers seront menés, et en parallèle, une série d'entretiens avec des acteurs clés du territoire.



LAURÉAT 2019

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE

ISLE SUR LA SORGUE
VILLAGE MONDE

Pour exister sur son territoire, la commune de L'Isle-sur-la-Sorgue, située dans le département du Vaucluse et composée de 19483 habitants (INSEE 2015), s'est engagée en 2017 dans une démarche de marketing territorial : L'Isle-sur-la-Sorgue Village-monde. Le programme de recherche proposé ici vise à en interroger les principaux ressorts, les effets en terme de gouvernance territoriale tout comme les dynamiques de réception par la population locale.

Attractivité et inégalités territoriales

Concernant la politique de marketing territorial impulsée par la commune, l'équipe a décidé de se concentrer plus particulièrement sur la stratégie d'innovation patrimoniale et culturelle, notamment celle en cours autour de la réhabilitation du centre historique, L'Isle-sur-la-Sorgue Village-monde. Il s'agit ainsi de questionner les impacts de cette stratégie en termes d'attraction de clientèle nationale et/ou internationale mais aussi au

niveau des enjeux de gouvernance métropolitains. Si la métropolisation d'Avignon (projet du Grand Delta rhodanien) et d'Aix-Marseille Provence est une composante essentielle de l'attractivité des territoires, la commune y voit aussi une menace due à la faiblesse d'image d'Avignon et à la montée en puissance de la Métropole d'Aix-Marseille Provence. Comment une petite ville arrive-t-elle - ou non - à mutualiser et développer des synergies fortes en termes de marque, d'offres, d'actions transversales, de communication, d'organisation ou de financement avec d'autres niveaux territoriaux plus importants ? Quelle gouvernance, quelle animation et quels supports peuvent être pensés et mis en place pour « trouver sa place » et faire vivre la démarche et le plan d'action associé ? L'équipe sera également attentive à analyser les fractures territoriales que peut porter en germe cette stratégie.

Au-delà des seuls influenceurs : à la rencontre des nouveaux arrivants et des publics en marge

Afin d'interroger les effets et les conditions de réussite de cette démarche territoriale, un focus



19 421 habitants
435,7 hab./km²
Vaucluse (84)

Programme
Petites villes de demain

sur les « nouveaux arrivants », cœur de cible des politiques d'attractivité, sera réalisé à travers l'élaboration d'un portrait socio-démographique de ces habitants. Il s'agit par ailleurs ici de dépasser la figure classique des « influenceurs » largement mobilisée dans la démarche pour s'intéresser à des catégories d'acteurs du territoire jusque-là peu ou pas impliqués : associations non directement mobilisées dans la réhabilitation du centre historique, populations paupérisées du centre-ville, nouveaux arrivants, populations vivant à la périphérie du périmètre « Village-monde », jeunes en difficulté sociale et professionnelle.

Mise en place d'une ingénierie participative

L'équipe de recherche a identifié plusieurs actions visant à la valorisation des travaux, dont l'association de filières universitaires (Sciences Po Aix / EJCAM, Université d'Avignon) ou la mise en place d'une ingénierie participative forte. Après des séries d'entretiens qualitatifs auprès de publics variés, trois focus group ont ainsi été organisés auprès des catégories de population « nouveaux arrivants », « jeunes en difficulté so-

PROFESSIONNELS

David Albendea
Directeur Habitat
Environnement et
Développement Durable,
Mairie de l'Isle sur la Sorgue
Géraldine Cautier
Coordinatrice Isle-sur-la-
Sorgue Village-monde
Caroline Fischer
Coordinatrice Isle-sur-la-
Sorgue Village-monde
François Guyonnet
Directeur du patrimoine,
Mairie
de l'Isle-sur-la-Sorgue

CHERCHEURS

Magali Nonjon
Responsable scientifique,
IEP d'Aix-en-Provence -
CHERPA
Christèle Lagier
Responsable scientifique,
Avignon Université - LBNC
Philippe Aldrin
IEP d'Aix en Provence -
CHERPA
Jeanne Vermeirsche
IEP d'Aix-en-Provence-
CHERPA

EN SAVOIR PLUS

 **Film**, *Un marketing territorial pour tous*, La série documentaire POPSU, 2020



Rapport de recherche, *Habiter dans un territoire en transition : politiques d'attractivité et fractures territoriales à l'Isle-sur-la-Sorgue*, 2022



PAYS DES ÉCRINS



La Communauté de Commune du Pays d'Écrins (CCPE) est un territoire de montagne dont l'économie est basée principalement sur les revenus du tourisme, son agriculture a quasiment disparu et son patrimoine paysager est mondialement connu. L'évolution climatique pousse le territoire à s'adapter, notamment aux modifications du régime des aléas naturels et du régime nival, qui viennent directement questionner l'organisation du territoire extrêmement délicate à gérer, entre risques naturels et zones touristiques.

Le changement climatique à l'œuvre dans les territoires de montagne

Dans un contexte de changement climatique, les aléas naturels ont tendance à augmenter. Les politiques sur les risques, sur le climat, sur les transitions, édictées à l'échelle nationale, s'ap-

pliquent difficilement à la réalité des territoires, dont les spécificités géographiques, climatiques, économiques et sociales viennent discuter la politique gouvernementale. L'isolement de certains territoires amplifie ce constat, et ceci est d'autant plus vrai dans les Alpes du Sud qui se réchauffent de +1.5 à +1.7°C depuis 1950, présageant une quasi-disparition de la neige au printemps ainsi qu'une forte baisse des débits d'été et d'automne. Les conséquences attendues sont alarmantes, avec une augmentation des aléas naturels. Ces territoires sont en pleine transition. Celle-ci est souvent abordée sous l'angle focalisé de l'après-ski or, elle affecte l'ensemble des organisations territoriales (société locale, urbanisme, agriculture, etc.). Après un modèle fondé sur l'agropastoralisme, sur l'industrie, puis sur le tourisme du ski, quelle trajectoire sera prise cette fois-ci ? La CCPE est particulièrement concernée par ce contexte et constitue le terrain d'étude du projet.

Vers une transition des montagnes durable ?

Ces dernières décennies ont vu l'apparition d'ini-



6 663 habitants
14,4 hab./km²
Hautes-Alpes (05)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Cyrille Drujon D'Astros
Président de la Communauté de Commune du Pays des Écrins

PROFESSIONNELS

Amandine Crévolin
Cabinet d'études sur la Gestion des risques naturels, Penon-Conseils
Christelle Gaidatzis
Médiatrice (scientifique, sociale, interculturelle...), Association Comet
Xavier Desrouseaux
Géomaticien
Camille Bassuel
Informaticien

CHERCHEURS

Aurélie Arnaud
Responsable scientifique, Aix-Marseille Université - LIEU
Elise Beck
Université Grenoble Alpes - PACTE
Anouk Bonnemains
Université de Lausanne - IGD
Cécilia Claeys
Aix-Marseille Université - LPED
Mikaël Chambru
Université Grenoble - GRESEC
Cathy Krohmer
Faculté d'Économie et de Gestion - LEST
Vincent Vlès
Université de Toulouse - CERTOP
Ornella Zaza
Aix-Marseille Université - LIEU

EN SAVOIR PLUS



Reportage, Manuel Bouquet, 2022, disponible sur TERRA

tiatives durables ou d'innovations sociales, laissant penser qu'une transition des montagnes vers un système territorial plus durable est possible, pas seulement focalisée sur l'écologie, l'économie — dont le rapprochement des métropoles — mais bien vers le triptyque société-environnement-économie. L'enjeu est ici d'aider à cheminer vers une trajectoire consensuelle élaborée sur les « récits territoriaux » étudiés sous l'angle des capacités et des vulnérabilités environnementales, mais également de l'innovation sociale et de l'appropriation du numérique, au service de la prévention des risques.

Coconstruction de trajectoires

La recherche-action se structure en quatre étapes, dont chacune mobilise des méthodes pluridisciplinaires.

- 1- L'analyse des documents de planification et réglementation ;
- 2- saisir l'imaginaire de la montagne de demain via une enquête sociologique ;
- 3- fort de ces analyses : mise en évidence des

écarts/convergences entre le perçu, le mesuré et le réglementé qui seront cartographiés, afin de fabriquer des supports de coconstruction.

4- la coconstruction d'une trajectoire durable et partagée entre tous les acteurs du territoire permettant de coproduire des outils cartographiques facilitant le cheminement vers l'élaboration de projets territoriaux.



LAURÉAT 2021

VALLEE DE LA ROYA



La situation de crise provoquée par les intempéries exceptionnelles d'octobre 2020 a rendu plus visibles les problématiques d'enclavement des territoires de la vallée de la Roya et a provoqué un effet levier pour l'émergence de nouvelles dynamiques socio-spatiales. La petite ligne ferroviaire reliant Nice à Tende, seule infrastructure peu endommagée, est devenue une véritable « ligne de vie » pour ces territoires, ravivant les mobilisations des habitants, société civile et élus pour son maintien.

Les petites lignes ferroviaires, supports d'innovations socio-spatiales ?

Depuis la catastrophe naturelle, la petite ligne et les gares sont devenues le support de pratiques quotidiennes et exceptionnelles portées par des

acteurs autres que le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, tels que collectivités, élus, citoyens et associations. Les espaces autour de la gare sont transformés en pôle d'échange intermodal improvisé (Breil-sur-Roya) ou font l'objet de réflexion pour être convertis en tiers lieu rural (Saint-Dalmas de Tende) ; le bâtiment de la gare est imaginé comme un lieu d'expérimentation d'habitat temporaire (Breil-sur-Roya). Ces pratiques offrent l'opportunité de porter un regard sur les infrastructures territoriales qui va au-delà d'une approche technico-économique de la mobilité et qui réinscrit la petite ligne ferroviaire au sein d'une dynamique socio-économique locale et d'une histoire propres à ce territoire. Le cas d'étude de la vallée de la Roya représente aussi l'occasion d'interroger plus largement l'avenir des petites lignes ferroviaires en France et leur potentiel de transformation au service des territoires qu'elles traversent.



Alpes Maritimes (06)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Daniel Alberti
Maire de la Brigue
Brigitte Bresc
Maire de Saorge
Jean-Claude Guibal
*Président de la
Communauté
d'Agglomération de Riviera
Française*
Sébastien Olharan
Maire de Breil-sur-Roya
Philippe Oudot
Maire de Fontan
Jean-Pierre Vassalo
Maire de Tende

PROFESSIONNELS

Gabriele Salvia
*Atelier d'architecture et
d'urbanisme Tiers LAB*
Marion Serre
*Atelier d'architecture et
d'urbanisme Tiers LAB*

CHERCHEURS

Angelo Bertoni
*Responsable scientifique,
Aix-Marseille Université -
TELEMMe*
Ornella Zaza
*Aix-Marseille Université -
LIEU*

EN SAVOIR PLUS



Cahier de recherche, Du train au métro valléen.
*Formes, représentations et usages des lignes
ferroviaires de la Vallée de la Roya*

Vers la construction d'une métro-montagne d'équilibre

La destruction des infrastructures routières et la dégradation du cadre naturel risquent toutefois de contribuer à la désertification des villages de la vallée et de fragiliser l'économie locale, principalement orientée vers le développement touristique. Cela invite à repenser une stratégie de développement capable de renforcer les liens entre la métropole niçoise et l'arrière-pays. Dans ce contexte, la notion de « métro-montagne », introduisant l'idée d'une réciprocité possible entre les ressources territoriales dont les métropoles profiteraient et l'ensemble des liens sociaux, fonctions et services métropolitains accessibles aux territoires de montagne, permet de porter un regard sur la grande échelle, questionnant le rapport entre la vallée de la Roya, les territoires métropolitains environnants et les territoires transfrontaliers. Ce regard propose ainsi de dépasser les oppositions dialogiques métropole-arrière-pays, ville-montagne, prédominance- dépendance, centralité-marginalité, qui enferment trop souvent les territoires à l'intérieur de récits surplombants.

Trois chantiers en dialogue

Trois chantiers de recherche seront conduits et mis en dialogue. Un chantier théorique, fondé sur l'analyse des documents réglementaires (diagnostics, SCOT, PLU, projets récents et en cours, etc.) et la production théorique sur l'innovation sociale et le rapport montagne-métropole en aménagement ; un chantier empirique, qui explorera l'expérience des lieux, la compréhension des réseaux d'acteurs et la connaissance des récits sur la vallée, ainsi que des caractéristiques et temporalités des innovations socio-spatiales aujourd'hui à l'œuvre ; un chantier opératoire, avec la mise en place d'un processus de recherche-action multi-acteurs et multi-sites, fondé sur des ateliers pédagogiques et un forum hybride, pour favoriser une vision partagée entre les acteurs institutionnels et la société civile. Une lecture photographique du territoire traversé par la petite ligne de train, permettra de construire un récit visuel rendant compte de l'expérience du paysage vécue par les usagers du train et les habitants de la vallée.



LAURÉAT 2023

VALLÉE DE L'UBAYE SERRE-PONÇON



Ce projet se propose d'étudier les recompositions à l'œuvre dans les pratiques de mobilité des habitants d'un territoire de montagne : la vallée de l'Ubaye. Haute-vallée alpine, elle est soumise à des problématiques d'enclavement, de changements sociaux et démographiques. La démarche vise à identifier les cultures et les besoins de mobilité sur le territoire et à accompagner les changements de comportement à travers des ateliers de co-construction impliquant habitants, techniciens et élus.

Une haute vallée alpine aux dynamiques contrastées

Située au sud de Gap, en position frontalière avec l'Italie, la communauté de communes de la Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon s'ancre dans un territoire rural de moyenne montagne, caractérisé par de faibles densités démographiques et par un isolement relatif. Au sein de cette haute vallée alpine, Barcelonnette (2550

hab.), et secondairement, Jausiers (1150 hab.), accueillent la majorité des emplois et les principaux équipements de proximité. Ces deux pôles animent un territoire composé pour le reste de petites communes marquées par un peuplement dispersé et de nombreux hameaux. Après trois décennies de croissance démographique continue (1982-2008) portée par la vitalité de l'économie touristique et les migrations de retraite, le territoire perd désormais des habitants en raison du départ des jeunes, du vieillissement de la population et de la fermeture des activités militaires (2008) dont les effets ont été négatifs sur l'emploi (- 9 % entre 2008 et 2018). Pour autant, ce territoire continue d'être attractif auprès des retraités, des résidents secondaires et en vertu d'une activité touristique « quatre saisons » qui commence à se renouveler dans ses formes en complément du tourisme de sports d'hiver fragilisé par le déficit chronique d'enneigement. Parmi les nombreuses initiatives locales, plusieurs projets (pistes cyclables, transport par câble entre le fond de vallée et la station locale, etc.) concernent les mobilités du quotidien. Ce territoire étant marqué par une forte



7 678 habitants
7,6 hab./km²
Alpes-de-Haute-
Provence (04)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS

Sophie Vaginay-Ricourt
Maire de Barcelonnette
Jacques Fortoul
Maire de Jausiers

TECHNICIENS

Simon Brisard
Chargé de mission Plan-
climat, CCUSP
François Eyraud
Chargée de mission
Mobilités CCUSP

CHERCHEURES

Laurent Cailly
Responsable scientifique,
Université de Tours, UMR
Citeres,
Mathieu Leborgne
Sociologue, Aix-Marseille
Université, UMR Mésopolhis
Anaïs Degache
Aix-Marseille Université, UMR
LPED

dépendance automobile, la mobilité constitue un enjeu de premier plan pour les habitants comme pour les élus.

Comprendre et accompagner les changements de pratiques de mobilité en milieu rural de moyennes montagnes

La recherche se donne pour finalité d'examiner, en milieu rural et de montagne, les conditions d'une transition vers des mobilités décarbonées conjuguant « exigence de sobriété » et « droit à la mobilité pour tous ». Sur cette base, il s'agit d'accompagner les acteurs du territoire dans une réflexion sur les politiques locales de mobilité et les changements d'usages, en identifiant les déterminants, les freins et les leviers aux changements de pratiques. Les contraintes liées aux basses densités, couplées aux caractéristiques morphologiques du territoire, peuvent donner le sentiment que l'autosolisme est un horizon indépassable. À travers une approche sociologique de la mobilité le projet réinterroge la mobilité rurale au-delà de tout présumé, permet d'identifier des contraintes qui s'exercent sur les ménages

mais également la diversité des ressources qui s'offrent à eux pour s'organiser et produire de nouveaux arrangements dans un contexte d'injonction au changement et de crises emboîtées (climatiques, énergétique, sociale). Au-delà du cas d'étude, il s'agit aussi d'expérimenter une méthode qui vise à comprendre et accompagner les changements de comportement de mobilité en prenant au sérieux les singularités du territoire, les caractéristiques de la société locale, la diversité des besoins de mobilité qui s'y expriment, en lien avec la construction des modes de vie et d'habiter. Cette approche des modes de vie est d'autant plus importante qu'elle questionne l'imbrication de deux types de mobilités : celle du quotidien et celle configurée par l'activité touristique à la bi-saisonnalité encore très marquée.



LAURÉAT 2021

VOLONNE



Volonne, commune de 1 650 habitants située dans les Alpes-de-Haute-Provence, a initié en 2014 un projet de requalification du centre-bourg labellisé EcoQuartier et Quartier Durable Méditerranéen. La municipalité observe aujourd'hui comme un prolongement de cette dynamique dans l'ensemble du village où se développe une multitude d'initiatives portées par des habitants, qu'elle entend mieux comprendre pour pouvoir les accompagner et pérenniser ce mouvement de participation spontanée.

De l'EcoQuartier à la multiplication des initiatives citoyennes

Malgré un dynamisme associatif et une attractivité touristique réels, Volonne a connu, à partir du début des années 2000, un essoufflement marqué (fermeture de nombreux commerces de proximité et services publics ou de santé).

Sentant sa vitalité et son dynamisme économique menacés, et à la faveur du renouvellement de l'équipe municipale lors des élections de 2014, la commune s'est alors lancée dans un projet de requalification du centre bourg inscrit dans la démarche EcoQuartier.

Si la recréation de lien social constituait l'un des objectifs de la démarche et des aménagements réalisés (maison de santé, logements sociaux...), la municipalité observe aujourd'hui comme un prolongement de cette dynamique dans l'ensemble du village où une multitude d'initiatives / démarches / projets, portés par des habitants (centrale photovoltaïque citoyenne, gratuiterie, jardins partagés, végétalisation spontanée d'espaces délaissés...), semble témoigner d'un essaimage / d'une diffusion / d'un effet tâche d'huile de l'EcoQuartier que la municipalité entend mieux cerner et accompagner.

Ecoquartier, initiatives citoyennes et action publique : quelles interactions ?

La recherche vise alors à comprendre ces initiatives citoyennes en développement, interroger



1 650 habitants
67 hab./km²
Alpes-de-Haute-
Provence (04)

ÉLUES

Sandrine Cosserrat
Maire de Volonne
Marie-Anne Muller
Adjointe au village partici-
patif

PROFESSIONNELLE

Mathilde Stoclin
Chargée de mission
environnement

CHERCHEURES

Séverine Bonnin-Oliveira
Responsable scientifique,
Aix-Marseille Université -
LIEU
Émeline Hatt
Responsable scientifique,
Aix-Marseille Université -
LIEU

EN SAVOIR PLUS



Document. *Livret de la participation citoyenne*
disponible sur le site internet

leur capacité d'interpellation de l'action publique et leur éventuelle intégration par celle-ci. Il s'agit à la fois de savoir si la dynamique de l'EcoQuartier a participé (et comment ?) à l'émergence et/ou à la diffusion des initiatives citoyennes, et dans quelle mesure la collectivité peut les accompagner et les intégrer à l'action publique pour contribuer à l'émergence d'un village participatif.

Pour cela, la recherche travaille à caractériser les initiatives citoyennes, quel qu'en soit le niveau d'avancement, pour en dresser un état des lieux ; formuler les besoins et/ou attentes des acteurs locaux (porteurs de projets comme acteurs publics) vis-à-vis de ces initiatives, préalable à leur possible / nécessaire accompagnement ; engager une réflexion sur l'avenir de ces pratiques en questionnant leur pérennisation / élargissement sur le long terme et à d'autres échelles.

La co-construction d'un livret du village participatif

Autant de chantiers qui alimenteront l'élaboration d'un livret du village participatif, horizon de

la recherche-action.

Pour cela, l'état des lieux des initiatives citoyennes, réalisé sur la base d'une approche qualitative (recherche documentaire, entretiens, observation de terrain), alimentera un temps d'échange visant à mettre en débat les attentes des porteurs et faire émerger des modalités d'accompagnement différenciées. Cela dessinera les contours du « livret du village participatif » : conçu comme un catalogue de l'existant, un mode d'emploi pour accompagner de nouveaux porteurs potentiels et un marqueur du lien entre initiatives citoyennes et action publique, il fera l'objet de plusieurs ateliers participatifs de co-production afin d'élaborer cet outil visant à faire connaître et encourager le développement des initiatives citoyennes à Volonne et au-delà.

OUTRE-MER







LAURÉAT 2023

AWALA-YALIMAPO



La commune Awala-Yalimapo est depuis plusieurs années confrontée à des processus d'érosion et de submersion de son littoral entraînant un risque pour le village de Yalimapo. Dans ce contexte érosif marqué, les élus se posent la question de l'adaptation du territoire communal face à ces processus nécessitant la mise en œuvre d'une possible relocalisation d'une partie du village tout en sauvegardant l'identité amérindienne du territoire.

L'administration d'Awala-Yalimapo

La commune d'Awala-Yalimapo est une jeune commune créée en 1988 et a pour spécificité d'être l'une des deux communes autochtones de Guyane. Elle présente la caractéristique d'être peuplée majoritairement d'Amérindiens. Ce statut fait que la commune est conjointement administrée par les élus et les deux chefs coutumiers. Ces derniers sont directement

impliqués dans la gestion du foncier et notamment dans l'attribution du foncier et des permis de construire. L'autorité coutumière dispose d'un arrêté reconnaissant ses droits d'usages collectifs exclusifs.

Face aux risques d'érosion et de submersion, l'enjeu de relocaliser une commune

La population face aux processus morpho-sédimentaires très dynamiques a dû s'adapter à travers le temps par une très grande mobilité de ses activités et donc de son habitat. L'architecture vernaculaire elle-même, par les techniques constructives employées, répond à ce besoin de mutabilité et de mobilité. Mais qu'en est-il aujourd'hui avec des implantations villageoises fondées sur des principes d'urbanisation, d'équipement et de réseaux fixes ? Ce phénomène interroge certes la municipalité d'Awala-Yalimapo sur la gestion des crises ponctuelles récentes (submersion marine dont la fréquence et la propagation s'intensifient) mais également sur l'anticipation



1449 habitants
Guyane

ÉLUS

Félix Tiouka
*4^e adjoint à la commune
d'Awala-Yalimapo*

PROFESSIONNELS

Juliette Guirado
*Directrice de l'AUDeC,
Agence d'Urbanisme et de
Développement de la
Guyane*

Johan Chevalier
*Micro-entreprise WANO,
prestataire auprès de la
Mairie d'Awala-Yalimpo
pour la gestion de l'érosion
côtière*

CHERCHEURS

Valérie Morel
*Responsable scientifique,
Université d'Artois,
laboratoire EA2468
Discontinuités*

Sylvie Letniowska-Swiat
*Université d'Artois,
laboratoire EA2468
Discontinuités*

Sylvie Coupleux
*Université d'Artois,
laboratoire EA2468
Discontinuités*

d'une érosion telle qu'elle devrait placer certains habitants en situation de risque avéré nécessitant une relocalisation d'une partie des habitations. Une telle situation ayant déjà eu lieu par le passé avec une population certes mobile, nous questionne aujourd'hui sur les capacités concrètes de déplacement d'une partie des administrés, de leur habitat et de leurs activités. Elle appelle une réflexion architecturale et urbaine sur une ville amérindienne mutable, à la frontière entre itinérance et ancrage territorial, entre modernité et tradition.

Vers une gestion du littoral renouvelée ?

Outre le fait d'analyser, de décrire et de prévoir la dynamique côtière et la submersion marine, le projet vise principalement à favoriser le dialogue et l'acceptabilité des risques et des solutions techniques, notamment en termes de mutabilité. Le projet de recherche-action promet en définitive d'aider collectivement la municipalité et ses administrés à se projeter dans un territoire mouvant, tout en légitimant l'ambition d'exemplarité et en innovant dans la démarche

et la co-construction d'un territoire résilient en dépassant les démarches et les normes proposé par la pensée de la France hexagonale qui produit les règles urbaines et le cadre légal. La recherche propose de renverser le regard sur la gestion d'un territoire littoral confronté à une crise érosion/submersion en partant du terrain et des ces caractéristiques et non du savoir-faire hexagonal. L'ensemble de l'approche développée pour envisager le projet de relocalisation pour la commune d'Awala-Yalimapo participe pleinement à la stratégie de gestion du littoral envisagée par la municipalité.



LAURÉAT 2021

ÉTANG-SALÉ



L'Étang-Salé est une petite ville située au Sud-Ouest de l'Île de la Réunion. Le projet consiste à accompagner ses habitants, les élus et les cadres techniques dans une démarche de réflexion collective concernant la notion de qualité de vie durable et partagée, permettant de fédérer l'ensemble des acteurs autour d'un récit et d'un projet territorial commun. La démarche vise à réinterroger la notion de ville durable à partir du terrain, dans le contexte spécifique d'une petite ville ultramarine tropicale.

Une petite ville tropicale marquée par l'existence de trois identités territoriales distinctes

La commune de l'Étang Salé revêt la particularité d'être organisée en trois grandes entités territoriales qui constituent autant d'identités distinctes : la ville des Hauts, située en lisière de forêt et em-

piétant toujours plus sur la sole cannière, le centre, à vocation administrative et commerciale, et la ville des Bas, littorale et tournée vers les activités balnéaires. Ces trois espaces sont délimités par des frontières bien marquées : la route nationale 1, ou « route des Tamarins », et l'emblématique forêt de l'ONF, aménagée en site sportif.

Cette fragmentation territoriale de la commune se double d'une forte division sociale de l'espace : tandis que les ménages les plus aisés résident principalement dans la partie balnéaire de la ville, on trouve dans les Hauts des familles aux revenus beaucoup plus modestes.

Malgré une stagnation de la population depuis plusieurs années, la dynamique d'urbanisation demeure importante, alimentée notamment par la proximité des agglomérations voisines de Saint-Pierre et Saint-Leu. L'Étang Salé tend de ce fait à se transformer progressivement en ville-dortoir, ce qui ne favorise pas la consolidation d'une identité collective, pourtant importante à faire émerger pour renforcer la cohésion sociale et mobiliser la population autour d'un projet de territoire partagé.



13 894 habitants
353,1 hab./km²
La Réunion (974)

Programme
Petites villes de demain

ÉLUS


Mathieu Hoarau
Maire de l'Etang-Salé

CHERCHEURS

Delphine Chouillou
*Responsable scientifique,
École d'architecture
de La Réunion*
Catherine Paquette
*Responsable scientifique,
Institut de recherche
pour le développement*
Évelyne Adelin
Université de La Réunion
Angélique Begue
Université de La Réunion
Tanika Join
Université de La Réunion

Lydie Laigle
*Centre scientifique et
technique du bâtiment*
Nathalie Noel
Université de La Réunion
Gwenaëlle Pennober
Université de La Réunion
Marie Thiann-Bo Morel
Université de La Réunion
Michel Watin
*Université de La Réunion,
École d'architecture
de la Réunion*

EN SAVOIR PLUS

 **Film, L'Etang-Salé, un projet de recherche-action
POPSU porté par l'école d'architecture de la
Réunion, disponible sur popsu.archi.fr**

Penser la ville durable depuis le terrain, avec les habitants et les acteurs locaux

L'attention portée à la durabilité urbaine, que ce soit dans le cadre de l'action publique ou de la recherche, a tendance à se concentrer sur les métropoles et les grandes villes, où les problématiques environnementales et sociales apparaissent préoccupantes. Le projet consiste à interroger la notion de ville durable, référentiel devenu omniprésent en matière d'aménagement urbain et de développement local, dans un tout autre contexte : celui d'une ville de petite taille, située de surcroît Outre-mer. Quels sont les atouts de la petite ville tropicale ultramarine au regard de cette idéal de durabilité urbaine qu'on cherche partout à mettre en œuvre ? Ceux-ci sont-ils aujourd'hui suffisamment perçus par les habitants, les cadres techniques et les élus ? Plutôt que de mobiliser un référentiel national unique et homogène afin de penser la ville durable dans ce contexte spécifique, le projet propose de définir les contours et le contenu de cette notion à partir du terrain et avec les acteurs locaux, afin de construire un projet de territoire commun, porteur des attentes et aspirations de la population.

Une stratégie méthodologique participative, du diagnostic à la valorisation

Durant la première phase du projet, un diagnostic territorial participatif sera co-construit avec trois groupes d'acteurs, en s'appuyant sur leur expertise : les habitants, les élus et les cadres techniques locaux. Des entretiens seront réalisés, ainsi que des parcours commentés et un exercice de cartographie participative. Le résultat de ce diagnostic participatif sera ensuite synthétisé et présenté sous la forme d'une exposition réalisée avec un groupe d'habitants et composée de panneaux accompagnés de séquences audio et vidéo qui permettront notamment la restitution de fragments d'entretiens réalisés en créole. Cette exposition servira de support pour lancer le débat dans le cadre des ateliers de restitution et discussion qui seront organisés durant la seconde phase du projet. Elle pourra ensuite être utilisée pour la valorisation et diffusion de projet de recherche-action dans la commune et au-delà, y compris après l'achèvement du projet.



LAURÉAT 2023

TSINGONI



L'île de Mayotte, jeune département au taux de croissance exceptionnel, subit des changements structurels uniques et connaît un problème persistant de gouvernance des déchets. Le projet de recherche étudiera le rapport socio-économique des habitants à ceux-ci et à l'environnement, visant la production de données scientifiques, d'outils pratiques et d'action de sensibilisation à des fins d'orientation de politiques publiques.

Une biodiversité menacée par la prolifération des déchets

L'île de Mayotte est caractérisée par des écosystèmes riches offrant de nombreux services écologiques à la population et servant de base solide à l'activité économique de l'île. Cette biodiversité est particulièrement menacée par la prolifération des déchets : sur les 86 000 tonnes de déchets ménagers collectés en 2021,

400 tonnes seulement ont été triés (soit 0,46 %). Il est prévu que les sites d'enfouissement arrivent à saturation en 2028. On observe à Mayotte des eaux grises et noires déversées en rivière liées au rejet de déchets, des sites naturels à forts potentiels écologiques et culturels dévastés, une incompréhension et une méconnaissance de la législation relative aux déchets, une insuffisance du nombre de bacs collectifs installés, etc. L'ensemble de ces éléments représentant en sus un lourd risque sanitaire pour l'île, il est urgent d'agir, et cela passe par une meilleure compréhension des mécanismes à l'œuvre. Le projet « à La Source » étudiera le rapport socio-économique de la population mahoraise au déchet et à l'environnement.

Une étude clé pour le territoire

- Pour les pouvoirs publics, elle est un premier pas vers une plus grande compréhension et adaptabilité aux spécificités du territoire,
- Pour les organes de contrôle et les collectivités, elle aidera à mieux comprendre et donc à mieux lutter contre les dépôts sauvages,



14 000 habitants
264,67 hab./km²
Mayotte

ÉLUS

Mairie de Tsingoni
Communauté de
Communes du Centre Ouest

PROFESSIONNELS

Laurène Mahy
*Directrice de l'association
Régie de Territoire de
Tsingoni*
Adèle Colonna-Ceccaldi
*Responsable du
développement des projets
au Pôle d'Innovation Intégré
de Mayotte*
Chambre de Commerce et
d'Industrie de Mayotte
Union internationale pour
la conservation de la nature
(UICN), antenne Mayotte
Direction de l'alimentation,
de l'agriculture et de la
forêt de Mayotte
Association Mayotte Nature
Environnement
Association Horizon,
Mayotte
Association MESSO,
Mayotte

CHERCHEURS

Renaud Metereau
*Responsable scientifique,
maître de conférences en
économie à l'Université Paris
Diderot et doctorant en
socio-économie écologique*
Nona Nenovska
*Doctorante en gestion et
gouvernance des biens
communs et systèmes
socio-écologiques,
laboratoire LADYSS*
Esméralda Longépée
*Maître de conférences en
géographie au Centre
Universitaire de Mayotte et
chercheuse en géographie
de l'environnement*
Georgeta Stoïca
*Docteure et maître de
conférence en
anthropologie au Centre
Universitaire de Mayotte*
Damien Riccio
Anthropologue et politiste

- Pour le secteur touristique et pour les habitants, elle permettra de promouvoir petit à petit une île plus propre et la préservation de la biodiversité,
- Pour le secteur associatif, elle sera une source d'inspiration pour de nouvelles initiatives collaboratives,
- Pour les entreprises privées de la commune de Tsingoni, cette étude est l'occasion de fournir des outils concrets, des recommandations et des stratégies à mettre en place pour un traitement efficace des déchets.

Méthodologie

Seule une méthodologie de recherche associant plusieurs techniques d'investigation et multipliant les aller-retours sur le terrain permet de produire des résultats tangibles sur ce sujet. La démarche des porteurs du projet « à La Source » consiste en une méthode de socio-économie de l'environnement, avec un volet d'anthropologie, afin de favoriser la proximité avec les acteurs (parties prenantes : acteurs privés, publics, usagers). La démarche est donc d'ordre

qualitative, avec comme finalité l'explication d'un phénomène (la situation réelle observable). L'équipe a opté pour une approche méthodologique de nature qualitative :

- enquêtes de terrain et entretiens semi-directifs auprès des acteurs institutionnels de l'île et des habitants de la commune de Tsingoni,
- observations de terrain, en étroite collaboration avec la « Brigade verte » de RTT Tsingoni, qui cherche à mettre en évidence et comprendre les spécificités locales et identifier les freins potentiels de la politique de gestion des déchets.

TERRAINS!
Villes, laboratoires
d'expertises territoriales

PRÈS QUOI LES MÉTROPOLIS FRANÇAISES DURENT-ELLES?

MARIE-CHRISTINE JAILLET
PREMIER SÉMINAIRE DU CONSEIL STRATÉGIQUE
DE LA PLATEFORME D'OBSERVATION DES
DYNAMIQUES ET STRATÉGIES
URBAINES ET TERRITORIALES
LE 29 AOÛT 2019

9 NOVEMBRE 2021
ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

GOVERNEMENT

POPUSU

TRANSITION ÉCARTONNELLE

POUR LES MÉTROPOLIS

POUR LES MÉTROPOLIS

VERTUEUX • TERRITORIALES • TRANSITION • TRANSITION

MARCHE • BIODIVERSITÉ • DÉCHETS • TERRITOIRES

POUR LES MÉTROPOLIS

POUR LES MÉTROPOLIS

POUR LES MÉTROPOLIS

POUR LES MÉTROPOLIS

LES CONFÉRENCES POPSU

Cynthia Fleury

HABITER LE MONDE DE L'ANTHROPOCÈNE

POPUSU

COMPLÉMENTARITÉS. NOUVELLE PROMESSE TERRITORIALE

SYNTHÈSE DU COLLOQUE
• POUR DES MÉTROPOLIS RÉSILIENTES
• MÉTROPOLIS EN TRANSITION CHERCHENT
• TRAJECTOIRES TERRITORIALES •

POPUSU

LA MÉTROPOLE ET LES « AUTRES »

30 • 31 AOÛT 2021

TROISIÈME SÉMINAIRE
DU CONSEIL STRATÉGIQUE
DE LA PLATEFORME
D'OBSERVATION DES
DYNAMIQUES ET STRATÉGIES
URBAINES ET TERRITORIALES



BIBLIOGRAPHIE

LES CARNETS DE TERRITOIRES, RACONTER LES PETITES VILLES DU POINT DE VUE DE LA RECHERCHE

Les Carnets de Territoires rassemblent les connaissances produites par les plateformes du programme POPSU Territoires. Chaque carnet illustre une étude de cas et aborde les éléments du terrain, les hypothèses de recherche et les résultats, tout en rendant compte des échos que ces résultats peuvent avoir avec des phénomènes nationaux ou des cas proches. Conçus sous la forme de livrets largement illustrés, les carnets visent à rendre accessible au plus grand nombre les réflexions contemporaines sur les enjeux du territoire.



Habiter et vieillir. Trajectoires résidentielles à Xertigny (Vosges), par Frédéric Balard, Johan Freicheil, Elsa Martin, 2022

Au gré des dynamiques de périurbanisation, de désindustrialisation, de renaissance, les petites villes rurales font figure de ressource pour le « bien vivre ». Les parcours résidentiels et de vie des seniors y reflètent une grande diversité d'itinéraires. Réaliser une étude de cas sur Xertigny, commune à proximité d'Épinal, constituée pour moitié de surfaces agricoles et forestières, a pour but de se départir des idées reçues attachées au vieillissement et au monde rural pour saisir et rendre compte des pratiques et des représentations propres aux acteurs de ce territoire : élus, agents territoriaux, personnes âgées, bénévoles, professionnels de l'accompagnement, etc.



Le patrimoine vacant dans les petites villes. Briançon (Hautes-Alpes) au défi de la monoculture touristique, par Gabriele Salvia, Marion Serre, 2022

De nombreux centres historiques de petites et moyennes villes françaises fragilisés pourraient, en l'absence d'un projet de revitalisation, progressivement se transformer en musée à ciel ouvert. Le cas de la cité Vauban à Briançon est emblématique de cette situation. Cet ouvrage y identifie les situations de vacance récurrentes et les leviers d'action expérimentés. Le modèle théorique et opératoire du tiers foncier y est mis à l'épreuve du terrain, afin de montrer comment la vacance peut constituer une opportunité permettant de tester des modèles architecturaux et programmatiques alternatifs.



Gérer la petite ville touristique. Marseillan (Hérault) face aux fluctuations démographiques saisonnières, par Joël Idt, Jules-Mathieu Meunier, Lucie Renou, 2022

La population de Marseillan est presque décuplée pendant la saison estivale, du fait de l'activité touristique de cette petite station balnéaire du littoral languedocien. Dans ce contexte de fluctuations démographiques très fortes, quelles sont les modalités particulières de gestion et de gouvernance urbaines ? Quelles sont les conséquences sur l'action publique locale, l'aménagement urbain, les équipements publics ou les services à la population ? Le cas de Marseillan est emblématique de nombreuses petites villes françaises où le tourisme est le principal vecteur de développement économique.



Urbanité campagnarde - Le paysage, matrice d'un récit de transition à Saint-Loubès (Gironde), par Julie Ambal, Xavier Guillot, 2022

Située à seulement 15 km de Bordeaux, la commune de Saint-Loubès est confrontée à d'importantes mutations démographiques induites par sa proximité avec la métropole girondine. Ce texte questionne les enjeux d'un projet d'aménagement inédit d'une petite ville périurbaine, reposant sur la construction du récit d'une « urbanité campagnarde » à l'aune de la transition socio-écologique.



***Régénérer une petite ville sous double influence métropolitaine - Le cas de Rive-de-Gier (Loire)*, par Christelle Morel-Journal, Emmanuel Martinais, François Duchêne, Geogres Gay, Laurence Rocher, Eric Villemain, 2022**

La régénération de Rive-de-Gier soulève des enjeux cruciaux quant à la manière de (re)développer les centralités secondaires, abîmées par la désindustrialisation et le déclassement socio-économique, souvent réduites à la fonction de territoires subalternes des métropoles voisines. Le projet de rénovation du centre-ville montre notamment que le caractère populaire de Rive-de-Gier représente une ressource essentielle qui permettra à la ville de prendre sa place dans les systèmes métropolitains de Lyon et Saint-Étienne.



***Agir face à la vacance. L'expérience d'Ambert-Livradois-Forez (Puy-de Dôme)*, par Yoan Miot et Sarah Dubeaux, 2023**

L'intercommunalité d'Ambert-Livradois-Forez fait face à une situation de décroissance urbaine, dont l'une des conséquences visibles est l'augmentation des lieux vacants. À partir de plusieurs études de cas, cet ouvrage interroge les expérimentations de revitalisation menées et met en évidence les enjeux et les difficultés propres aux espaces ruraux, afin de proposer des solutions innovantes, adaptées à la singularité du milieu et à la réalité de la demande.



***Culture et Jeunesse dans une petite ville. Les leviers du bien-vivre territorial à Foix (Ariège)*, par Mariette Sibertin-Blanc et Laurence Barthe, 2023**

Cet ouvrage propose d'analyser les pratiques culturelles des jeunes comme ressort de bien vivre territorial dans une petite ville. La notion de bien vivre permet de questionner la qualité de ce qui est vécu, individuellement et collectivement, et les liens créés à la fois entre les habitants et à l'égard du territoire. Chef-lieu de l'Ariège, Foix se révèle être une étude de cas particulièrement intéressante par l'attention de longue date portée par les politiques publiques à la culture et à la jeunesse.

LES CONFÉRENCES POPSU

Créée en 2017, la collection « Les Conférences POPSU » veut être à la fois un lieu de débats et un espace critique sur les mutations urbaines et territoriales, au plan national et international, afin de rapprocher les acteurs et les chercheurs. À cette fin, la collection édite sous forme de verbatims, les conférences des chercheurs comme des acteurs – élus et services techniques des métropoles – prononcées dans le cadre de la plateforme à l'occasion de séminaires, colloques et entretiens.



Pour un nouveau récit territorial, par Olivier Bouba-Olga

Depuis plusieurs années, l'attention s'est portée sur les métropoles, considérées comme les lieux essentiels de création de richesses et d'emplois, compte tenu de leur attractivité vis-à-vis des « talents » de demain et de leur capacité d'innovation. Ce récit métropolitain, aussi séduisant soit-il, ne résiste pas à l'épreuve des faits ; la capacité de création de richesses, d'innovation et d'insertion dans l'économie mondiale n'est pas l'apanage des seules métropoles. Il semble dès lors important d'analyser les autres catégories de territoires pour montrer ce qui s'y passe, identifier les problèmes et les opportunités auxquels font face les acteurs, ainsi que les réponses à apporter en termes d'action publique.

Olivier BOUBA-OLGA est économiste de formation, est professeur des universités en aménagement de l'espace et urbanisme à l'UFR de Sciences économiques de l'université de Poitiers et chargé d'enseignement à Sciences Po Paris. Ses recherches portent sur la géographie économique, l'économie de proximités et l'analyse quantitative et qualitative des dynamiques territoriales.

++++

LES CONFÉRENCES POPSU



Les villes petites et moyennes - Territoires émergents de l'action publique, par Sylvie Fol

Cet ouvrage analyse les obstacles à la prise en compte des difficultés des villes petites et moyennes et décrit le processus par lequel les problèmes de ces villes ont été progressivement inscrits à l'agenda politique national. Il examine le rôle que les villes petites et moyennes sont susceptibles de jouer dans le maillage du territoire, en suggérant que les petites villes, en particulier, sont peut-être plus que les autres celles où peuvent s'inventer des stratégies alternatives et de nouveaux « modèles » d'action publique.

Sylvie FOL est professeure d'aménagement et d'urbanisme à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre du laboratoire Géographie-Cités. Ses recherches centrées sur l'analyse des inégalités socio-spatiales, portent sur les transformations des territoires de banlieue, les inégalités de mobilité, les villes en décroissance et les processus de dévitalisation des villes petites et moyennes.



L'expertise territoriale dans tous ses états, par Hélène Reigner

Cette conférence prononcée en novembre 2021 par la géographe Hélène Reigner interroge l'expertise territoriale dans les petites villes et territoires ruraux en replaçant le rôle de l'État dans l'aménagement du territoire depuis les années 1960.

Hélène REIGNER, est docteure en science politique et professeure en aménagement et urbanisme. Elle est directrice de l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional (IUAR) de l'université d'Aix-Marseille et chercheuse au LIEU (UR 889). Ses travaux portent sur les enjeux de solidarité territoriale, sur la capacité de l'action publique à niveler les écarts entre les territoires. En 2020, elle prend la responsabilité scientifique de POPSU Territoires.

On aménage le monde comme on envisage la vie par Valérie Jousseaume

Conférence prononcée, dans une version initiale, lors du Forum POPSU Territoires « Tous terrains ! Les petites villes, laboratoires de nouvelles expertises territoriales » qui s'est tenu le 9 novembre 2021 à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine. Cette conférence du Forum interroge les manières d'aménager le territoire en renouvelant les imaginaires.

Valérie JOUSSEAUME enseigne à l'Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes. Elle est membre de l'équipe CNRS UMR 6590 ESO « Espaces et Sociétés ». Géographe ruraliste, spécialiste des bourgs et des petites villes, elle observe les évolutions du monde depuis les campagnes.

LES PORTRAITS DE PETITES VILLES

LA SÉRIE DOCUMENTAIRE POPSU

Les « Portrait des petites villes », films documentaires co-produite avec l'agence CAPA, proposent une restitution originale de recherches menées dans le cadre du programme : rassemblant des entretiens avec les habitants, les élus, les techniciens, les chercheurs. Ils documentent les dynamiques des territoires et résultats des projets de recherche.

Tous les films sont accessibles en ligne sur la plateforme Youtube PUCA-POPSU.



Tournage du portrait de petites villes à Roscoff, printemps 2021

SAISON 1

Briançon : Habiter le centre ancien 🏆

Ce film documentaire a été désigné lauréat du prix du meilleur court-métrage du « Better Cities Film Festival », organisé par ONU-Habitat à l'occasion du Forum Urbain Mondial d'Abu Dhabi, ainsi que Trophée d'Argent au Deauville Green Awards 2020.

Marseillan : Une gestion urbaine à deux vitesses ?

L'Isle-sur-la-Sorgue : Un marketing territorial pour tous ?

Rive-de-Gier : Penser la ville de demain par les transitions

Vitré : Peut-on parler d'un modèle vitréen ?

Château-Thierry : Les possibilités d'une île

SAISON 2 (SORTIE À L'AUTOMNE 2021)

Xertigny, Bien vieillir dans un territoire rural 🏆

Ce film a reçu le Trophée d'Argent aux Deauville Green Awards 2021.

Roscoff, Petite ville à la pointe de la science

Arvieu, Le numérique, révélateur de nouvelles ruralités ?

Ambert, Agir dans les centres-bourgs en décroissance

L'alimentation à Tournus : enjeu démocratique ? 🏆

Ce film a reçu le Trophée d'argent au Deauville Green Awards 2022 et SPOT RSE au Spot Festival 2022)

Villers-Semeuse, vers des mobilités décarbonées ?

DANS LA FRANCE DES PETITES VILLES

PODCAST

Dans la France des petites villes est une série de podcast en 5 épisodes réalisée par Binge Audio dédiée aux récits et trajectoires des petites villes françaises, en partenariat avec le programme Petites Villes de Demain de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires.



Que nous disent les petites villes de l'action publique ? Contre les images toutes faites, les présupposés et les idéaux, cette série propose une plongée dans cinq petites villes, cinq « vaillantes », qui s'adaptent, luttent, créent de nouveaux modèles « pour vivre un peu en ville, un peu à la campagne, ni dans la folie urbaine, ni retiré dans un pavillon ».

Épisode 1
Chauny, une épopée commerciale

Épisode 2
Hauts Terres Communauté, les services publics au prisme des espaces ruraux

Épisode 3
Guingamp, le défi du logement

Épisode 4
Oloron Sainte-Marie, faire centre autour du patrimoine

Épisode 5
Trilport, l'invention d'un numérique du quotidien

L'ÉQUIPE POPSU

Le programme POPSU Territoires est opéré par le **Groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains** (GIP EPAU).



Jean-Baptiste Marie
Directeur Général de l'Europe des projets
architecturaux et urbains
jean-baptiste.marie@developpement-
durable.gouv.fr
+ 33 (0)1 40 81 24 68



Julien Moulard
Directeur Général Adjoint de l'Europe des
projets architecturaux et urbains
julien.moulard@developpement-
durable.gouv.fr
+ 33 (0)7 86 50 43 17



Nicolas Maisetti
Directeur du programme
POPSU Métropoles
nicolas.maisetti@developpement-
durable.gouv.fr
+33 (0)6 84 39 66 31



Hélène Milet
Directrice du programme
helene.milet@developpement-
durable.gouv.fr
+ 33 (0)1 40 81 93 27



Florentin Cornée
Chargé de missions
florentin.cornée@developpement-
durable.gouv.fr
+33 (0)1 40 81 91 26



Pacôme Bertrand
Chargée de missions POPSU Territoires
pacome.bertrand@developpement-
durable.gouv.fr
+ 33 (0)7 87 38 11 82

Fabienne Dran
Assistante de direction
fabienne.dran@developpement-durable.gouv.fr
+ 33 (0)1 40 81 93 27

LE CONSEIL STRATÉGIQUE

PRÉSIDENT



Jean-Marc Offner
Directeur général de l'a-urba, agence d'urbanisme Bordeaux Métropole – Aquitaine

MEMBRES



Alain Bourdin
Professeur des Universités, École d'Urbanisme de Paris



Jean-Baptiste Butlen
Sous-directeur de l'Aménagement durable, Ministère de la Transition écologique et solidaire, Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales



Sébastien Chambe
Directeur Général Adjoint de la Métropole du Grand Lyon



Catherine Chevilot
Présidente de la Cité de l'architecture et du patrimoine



Héléne Fernandez
Directrice, adjointe au directeur général des patrimoines, chargée de l'architecture, Ministère de la Culture



Marie-Christine Jaillet
Directrice de recherche au CNRS (LISST-Cieu), Présidente du Conseil de développement de Toulouse Métropole, Responsable scientifique du programme POPSU Métropoles



Jean-Baptiste Marie
Professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand, Directeur de l'EPAU, Ministère de la Transition écologique, Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales



Sandra Marsaud
Députée de la 2^e circonscription de la Charente



Héléne Peskine
Secrétaire permanente du Plan urbanisme construction architecture, Ministère de la Transition écologique et solidaire, Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales



Gilles Pinson
Professeur des Universités, Sciences Po Bordeaux



Héléne Reigner
Professeure des universités, Institut d'Urbanisme et de l'Aménagement Régional, Aix-Marseille Université, Responsable scientifique POPSU Territoires



Agnès Reiner
Directrice générale déléguée à l'appui opérationnel et stratégique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires



Nathalie Roseau
Directrice de recherche à l'École des Ponts ParisTech



Emmanuel Rouède
Directeur général des services de Grenoble



Franck Scherrer
Professeur titulaire en urbanisme, Vice-recteur associé à la recherche, à la découverte, à la création et à l'innovation, Université de Montréal



Martin Vanier
Professeur des universités, École d'Urbanisme de Paris



Michel Vayssié
Directeur général des services de Bordeaux Métropole



Pierre Veltz
Directeur de recherche, IHEDATE

LE COLLÈGE DES PARTENAIRES

Sont partenaires du programme POPSU Territoires :



La **Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature** (DGALN) élabore, anime et évalue les politiques de l'urbanisme, de la construction, du logement, des paysages, de la biodiversité, de l'eau et des substances minérales non énergétiques. Elle s'organise autour de deux directions :

1) la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), qui favorise un aménagement durable sur tous les types de territoires en veillant à ce que les documents de planification et les opérations d'aménagement répondent aux besoins des populations et intègrent les enjeux de développement durable et en particulier ceux relatifs au logement.

2) la Direction de l'eau et de la biodiversité (DEB), dont la mission première est l'évaluation et la mise en œuvre des politiques de l'eau, des espaces naturels, de la biodiversité terrestre et marine et des ressources minérales non énergétiques en vue de garantir la préservation et un usage équilibré de ces ressources..



Le Plan urbanisme construction architecture est un service interministériel de recherche et d'expérimentation créé en 1998 afin de faire progresser les connaissances sur les territoires et les villes et éclairer l'action publique. Rattaché à la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature au Ministère de la Transition écologique et au Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, il initie des programmes de recherche-action, d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'architecture et de la construction.



L'Agence Nationale de la Cohésion des territoires (ANCT) appuie et conseille le Gouvernement dans ses politiques de lutte contre les inégalités territoriales et de soutien au développement des territoires. Elle assure la conception et l'animation des politiques de la ville et d'aménagement du territoire avec les acteurs locaux et les citoyens. Pour répondre aux mutations économiques et sociales, l'ANCT mène une activité de prospective afin d'orienter les politiques publiques et elle aide les territoires, notamment les plus fragiles, à développer leur potentiel en stimulant l'activité économique, en accompagnant la transition écologique et en promouvant l'expérimentation et l'innovation. L'ANCT pilote notamment Petites villes de demain, programme national qui vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentours. Il a pour objectif de renforcer les moyens des élus des villes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralités pour bâtir et concrétiser les moyens de concrétiser leurs projets de territoire, tout au long de leur mandat, jusqu'à 2026.



La Banque des Territoires est un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts. Elle propose des solutions sur-mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Grand pôle financier public, elle accompagne les grands projets innovants sur tous les territoires et soutient ceux qui contribuent à organiser les indispensables interactions entre les Métropoles, les villes moyennes et la ruralité.



Le Réseau Rural Français est une initiative européenne, intégrée à la politique agricole commune (PAC) et financée par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Lieu de co-construction, le réseau rural national fédère les réseaux ruraux régionaux et contribue aux réflexions, échanges et débats sur les territoires ruraux et les politiques utiles à leur développement. Il facilite le dialogue entre acteurs et valorise les bonnes pratiques locales pour parvenir à un développement rural intelligent, rural et inclusif.



L'Union européenne est une association volontaire d'États européens (27 aujourd'hui). Elle existe juridiquement depuis le traité de Maastricht et constitue à ce jour une organisation unique. L'Union européenne (UE) est composée d'États membres qui se sont regroupés dans les domaines économique et politique, afin d'assurer le maintien de la paix en Europe et de favoriser le progrès économique et social.



Le Commissariat du Massif Central met en œuvre la politique de massif. Il a un rôle transversal, à la fois interrégional et interministériel. Il assure l'interface entre les acteurs du massif (publics et privés) et l'État, et a pour mission de préparer, de suivre et d'exécuter au titre de l'État la convention interrégionale de massif. Il assure également le secrétariat du comité de massif et joue également un rôle important d'animation et de conseil.



Le Bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère, au sein de la Direction générale des patrimoines du Ministère de la Culture qui assure notamment la protection et la conservation modernisée du patrimoine, valorise les œuvres du passé et du présent auprès de tous les publics et favorise la création et la qualité architecturales.



La Cité de l'architecture et du patrimoine est un centre d'architecture dont la mission est d'assurer la promotion de l'architecture française en France et à l'étranger, et de faire découvrir les œuvres emblématiques du patrimoine architectural français et la création contemporaine internationale.



L'Institut CDC pour la Recherche est un programme de la Caisse des dépôts et consignations, au sein du Département de la Stratégie, qui a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention stratégiques du groupe Caisse des Dépôts. Il contribue à de nouveaux travaux en articulation avec les questionnements opérationnels du Groupe et intervient de façon transversale à partir de la recherche entre les différents métiers. Il organise la valorisation des résultats dans le cadre de contributions au débat public. Il nourrit enfin la réflexion stratégique interne à partir des nouvelles tendances identifiées dans le secteur de la recherche.



A'urba est l'agence d'urbanisme de Bordeaux Métropole Aquitaine. Outil stratégique de développement des territoires bordelais, girondins et aquitains, A'urba éclaire les responsables locaux dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets et de leurs politiques publiques. Elle est dirigée par Jean-Marc Offner depuis 2009.



L'Atelier Energie et Territoires est créé en 2012 par EDF. C'est un laboratoire d'idées, d'études et de recherches. A la fois lieu de rencontres et de débats, il invite les acteurs des villes et des collectivités à mieux comprendre les transformations énergétiques à l'œuvre et suggère des propositions concrètes pour faire de l'énergie un moteur d'attractivité du territoire. Avec l'appui de son comité scientifique et de ses partenaires, l'Atelier offre une longueur d'avance aux décideurs territoriaux pour une gestion éclairée et responsable de l'énergie.



L'Union sociale pour l'habitat est l'organisation représentative du secteur Hlm qui représente 660 organismes Hlm à travers cinq fédérations. Elle accompagne les organismes Hlm dans leur action professionnelle, et contribue à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale du logement.



L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale.



L'Assemblée Nationale est l'institution française qui forme, avec le Sénat, le pouvoir législatif dont la mission est de débattre, de proposer, d'amender et de voter les lois, de contrôler le Gouvernement et d'évaluer les politiques publiques.



La Fabrique de la Cité est un think tank dédié à la prospective urbaine et aux innovations urbaines. Fondé en 2010 à l'initiative du groupe VINCI, son mécène, elle regroupe des acteurs de la ville, français et internationaux, qui élaborent de nouvelles manières de construire et reconstruire les villes. Les réflexions sur les bonnes pratiques de développement urbain portent sur les thèmes de la mobilité, de l'aménagement urbain et bâti, de l'énergie, de la révolution numérique et des nouveaux usages.



Le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) est chargé de conseiller le Gouvernement dans les domaines de l'environnement, des transports, du bâtiment et des travaux publics, de la mer, de l'aménagement et du développement durables des territoires, du logement, de l'urbanisme, de la politique de la ville et du changement climatique. Dans ce cadre, il mène les missions d'expertise, d'audit, d'étude, d'évaluation, d'appui et de coopération internationale que lui confie le Gouvernement. Il est également chargé d'une mission d'inspection générale portant sur la régularité, la qualité et l'efficacité de l'action des services de l'État placés sous l'autorité du ministre de la Transition écologique et solidaire, ainsi que des établissements publics placés sous leur tutelle.



France Ville Durable est d'abord un lieu de capitalisation, de diffusion et d'appui à la mise en œuvre des expertises et savoir-faire français en matière de ville durable, en France et à l'international, dans une logique de « do tank ». À partir de sujets d'intérêt général, l'association définit annuellement un programme de travail partenarial faisant appel à l'implication de chacun des adhérents de ses 4 collèges : les collectivités locales leaders et leurs associations, les entreprises de toutes tailles (groupes français mais aussi TPE), l'État (administration centrale et opérateurs spécialisés) et les experts de la ville (en particulier les organisations professionnelles nationales).



Le Cerema, établissement public sous la tutelle du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, accompagne l'État et les collectivités territoriales pour l'élaboration, le déploiement et l'évaluation de politiques publiques d'aménagement et de transport.



L'Assemblée des Communautés de France (AdCF) est la fédération nationale des élus de l'intercommunalité. Depuis sa fondation en 1989, l'AdCF promeut la coopération intercommunale et le dialogue territorial. Elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux (gouvernement, Parlement, agences nationales...), participe aux débats sur les évolutions de notre organisation territoriale et des politiques publiques décentralisées, développe une expertise spécifique au service de ses adhérents.



L'Association des maires ruraux de France (AMRF) fédère près de 10 000 maires ruraux au sein d'un réseau solidaire, en toute indépendance des pouvoirs et partis politiques. Rassemblés autour d'une identité forte, les membres de l'AMRF portent la voix des communes ancrées sur les territoires ruraux pour défendre leurs enjeux spécifiques. Forte de son militantisme et de sa représentativité, l'AMRF est aujourd'hui l'interlocutrice incontournable des communes rurales auprès des pouvoirs publics et des grands opérateurs nationaux.



L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.



La Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) regroupe une cinquantaine d'organismes publics d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement des grandes agglomérations françaises. Les agences d'urbanisme ont, pour la plupart, un statut d'association où se retrouvent, autour des collectivités impliquées, l'État et les autres partenaires publics du développement urbain. La FNAU prend position dans les grands débats nationaux et européens sur les politiques urbaines et l'avenir des villes.



La Fédération des Parcs naturels régionaux de France est l'association loi 1901 qui regroupe les 54 Parcs naturels régionaux de France. Porte-parole et animatrice du réseau, la fédération est un acteur de référence dans la définition et mise en œuvre des politiques publiques de développement des territoires ruraux, de développement durable et de préservation des espaces naturels.

1000 POUR LES
TERRITOIRES
DOCTORANTS

1000 Doctorants pour les territoires est une plateforme de mise en relation des collectivités territoriales avec des étudiants volontaires dans le but de réaliser un travail de recherche dans leurs services sur une problématique de politique publique territoriale (transition écologique, numérique, économique, démographique, santé...). La plateforme informe, sensibilise à ce dispositif et met en relation les acteurs publics locaux et le secteur de la recherche en Sciences Humaines et Sociales.



Le CNFPT est un établissement public paritaire déconcentré dont les missions de formation et d'emploi concourent à l'accompagnement des collectivités territoriales et de leurs agents dans leur mission de service public. Il a trois missions principales : la formation, l'observation et l'organisation des concours des cadres d'emplois A+.



L'association Sites et Cités remarquables de France développe une action globale, politique et technique, urbanistique, économique, sociale et culturelle. Créée en 2000 pour regrouper les villes et ensembles de communes porteurs d'un secteur protégé aujourd'hui "Sites patrimoniaux remarquables" et les villes et pays signataires de la convention "Ville et Pays d'art et d'histoire".



La fédération nationale des CAUE, association loi 1901, regroupe les CAUE représentés par leur président. Pour le réseau, la fédération est un lieu d'échanges, de capitalisation et de mutualisation des savoir-faire et activités départementales. Animer, apporter ses services aux membres et produire en réseau sont les principales missions de la fédération.



La revue urbanisme est depuis 1932 le creuset d'une réflexion permanente et de discussions fécondes sur les enjeux sociaux, culturels territoriaux de la production urbaine.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Baptiste Marie

RÉDACTION

Jean-Marc Offner, Sandra Marsaud, Hélène Reigner, Juliette Auricoste, Jean-Baptiste Marie, Aurore Meyfroidt, Hélène Milet, Zoé Giordana, Pacôme Bertrand

CONCEPTION GRAPHIQUE

Figures Libres / Maud Boyer, Chloé Listrat

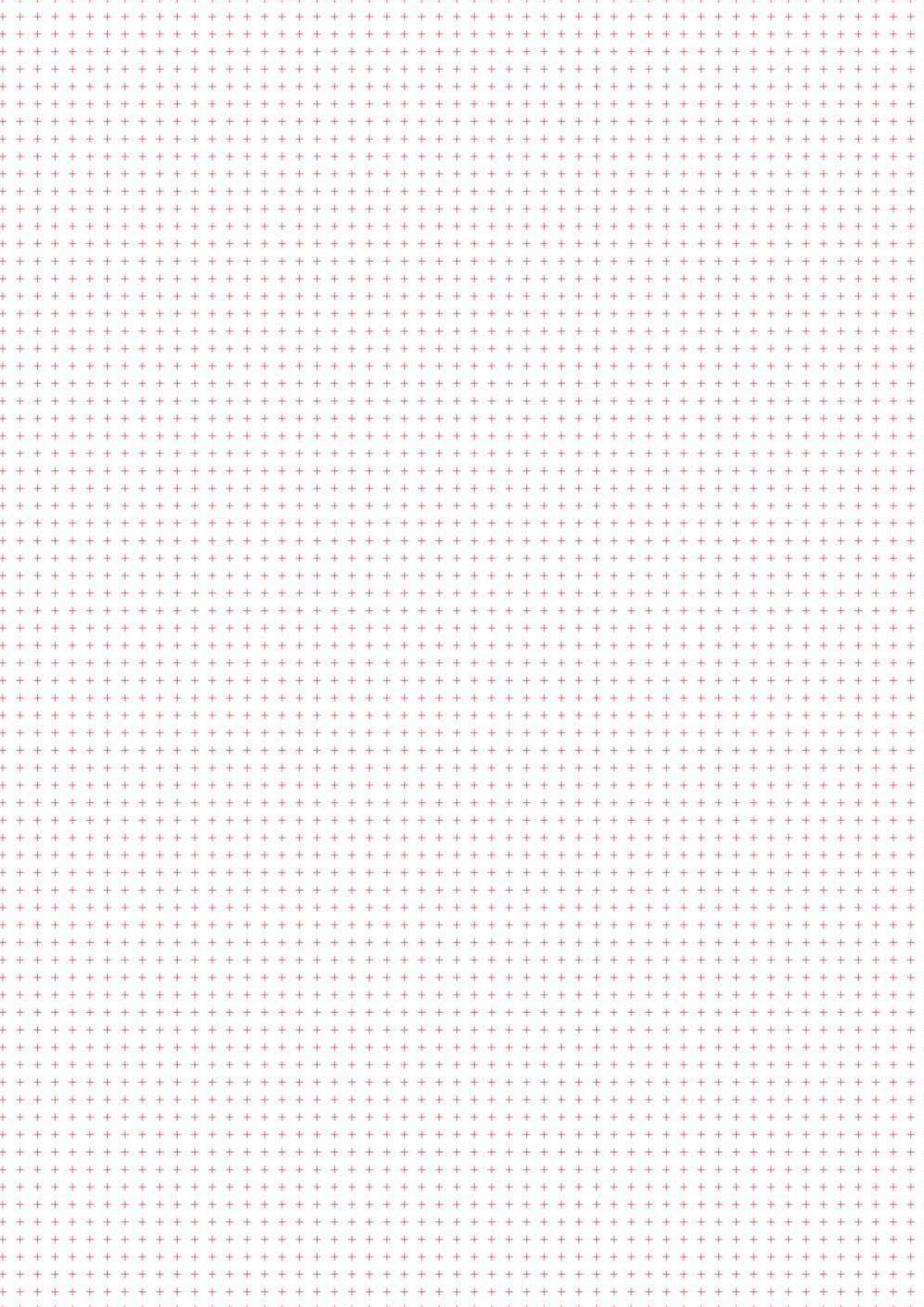
CRÉDITS PHOTOS

©Éric Villemain, ©Arnaud Bouissou / TERRA,
© Delphine Coutin, @Emmanuel du Bourg / POPSU, © Hélène Milet,
@Figures Libres, @Cyrielle Jacques, © Cyrille de Villèle, ©Julien Michel,
© Arnaud Bouissou / TERRA, ©Johan Barrot, © P.Daniel, © Raffaele Sergi, ©
Marcella Barbieri, © Noj han, © Ville de Chauny, ©Hélène Milet,
© Cyrille de Villèle, © École d'Architecture de La réunion, © Patrice Thebault,
@Hélène Milet, © Lisa Roca, © Ville du Porge, © Cermosem, Nicolas Robinet,
© Julien Michel, © Émilie Debray, © Mairie de Longuenée en Anjou, © Joël
Idt, © Lot Tourisme CRT Midi-Pyrénées, Dominique Viet, © CC Nozay,
© Equipe Imagine, © Emmanuel Berthier, © Xavier Guillot, © COR, ©
Altimage ULM, © Gabriele Salvia, Marion Serre, © Mairie de Villers-Semeuse,
© Mairie de Vire Normandie, © Invictus Drone, © Ville de Volonne, © Les
Photos d'Isabelle, © Wilfried Koba, © Éric Villemain, © Lucas Bonnel, © Marc
Cuéret, © Damien Carles, © Thibault Poriel, © Ayda AleHashemi, © Jean-
Robert Dantou Agence VU', © Arthur Guérin-Turcq, commune de Créon, ©
Viviane Delpech, © Agence Les Conteurs, © Damien Carles, © Lot Tourisme -
C. Novello, © Mairie de Martel, © Jean-Baptiste Daubeuf, © Victoria Mure
Ravaud, © Laurent Lelli, © Mairie de Saint-Eloy-les-Mines, © Manuel Bouquet /
TERRA, Laurent Cailly, © Johan Chevalier, © Association de préfiguration à la
Régie de Territoire de Tsingoni (RTT), © Ouidade Soussi / Figures Libres

IMPRESSION

MCT/MTES/SG/SPSSI/ATL2

JUILLET 2023



L'EUROPE DES PROJETS ARCHITECTURAUX ET URBAINS (EPAU)

Hélène Peskine, Présidente

Jean-Baptiste Marie, Directeur général

Julien Moulard, Directeur général adjoint

Fabienne Dran, Assistante de direction

Vancianne Iguiniz, Assistante de direction

PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES (POPSU)

POPSU Transitions

Responsables scientifiques :

– **Marie-Christine Jaillet**, CNRS-LISST, PI de POPSU Transitions

– **Sabine Barles**, Université Paris 1, Géographie-Cités

– **Xavier Desjardins**, Sorbonne Université, Médiations,

– **Renaud Le Goix**, Université Paris Cité, Géographie-Cités

– **Gilles Pinson**, Sciences Po. Bordeaux, Centre Emile Durkheim

– **Magali Talandier**, Université Grenoble-Alpes, PACTE

Nicolas Maisetti, Directeur du programme

POPSU Territoires

Hélène Reigner, Professeure des Universités, Aix-Marseille Université,
Responsable scientifique du programme POPSU Territoires

Hélène Milet, Directrice du programme

Pacôme Bertrand, Chargée de mission

Florentin Cornée, Chargé de mission

+ + + + + + + + + +

CONTACT

Hélène Milet

helene.milet@developpement-durable.gouv.fr

+33 (0)1 40 81 92 68